

Université de Montréal

**Prise en charge et diversité des expériences dans les camps de réfugié.e.s
allemands de Bamberg**

Par
Florence L'Abbé

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales en vue de l'obtention du
grade de Maître ès Arts (M.A.) en histoire

Juin 2020

© Florence L'Abbé, 2020

Université de Montréal

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé

Prise en charge et diversité des expériences dans les camps de réfugié·e·s allemands de Bamberg

Présenté par

Florence L'Abbé

A été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes

Thomas Wien

Président-rapporteur

Carl Bouchard

Directeur de recherche

Deborah Barton

Codirectrice de recherche

Anthony Steinhoff

Membre du jury

Résumé

À partir de l'automne 1944, on estime à 12 millions le nombre d'Allemand·e·s réfugiés ou expulsés des provinces orientales du Reich ou encore des différents pays d'Europe Centrale et de l'Est. Pourtant, en dehors de la RFA, le traitement de ces populations une fois arrivées dans l'Ouest de l'Allemagne reste une facette peu étudiée dans l'historiographie de l'après-guerre.

À travers une analyse de l'aide et la prise en charge des réfugié·e·s dans la ville, le district et l'archidiocèse de Bamberg, ce mémoire de maîtrise illustre les raisonnements et processus complexes par lesquels les autorités bavaroises et les organisations d'entre-aide allemandes tentent d'intégrer la population réfugiée. Cette étude souligne les distinctions établies entre certains groupes de réfugié·e·s et une priorisation de certains individus plus à risque ou plus important au détriment d'autres, dans une situation de graves pénuries de logements, de bien essentiel et une politisation de l'aide humanitaire,

En utilisant une analyse historique du genre et de l'histoire sociale afin d'inclure des groupes qui sont traditionnellement exclus ou négligés par les principaux récits historiques, ce travail s'intègre dans des thèmes plus globaux de l'Allemagne de l'après-guerre, comme la mise en place du nouveau système politique, social, économique et de relations des genres. On cherchera à comprendre pourquoi et comment certains groupes ont accès à de la nourriture, des logements, des emplois et des services médicaux avant d'autres, dans le contexte de la montée de la rhétorique de victimisation, de la formation de la mémoire et de l'identité ouest-allemande.

Mots clés : après-guerre, réfugié, expulsion, Bavière, Bamberg, Allemagne, femmes, enfants, travailleurs, mémoire, genre, Caritas, Église catholique, victimisation.

Abstract

From the autumn of 1944, an estimated 12 million Germans fled or were expelled from the Reich's eastern provinces and various Central and Eastern European countries. Yet, outside Germany, the treatment of these refugees once they arrived in western Germany has hardly been studied in the post-war historiography.

Examining the refugee camps in Bamberg, Upper Franconia as study cases, this master thesis will aim to identify different victim groups or divisions within the refugee population as well as the complex reasoning and processes by which the city, district and archdiocese of Bamberg and the German aid groups try to integrate the newcomers. In a context of severe shortage of housing, basic necessities and politicization of humanitarian assistance, this study highlights the distinctions and prioritization made between certain groups of refugees at the expense of others.

Using gender as a category of historical analysis, as well as social history to include groups traditionally excluded from the main historical narratives, this study will also engage in wider discussions in postwar Germany about the German's development of a new political, social, economic and gender order. This memoir will seek to explain how and why some groups got access to food, accommodation, employment and medical services before others, in a context of the rise of the rhetoric of victimization and the creation of a west-German memory and identity.

Keys words: Postwar era, refugee, expulsions, Bavaria, Bamberg, Germany, women, children, workers, memory, gender roles, Caritas, Catholic Church, victimization.

Zusammenfassung

Ab Herbst 1944 wurden schätzungsweise 12 Millionen Deutsche aus den östlichen Provinzen des Reiches oder aus verschiedenen zentral- und osteuropäischen Ländern Flüchtlinge oder Vertriebene. Dennoch fand die Behandlung dieser Personen nach ihrer Ankunft in den Westzonen in der Historiographie außerhalb Deutschlands bisher kaum Beachtung.

Anhand der Untersuchung eines Flüchtlingslagers im oberfränkischen Bamberg, widmet sich diese Masterarbeit dem Ziel, die verschiedenen Gruppen innerhalb der Flüchtlingsbevölkerung zu identifizieren und die komplexen Entscheidungsprozesse der Stadt, der Diözese und der deutschen Hilfsorganisationen bezüglich der Integration der Neuankömmlinge zu analysieren. Vor dem Hintergrund der prekären Wohnungsnot, dem Fehlen von Basisgütern und der Politisierung der humanitären Hilfen, hebt diese Studie die Unterschiede, sowie die Bevorzugung einzelner Flüchtlingsgruppen zum Nachteil anderer hervor.

Diese Arbeit widmet sich in besonderem Maße der Geschlechter- und Sozialgeschichte, um die in der traditionellen Geschichtsschreibung häufig vernachlässigten historischen Analysekatégorien miteinzubeziehen. Weiterhin liegt der Fokus auf den deutschen Nachkriegsdebatten zur Entwicklung einer neuen Ordnung von Politik, Ökonomie, Gesellschaft und Geschlecht. Ich werde daher versuchen, im Kontext der aufkommenden Viktimisierung im Zuge der Gestaltung einer westdeutschen Identität und Erinnerungskultur, zu verstehen wie und warum manche Gruppen eher Zugang zu Nahrung, Wohnraum, Arbeit und medizinischer Versorgung erhielten als andere.

Schlüsselwörter: Nachkriegszeit, Flüchtlinge, Vertreibene, Bayern, Bamberg, Frauen, Kinder, Arbeiter, Gedenk, Geschlechterrollen, Caritas, Katholische Kirche, Viktimisierung.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract	ii
Zusammenfassung	iii
Table des matières	iv
Liste des sigles et abréviations	vi
Remerciements.....	vii
Introduction.....	1
Chapitre 1 : L'aide et l'accueil des réfugié·e·s de la nation perdante.....	10
1.1. Bilan conceptuel et contextuel.....	11
1.1.1. Qualifier les expulsions des minorités allemandes d'Europe de l'Est.....	11
1.1.2. Flüchtlinge, Vertriebenen ou Heimatvertriebenen.....	12
1.1.3. Frauenüberschuss	18
1.1.4. Les camps et la pénurie de logement	19
1.2. La structure de la prise en charge des réfugié·e·s.....	22
1.3. L'Église catholique et le Caritas.....	24
Chapitre 2 : « <i>Arbeiten denn die Flüchtlinge?</i> »: la relance économique par le redressement du pourvoyeur.....	30
2.1. L'aide matérielle et financière pour la main-d'œuvre	33
2.1.1. « <i>Donnez-nous des logements pour les travailleurs et je pourrai doubler ou tripler mon entreprise</i> ».....	35

2.1.2. <i>Assistance supplémentaire : ration alimentaire, prêt aux entreprises et formation professionnelle</i>	45
2.2. L'intégration politique des réfugié·e·s	49
2.2.1. <i>La représentation politique des réfugié·e·s</i>	51
2.2.2. <i>La menace politique des camps urbains</i>	53
Chapitre 3 : Le rétablissement des réfugié·e·s par la restauration de la maternité et de la famille nucléaire	59
3.1. L'aide à la fondation d'un <i>Lebensraum</i> familial par les autorités bavaroises et ecclésiastiques	62
3.1.1. <i>L'union et la réunion des familles : partie centrale de la restauration de la société bavaroise d'après-guerre</i>	64
3.1.2. <i>La plaidoirie de la famille par l'archidiocèse de Bamberg et le Caritas</i>	71
3.2. <i>Alleinstehende Flüchtlingsfrauen</i> : entre autonomie, contrainte et coercition	74
Chapitre 4 : La reconstruction de la nation par la normalisation de la jeunesse	89
4.1. Retour à la normale physique et victimisation des enfants réfugié·e·s: « Nous faisons ce que nous pouvons, mais ce n'est qu'une goutte sur une pierre chaude »	93
4.2. Le bien-être psychologique des jeunes réfugié·e·s	102
Conclusion	110
Bibliographie	114

Liste des sigles et abréviations

BHE: *Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten*

CDU : *Christlich Demokratische Union Deutschlands*

CSU : *Christlich-Soziale Union in Bayern*

DPs : *Displaced Persons*

OIR : Organisation internationale pour les réfugiés

RFA : République fédérale d'Allemagne

SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne

SS : *Schutzstaffel*

ÜFAK: *Liste der Flüchtlinge, Ausgewiesenen und Kriegsgeschädigten*

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNRRA : Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction

WAV : *Wirtschaftliche Aufbau-Vereinigung*

Remerciements

Il serait possible d'écrire un second mémoire de remerciements. Ce travail est le résultat d'efforts de plusieurs personnes extraordinaires pour lesquelles je serai éternellement reconnaissante. Durant les recherches et la rédaction, j'ai toujours pu compter sur leur présence. Grâce à elles, pas une fois ne me suis-je senti isolé lors de mes recherches et de la rédaction.

Je tiens d'abord à adresser les plus vifs remerciements à mes deux directeurs de recherche, M. Carl Bouchard et Mme Deborah Barton. Dès nos premières rencontres, leur implication et leur passion m'ont inspiré à repousser mes limites. Leurs nombreux conseils et encouragements ont fait de moi une meilleure historienne. Je suis aussi énormément reconnaissante du temps que m'a attribué Dr Heléna Tóth, professeure à l'université Otto-Friedrich de Bamberg.

Je dois également remercier mon entourage sans lequel je n'aurais jamais pu réaliser ce projet. D'abord, à ma sœur Anne-Pascale, grâce à laquelle j'ai eu l'idée de travailler sur les *Flüchtlinge* et qui m'a soutenu quotidiennement en paroles ou en nourriture. Merci à mes parents. Ma mère, pour m'avoir répété depuis mon enfance « efforts=résultats » et d'avoir toujours été un modèle de résilience. Cela a certainement contribué à forger mon éthique de travail. Merci à mon père de m'avoir transmis sa curiosité et toujours encouragé à poursuivre mes études.

Je tiens également à souligner l'aide essentielle de mes amis du CEPSI, spécialement celles de Nadine et Soheila, que ce soit pour les relectures, les conseils, les rires ou les cafés.

Mille mercis à Alissa, pour non seulement ses réponses à mes 1001 questions et son temps accordé à la traduction de plusieurs documents, mais également pour son soutien inconditionnel, sa générosité, sa patience et son humour. Quoi dire du soutien de ma *Adoptivfamilie*, Maya, Beate et Markus, sans qui je n'aurais jamais terminé mon mémoire. Leur générosité est sans égale.

Introduction

Contrainte de quitter son village natal silésien en été 1945, une famille réfugiée migre en train vers l'ouest. Après un trajet de plusieurs centaines de kilomètres qui traverse la région de Saxe et passe par le camp frontalier de Hof¹, elle arrive à destination : Bamberg, petite ville de 73 000 habitants de la région d'Haute-Franconie en Bavière. Accompagnée de centaines d'autres migrant·e·s, on la dirige vers le camp « Tietz », l'un des sept camps de réfugié·e·s de la ville ouverts durant l'été 1945. Le père de la famille témoigne de ses premiers jours à Bamberg :

Six jours et six nuits, je suis resté allongé avec ma famille de cinq personnes dans la rue, devant l'entrée du [camp] « Tietzhaus ». Nous ne pouvions pas entrer dans la bâtisse parce qu'elle était trop bondée. (...) Chaque soir, le chef du camp, un homme nommé Findeis, venait devant l'immeuble et reportait notre entrée au lendemain, quand un transport partirait et que nous pourrions nous installer dans la bâtisse. Après six jours, lorsque nous étions à l'intérieur du camp, nous nous sommes vite rendu compte qu'il aurait peut-être été mieux de rester devant le bâtiment. Bien qu'un gardien des toilettes ait été mis en place pour surveiller les installations sanitaires, la situation était tout de même terrible. Il y avait six toilettes pour 800 personnes sur un étage².

Plus de 504 000 Allemands et Allemandes originaires des provinces orientales du Reich qui arrivent en Bavière en 1945 partagent le parcours de cette famille silésienne anonyme. En effet, la situation dans le camp « Tietz » ressemble à celles de plusieurs des 1375 camps de réfugié·e·s pour minorités allemandes sur le territoire du *Land* (l'État) de Bavière³. Surpeuplé et fréquemment

¹ En Bavière, de 1945 à 1952, il y a cinq camps frontaliers par lesquelles passent les convois transportant officiellement des réfugiés : Wiesau, Hof, Furth, Passau and Freilassing. La majorité des expulsé·e·s qui font halte à Bamberg traverse les camps de Wiesau ou Hof. C 8 + 1085, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 15 mai 1946.

² « *Sechs Tage und sechs Nächte lag ich mit meiner fünfköpfigen Familie auf der Straße vor dem Eingang des Tietzhauses. In das Haus konnten wir nicht, weil es zu voll war (...) Jeden Abend kam der Lagerleiter, ein Mann namens Findeis, vor das Haus und vertröstete uns auf den nächsten Tag, an dem ein Transport abgehen würde, worauf wir in das Haus einziehen könnten. Und als wir dann nach sechs Tagen tatsächlich im Innern des Hauses waren, da merkten wir schnell, dass es vor dem Haus womöglich noch besser gewesen war. Zwar war eine Klosettwaache aufgestellt worden, die die sanitären Einrichtungen zu überwachen hatte, aber es war trotzdem fürchterlich. In einem Stockwerk gab es für 800 Menschen sechs Klosetts.* » Cité dans Rudolf Albart, *Die Jahrhundertmitte: Vom Hakenkreuz zum Sternenbanner*, Bamberg, St. Otto Verlag, 1979, p. 174-176.

³ Nombre de camps de réfugié·e·s en 1946. K5 10914, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 1946. Par souci de simplicité, nous employons le terme « minorités allemandes » pour désigner tous les réfugié·e·s ou expulsé·e·s allemands, même si les anciens habitant·e·s des anciennes provinces orientales du Reich n'étaient pas à proprement parler des populations minoritaires.

touché par des épidémies de typhus, le camp « Tietz », ancien magasin de grande surface (*Kaufhaus*), loge entre 2500 à 4500 réfugié·e·s allemands de juin 1945 à août 1946.

Si au début de l'année 1945, la plupart des migrant·e·s allemands provenant de l'Est fuient l'avancée de l'Armée rouge, l'impossibilité du retour et les expulsions des minorités allemandes dans les pays d'Europe de l'Est enclenchent l'un des plus grands épisodes de nettoyage ethnique de l'histoire⁴. Les expulsions ont principalement lieu dans la région des Sudètes en Tchécoslovaquie et les anciennes régions orientales de l'Allemagne -la Poméranie, la Prusse orientale et la Silésie- nouvellement acquises par la Pologne⁵. La milice, la police et l'armée en expulsent la majorité des habitant·e·s germanophones et distribuent leurs terres et leurs habitations à des Polonais·e·s provenant du centre ou de l'est du pays⁶. On nomme la nouvelle frontière entre l'Allemagne et la Pologne la ligne « Oder-Neisse », nom en lien avec les rivières qui délimitent désormais les limites des deux États. La redéfinition de la frontière séparant les deux pays est légitimisée par la conférence de Potsdam en juillet et août 1945, tout comme les expulsions des minorités allemandes d'Europe de l'Est, pourvu qu'elles se déroulent de manière « ordonnée et humaine »⁷.

Dans l'ensemble, de 1945 à 1950, les pays d'Europe de l'Est et centrale rejettent plus de 12 millions d'Allemand·e·s ethniques⁸, classés selon le terme *Volksdeutsche* ou de *Reichsdeutsche*⁹ durant la guerre, vers les zones occupées d'Allemagne. Quatre millions d'expulsé·e·s trouvent

⁴ Robert M. Hayden, « Schindler's Fate: Genocide, Ethnic Cleansing, and Population Transfers », *Slavic Reviews*, 55, 4, 1996, p. 728.

⁵ Il y a une exception, et c'est Königsberg qui sera plutôt annexée à l'URSS et renommé Kaliningrad. Bien que moins nombreux, des centaines de milliers d'expulsé·e·s proviennent aussi d'Hongrie, de l'ex-Yougoslavie et des États baltes. R.M. Douglas, *Les expulsés*, Paris, Flammarion, 2012, p. 50.

⁶ *Ibid.*, p. 112.

⁷ *Foreign relations of the United States: Diplomatic Papers: the Conference of Berlin (the Potsdam Conference), 1945*, Washington, U.S. Government Printing Office, Vol. II, 1945, p. 1495.

⁸ Les estimations du nombre d'expulsé·e·s varient entre 10 et 15 millions. Bien que le nombre exact soit impossible à déterminer, je m'en tiendrai au nombre de 12 millions, car c'est celui qui est le plus répandu dans les ouvrages récents. Voir Ian Connor, *Refugees and Expellees in Postwar Germany*, Manchester, Manchester University Press, 2007, 284 p.; Pertti Ahonen, *After the expulsion: West Germany and Eastern Europe, 1945-1990*, New York, Oxford University Press, 2003, 460 p.; Robert G. Moeller, *War Stories: The Search of Usable Past in Federal Republic of Germany*, Berkeley, University of California Press, 2001, 342 p.

⁹ Le terme « *Volksdeutsche* » est créé au début du XXe siècle et racialisé par les nazis pour désigner des communautés d'ascendance germanique qui n'habitent pas sur le territoire de l'État allemand nazi. Contrairement aux *Reichsdeutsche*, les *Volksdeutsche* n'ont pas la nationalité allemande, mais ils s'identifient comme culturellement et ethniquement allemands. Tandis que les expulsé·e·s des provinces perdues de l'Est sont des *Reichsdeutsche*, ceux et celles provenant de Tchécoslovaquie, d'Hongrie ou de Roumanie se classent comme *Volksdeutsche*. Voir Doris Bergen, « The Nazi Concept of “*Volksdeutsche*” and the Exacerbation of Anti-Semitism in Eastern Europe, 1939-45 », *Journal of Contemporary History*, vol. 29, 4, 1994, p. 570.

refuge dans la zone d'occupation soviétique, tandis que huit millions s'établiront dans les zones américaines et britanniques¹⁰.

Dans la ville de Bamberg des trains arrivent hebdomadairement, avec ou sans préavis, chargés de centaines, parfois de milliers de réfugié·e·s allemands. Presque entièrement épargnée par les bombardements de la guerre, la ville accueille des transports ayant passé par Nuremberg ou les villes frontalières de Hof et Wiesau en plus des évacué·e·s de l'intérieur de l'Allemagne qui fuient les bombardements des grandes villes. Les dizaines de milliers de réfugié·e·s qui passent par la ville de Bamberg proviennent principalement de l'ancienne région allemande de Silésie ou celle des Sudètes. Ils sont composés d'hommes, de femmes et d'enfants de tous les âges et de toutes les classes sociales, parlant diverses langues et dialectes et pratiquant différentes religions. Complètement démunis, ils arrivent en zone d'occupation américaine dans un contexte d'effondrement économique et politique. Le Gouvernement militaire américain, en charge du *Land* de Bavière, délègue aux Allemand·e·s et aux dirigeants des Églises catholiques et protestantes la lourde tâche de venir en aide aux masses d'expulsé·e·s et d'éventuellement les intégrer socialement et économiquement. Les autorités provinciales, municipales et régionales récemment dénazifiées ou en cours de dénazification, peinent alors à loger et nourrir les habitant·e·s locaux, les Allemand·e·s évacués, les forces d'occupation américaine et la population des camps de l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA).

Ce mémoire tente de déterminer de quelles façons et selon quels logiques et principes les autorités allemandes laïques et l'Église catholique distribuent les ressources disponibles au sein de la population réfugiée de Bavière, en se concentrant sur le cas de la ville, du district et de l'archidiocèse de Bamberg. Avec la montée du discours de victimisation au sein de l'État et de l'identité allemande, y avait-il une sorte de hiérarchie entre les victimes expulsées?

Très tôt en Allemagne de l'Ouest plusieurs travaux de différents domaines des sciences sociales se penchent sur les expulsions et l'arrivée des réfugié·e·s en Allemagne de l'Ouest. Ils sont pour la plupart subventionnés par le gouvernement de Bonn et influencés par la formation de la mémoire collective allemande du Troisième Reich et de l'après-guerre immédiat. En effet, les traumatismes et souffrances sont de puissantes fondations sur lesquelles construire une mémoire

¹⁰ Ahonen, *op. cit.*, p. 3.

collective. Refusant les accusations de culpabilité collective, les Allemand·e·s préfèrent donc garder en mémoire les conséquences difficiles de la guerre que leur a fait subir Hitler, comme les expulsions, oubliant rapidement les causes de celles-ci et les victimes du régime nazi. De ce fait, les études des années 1950 et 1960 sur les expulsions témoignent de la victimisation universelle allemande. L'enquête *Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa* publiée en trois volumes de 1953 à 1961 par Theodor Schieder¹¹ et l'ouvrage *Die Vertriebenen in Westdeutschland* édité par Eugen Lemberg et Friedrich Edding en 1959¹² sont tous deux très influents. On y expose des centaines de témoignages illustrant le sort tragique et la souffrance des expulsé·e·s, sans présentation toutefois du contexte global ou de référence aux causes des expulsions.

L'histoire des expulsions écrite jusqu'à la fin des années 1960 dépeint les Allemand·e·s comme des victimes. Or, cela ne cadre plus avec le climat de réconciliation de l'époque, alors qu'il y a une détente des relations internationales, l'*Ostpolitik* de Willy Brandt et le changement de perception de la responsabilité de l'Allemagne par rapport à l'Holocauste et aux autres crimes de guerre. L'Allemagne de l'Ouest reconnaît officiellement les frontières de l'Est et, en 1973, le traité de Prague établit un lien entre l'occupation nazie et les expulsions en Tchécoslovaquie : on y reconnaît que les circonstances ont « imposé » le « transfert de population »¹³. Ainsi, l'intérêt pour l'étude des expulsions des minorités allemandes décline. On voit tout de même l'émergence d'une sphère transnationale dans l'historiographie des expulsions. La victimisation tend désormais à être universalisée, on évite de trouver un coupable, on blâme la « modernité », le nationalisme, et on regroupe les expulsions des minorités allemandes avec tous les autres transferts de population du XX^e sans les distinguer comme un événement particulier¹⁴.

¹¹ Theodor Schieder, *Die Vertreibung der Deutschen Bevölkerung aus den Gebieten östlich der Oder-Neisse. Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus OstMitteleuropa*, I, Bundesministerium für Vertriebene, Flüchtlinge und Kriegsgeschädigte, 1956, 357 p.

¹² Eugen Lemberg et Friedrich Edding, *Die Vertriebenen in Westdeutschland. Ihre Eingliederung und ihr Einfluss auf Gesellschaft, Wirtschaft, Politik und Geistesleben*, Kiel, Hirt, 1959, 660 p.

¹³ Scott Brunstetter, « Escaping History: The Expulsion of the Sudeten Germans as a Leitmotif in German-Czech Relations », Steven Béla Várdy, T. Hunt Tooley, Agnes Huszár Várdy, dir., *Ethnic cleansing in twentieth-century Europe*, New York, Columbia University Press, 2003, p. 167.

¹⁴ Plusieurs études résultent de collaborations tchèque et allemande ainsi que polonaise et allemande. Voir Detlef Brandes et Václav Kural, dir., *Der Weg in die Katastrophe: Deutsch-tschechoslowakische Beziehungen 1938–1947*, Essen, Klartext, 1994, 256 p.; Hans Lemberg et Włodzimierz Borodziej, dir., *'Unsere Heimat ist uns ein fremdes Land geworden...': Die Deutschen östlich von Oder und Neisse, 1945–1950. Dokumente aus polnischen Archiven*, 4 vol., Marburg, Verlag Herder-Institut, 2000-2005. Pour plus de détails sur universalisation de la victimisation, voir Martin

Le débat reprend réellement à la fin des années 1980, suivant la chute du bloc soviétique, lorsque les archives de la République démocratique d'Allemagne (RDA) sont rendues accessibles, les études supérieures y sont libéralisées et qu'un partage d'information est possible entre l'est et l'ouest. Ainsi, plusieurs études se spécialisent sur la situation en RDA et comparent les deux Allemagnes¹⁵. L'arrivée de millions d'expulsé·e·s dans l'après-guerre représente une des rares expériences communes partagées entre les deux territoires. Le mythe de l'intégration économique, politique et sociale rapide des expulsé·e·s en Allemagne de l'Ouest est de plus en plus nuancé et on y illustre un processus d'intégration souvent long et difficile, ainsi que le rôle de la mémoire dans l'intégration des réfugié·e·s¹⁶. Bien que fort intéressants, les ouvrages portent d'abord et avant tout sur l'intégration politique et économique des réfugié·e·s. On y regroupe les réfugié·e·s en un tout, ou parfois selon le lieu d'origine, et on observe souvent les événements du point de vue administratif. De façon plus générale dans l'historiographie allemande de l'après-guerre immédiat, quelques études différencient l'expérience allemande selon le genre, l'état matrimonial, le lieu d'emménagement ou l'âge. Or, les expulsé·e·s ne font pas l'objet de ces études et conséquemment, elles ne questionnent pas les différentes expériences vécues au sein de la population réfugiée¹⁷.

Notre analyse des études historiques révèle donc des angles peu étudiés dans l'historiographie des réfugié·e·s allemands dans l'après-guerre. Pourtant, la situation de ces masses de démunies est trop complexe pour se résumer à une expérience unique et commune. Ce travail cherchera donc à combler ce manque en examinant sur quelles bases les organisations impliquées

Schulze-Wessel, « The Commemoration of Forced Migrations in Germany », Wilhelm, Cornelia, dir., *Migration, Memory and Diversity: Germany from 1945 to the Present*, Oxford, Berghahn Books, 2017, p. 18-19.

¹⁵ Micheal Schwartz, *Vertriebene und Umsiedlerpolitik: Integrationskonflikte in den deutschen Nachkriegs-Gesellschaften und die Assimilationsstrategien in der SBZ/DDR 1945-1961*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2004, 1261 p.; Ahonen, *op. cit.*

¹⁶ Dirk Hoffmann, *Die Integration von Flüchtlingen und Vertriebenen nach 1945. Interdisziplinäre Ergebnisse und Forschungsperspektiven*, Munich, Oldenbourg Verlag, 1998, 473 p.; Paul Lüttinger, « Der Mythos der schnellen Integration. Eine empirische Untersuchung zur Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland bis 1971 », *Zeitschrift für Soziologie*, 15, 1, 1986, p. 20-36. Johann Handl, « War der schnelle integration der Vertriebenen ein Mythos? », Endres Rudolf, dir., *Bayerns Vierter Stamm: Die Integration Der Flüchtlinge Und Heimatvertriebenen Nach 1945*, Cologne, Bohlau Verlag, 1998, p. 183-214. Andrew Demshuk, *The Lost German East: Forced Migration and the Politics of Memory, 1945-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, 326 p.; Andreas Kossert, *Kalte Heimat: Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*, Berlin, Siedler Verlag, 2008, 432 p.

¹⁷ Elizabeth Heineman, *What Difference Does a Husband Make? Women and Marital Status in Nazi and Postwar Germany*, Berkeley, University of California Press, 1999, 392 p.; Robert G. Moeller, *Protecting Motherhood: Women and the Family in the Politics of Postwar West Germany*, Berkeley, University of California Press, 1993, 346 p.; Tara Zahra, *The Lost Children: Reconstructing Europe's Families after WWII*, Cambridge, Harvard University Press, 2015, 308 p.; Lynne Taylor, *In the Children's Best Interests: Unaccompanied Children in American-Occupied Germany, 1945-1952*, Toronto, Toronto University Press, 2017, 467 p.

dans l'aide et l'intégration des réfugié·e·s ont géré les masses désorganisées et ont priorisé certains groupes par rapport à d'autres. Nous tenterons de comprendre pourquoi et comment certaines tranches de la société ont accès à de la nourriture, de l'aide financière, des logements, une éducation, des emplois et des services médicaux avant d'autres. En utilisant une analyse historique du genre et de l'histoire sociale afin d'inclure des groupes qui sont traditionnellement exclus ou négligés par les principales narrations historiques et, du même coup, de déconstruire la catégorie trop simple de *Flüchtlinge*, cette étude s'intègre dans des thèmes plus globaux de l'Allemagne de la fin des années 1940. Il sera question de la mise en place d'un nouveau système politique, économique et légal, de victimisation et de la mémoire allemande du début de la guerre froide.

L'étude du traitement des réfugié·e·s issus des minorités allemandes d'Europe de l'Est se doit d'être basée sur un volumineux corpus de sources allemandes et locales. En effet, comme mentionné précédemment, bien que le Gouvernement militaire américain ait certainement donné des directives à respecter aux *Länder*, ce sont les Allemand·e·s qui ont dû s'occuper au quotidien du *Flüchtlingsproblem*. Ce mémoire se base donc essentiellement, mais pas exclusivement, sur des sources allemandes, consultées dans trois centres d'archives de la ville de Bamberg : le centre d'archives de l'archidiocèse de Bamberg (*Archiv des Erzbistums Bamberg*), le centre d'archives de la ville de Bamberg (*Stadtarchiv Bamberg*) et le centre d'archives de l'État de Bavière à Bamberg (*Staatsarchiv Bamberg*).

La consultation de sources provenant de différents centres d'archives permet tout d'abord une analyse de plusieurs zones géographiques. Ainsi, cette étude couvre non seulement la situation des expulsé·e·s de la ville de Bamberg et des petits villages entourant le centre urbain formant le *Landkreis* (district) de Bamberg, mais elle brosse aussi un portrait de la situation en Haute-Franconie, en Franconie et de façon plus générale, en Bavière et en Allemagne de l'Ouest. En choisissant de ne pas se limiter exclusivement au territoire de Bamberg, on enrichit la recherche en mettant en relation et en comparant, par exemple, le traitement des réfugié·e·s dans les importants points de transition comme les villes de Nuremberg, Ansbach et de Hof et celui dans les petites paroisses. Par ailleurs, l'emploi de sources municipales, étatiques et ecclésiastiques permet l'analyse et la mise en parallèle des traitements des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s selon les motifs respectifs des organisations chargées de venir en aide aux réfugié·e·s.

Puisque l'objectif de cette recherche est non seulement d'identifier les victimes privilégiées, mais aussi celles absentes des mesures d'aide sociale, nous pouvons à juste titre légitimer la nécessité d'un corpus de sources volumineux. Dans cet ordre d'idées, nous avons consulté les correspondances entre le *Flüchtlingskommissar* (le commissaire pour les réfugié·e·s) de la ville et du district de Bamberg, les maires des villes et villages, le *Landrat* Dr. Grimm, le *Oberbürgermeister* Luitpold Weegmann et les bureaux municipaux (*Ämter*) venant en aide aux migrant·e·s, tels que le bureau pour les réfugié·e·s (*Flüchtlingsamt*) et le bureau du logement (*Wohnungsamt*). Par rapport aux autorités gouvernementales de Bavière, nous nous baserons sur les rapports annuels rédigés par le secrétaire d'État des réfugié·e·s (*Staatssekretär für Flüchtlingswesen*), Wolfgang Jaenicke, les différents documents de statistiques publiés par le ministère de l'Intérieur et des fiches d'instructions ou d'avertissements envoyées aux villes et aux districts. Plusieurs discours au parlement de l'État de Bavière (*Landtag*) seront aussi présentés grâce à un ouvrage regroupant les allocutions des député·e·s qui abordent le thème des réfugié·e·s de 1946 à 1950¹⁸. En ce qui concerne les sources du diocèse de Bamberg, elles rassemblent d'abord les correspondances, pamphlets et directives transmises aux paroisses par l'archevêque de Bamberg Joseph Otto Kolb et l'association *Caritas* du diocèse de Bamberg. Les documents émanant de ce dernier organisme sont signés par le directeur, M. Kröner, et le président, M. Rauh. Plusieurs lettres dans lesquelles des prêtres plaident en faveur ou contre l'aide aux réfugié·e·s seront aussi étudiées.

De surcroît, l'analyse des archives générées les autorités est couplée à différentes sources produites par des expulsé·e·s. Nous interpréterons plusieurs lettres, pétitions, plaintes et récits personnels. Ces témoignages sont essentiels à la compréhension de la réalité à laquelle font face les expulsé·e·s. En somme, cibler un nombre important et une grande diversité de sources nous permet d'identifier les différents participant·e·s impliqués dans l'aide aux migrant·e·s, l'impact de leurs choix, leurs actions et leur catégorisation des victimes.

L'étude de la ville, du district et du diocèse de Bamberg s'avère particulièrement intéressante pour plusieurs raisons. D'abord, même si les trois quarts des réfugié·e·s sont dirigés

¹⁸ Monika Glettler, dir., *Landtagsreden zur bayerischen Vertriebenenpolitik 1946-1950*, Munich, Rieß-Druck und Verlag, 1993, 679p.

vers la campagne ou les petites villes (*Kleinstädte*), épargnées par les bombardements¹⁹, très peu d'études se sont attardées sur celles-ci²⁰. Grâce à sa perspective locale, ce travail présente une pièce complémentaire aux multiples études de l'après-guerre qui se concentrent sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest et qui utilisent des archives provenant des grandes villes allemandes, comme Berlin ou Munich²¹. Ainsi, l'emplacement au centre de l'Allemagne, la taille modeste et le rôle dans la gestion des expulsé·e·s en Bavière font de Bamberg un exemple idéal pour l'étude de l'aide aux réfugié·e·s des minorités allemandes.

Ce mémoire portera sur la période de 1945 à 1952, pour couvrir les années les plus déterminantes de la prise en charge des réfugié·e·s. 1952 est aussi l'année de la mise en place de la loi sur la compensation des charges (*Lastenausgleich*) en Allemagne de l'Ouest en plus de correspondre à la fin du règne de Wolfgang Jaenicke en tant que secrétaire d'État des réfugié·e·s en Bavière. Par ailleurs, en nous arrêtant en 1952, nous éviterons d'étudier l'arrivée des réfugié·e·s politiques d'Europe de l'Est, qui constitue un tout autre cas. Notons qu'il n'est pas insinué que l'intégration des expulsé·e·s soit complète en 1952.

Dans le premier chapitre, nous établirons les fondements historiographiques et conceptuels de ce mémoire. Nous expliquerons en détail des concepts comme ceux de « nettoyage ethnique », « *Flüchtlinge* » et « *Frauenüberschuss* », indispensables à la compréhension du contexte d'après-guerre en Allemagne et des expulsions. De plus, nous examinerons la structure de la prise en charge des réfugié·e·s par les autorités administratives, l'Église catholique et *Caritas*.

Au travers de l'importance attribuée par les autorités bavaroises provinciales et municipales à la reconstruction et la relance économique, nous explorons dans le deuxième chapitre comment différentes formes d'aides sont mises en place en faveur des travailleurs réfugiés et afin de favoriser leur intégration politique et économique. Nous soulèverons donc les raisons et les manières dont

¹⁹ Franz J. Bauer, *Flüchtlinge und Flüchtlingspolitik in Bayern, 1945-1950*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1982, p. 210.

²⁰ En Allemagne, on considère les villes qui ont moins de 100 000 habitants comme petites, *Kleinstädte*, alors que celles de plus de 100 000 comme grandes *Großstädte*. Bauer, *op. cit.*, p. 218.

²¹ Matthew Frank, *Expelling The Germans: British Opinion And Post-1945 Population Transfer In Context*, Oxford, Oxford University Press, 2008, 319 p.; Rajan Autze, *Treibgut des Krieges. Flüchtlinge und Vertriebene in Berlin 1945*, Munich, Quadriga, 2001, 151 p.; Matthias Beer, « Flüchtlinge- Neubürger- Heimatvertriebene. Flüchtlingspolitik und Flüchtlingsintegration in Deutschland nach 1945 begriffsgeschichtlich betrachtet », Matthias Beer, Martin Kintzinger et Marita Krauss, dir., *Migration und Integration. Aufnahme und Eingliederung im historischen Wandel*, Stuttgart, Franz Steiner, 1997, p. 145-167; Pertti Ahonen, *op. cit.*

les travailleurs sont priorités. Il sera question entre autres de l'impact à long terme du lieu où sont installés les réfugié·e·s, ainsi que les occasions et les lacunes qui y sont reliées.

Souvent négligés dans les études historiques sur les expulsions, les femmes forment de loin le groupe le plus important dans la population réfugiée. Cependant, il est politiquement et socialement pertinent dans les décennies après la guerre de n'attribuer aucun genre aux expulsé·e·s afin d'universaliser cette difficile expérience. Nous tenterons donc dans le troisième chapitre de rectifier cette lacune historiographique en nous intéressant aux clivages entre les expériences selon le genre, en plus des expériences d'aides sociales entre les femmes elles-mêmes, qui varient selon leur statut matrimonial et la présence ou non d'une progéniture.

Enfin, le quatrième chapitre examinera l'aide apportée à un groupe d'expulsé·e·s à la fois vulnérable et valorisé : les enfants. En raison de leur ascendance germanique, ces enfants n'ont pas droit à l'aide internationale à destination de la jeunesse des autres nations. Ils sont donc pris en charge par les autorités allemandes et l'Église catholique qui leur accordent une place privilégiée dans les mesures d'aide sociale. La remise sur pied physique et psychologique et l'intégration des enfants expulsé·e·s, qui représentent l'espoir d'un avenir prospère pour la nation allemande, sont perçues comme essentielles.

Chapitre 1 : L'aide et l'accueil des réfugié·e·s de la nation perdante

Dans un contexte de déplacements forcés ou volontaires de millions d'individus et de populations entières jamais vu auparavant, les conséquences de « transferts » de groupes ethniques sont minimisées par les Alliés et les gouvernements polonais et tchécoslovaque en exil puis provisoires pendant et après la guerre. Lors de la planification et l'implémentation des expulsions des minorités allemandes d'Europe de l'Est, les Alliés utilisent le traité de paix de Lausanne de 1923 comme précédent légitime et légal. Ce traité organisait l'échange de populations entre la Turquie et la Grèce afin d'obtenir des nations plus homogènes. Les Alliés semblent ignorer ou mal comprendre les répercussions de ce transfert qui a fait un demi-million de victimes¹. Après 1945, c'est au cœur d'immenses mouvements de populations au travers une Europe ravagée par la guerre qu'ont lieu les expulsions. Non seulement y a-t-il des millions de réfugié·e·s allemands, mais aussi d'innombrables *Displaced Persons* (DPs)², prisonniers de guerre³ et réfugié·e·s politiques. Les routes européennes sont donc pleines et empruntées par un amalgame de sans-abris, voyageant dans toutes les directions à pied et séjournant dans les milliers de camps de transit improvisés.

Plusieurs éléments sont essentiels à la compréhension de la situation dans laquelle se retrouvent les réfugié·e·s des minorités allemandes d'Europe de l'Est, une fois arrivés en Bavière. Dans ce chapitre initial, nous établirons les fondements contextuels et conceptuels des expulsions, de l'accueil et de l'intégration des réfugié·e·s. Il sera d'abord question d'une justification de la terminologie employée dans ce mémoire. Après avoir présenté et justifié l'utilisation du concept de « nettoyage ethnique », nous expliquerons ce que nous entendons par « *Flüchtlinge* », « *Vertriebene* » et « *Heimatvertriebene* » ainsi que le soi-disant phénomène de

¹ Normand M. Naimark, *Fires of Hatred: Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p. 110.

² L'historien Gerard D. Cohen estime le nombre de personnes déplacées (DPs) en Allemagne à 8 millions. Voir Gerard D. Cohen, *In War's Wake: Europe's Displaced Persons in the Postwar Order*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 7. Pour plus d'études sur les *Displaced Persons*, voir Mark Wyman, *DPs: Europe's Displaced Persons, 1945-1951*, London, Associated University Presses, 1989, 272 p.; Atina Grossmann, *Jews, Germans, and Allies: Close Encounters in Occupied Germany*, Princeton, Princeton University Press, 2007, 416 p.

³ Environ 7,8 millions de soldats de la Wehrmacht sont détenus par les Alliés occidentaux et un autre 2 millions par l'Union soviétique au printemps 1945. En raison de la difficulté de nourrir et loger ces vétérans à long terme, en moyenne, 22 000 soldats sont libérés chaque jour. Wyman, *op. cit.*, p. 11.

« *Frauenüberschuss* ». Ensuite, nous nous attarderons au rôle des différents acteurs et actrices qui accueillent et prennent en charge les réfugié·e·s en Bavière et avec une attention sur les régions franconiennes: les dirigeant·e·s provinciaux, régionaux, districaux et municipaux en plus de l'Église catholique et de son œuvre caritative, *Caritas*⁴.

1.1. Bilan conceptuel et contextuel

1.1.1. Qualifier les expulsions des minorités allemandes d'Europe de l'Est

Les violences exercées contre des groupes ethniques ne sont pas toutes équivalentes, au contraire, les motifs et les conséquences peuvent être classés de « transfert de population », « nettoyage ethnique » ou « génocide ». Un débat terminologique existe dans la sphère politique et dans l'historiographie des expulsions des populations allemandes d'Europe de l'Est sur l'utilisation de ces trois termes⁵. Les États « expulseurs » utilisent généralement le concept de « transfert de population » afin de banaliser les événements et leurs répercussions et leur donner une connotation administrative, ce qui en fait un terme fortement politisé et controversé. Par ailleurs, bien que les expulsions engendrent des violences et massacres et qu'elles soient effectuées à des fins politiques et nationalistes, on ne peut en aucun cas justifier l'usage du terme de « génocide » pour les expulsions des minorités allemandes d'Europe de l'Est. Il convient donc de qualifier les expulsions comme un « nettoyage ethnique ». Une définition claire et une justification de l'usage du terme nettoyage ethnique est par conséquent nécessaire.

Le terme « nettoyage ethnique » prend origine et se popularise à la suite des violences en Yougoslavie à la fin du XX^e siècle et inspire de nombreux historien·ne·s européens à chercher des liens entre ce genre d'événements dramatiques. L'historien Norman Naimark souligne les liens entre les nettoyages ethniques, la montée du nationalisme et les efforts pour établir un ordre européen selon les nationalités durant et après les guerres mondiales. Un nettoyage ethnique consisterait donc en un déplacement forcé d'un groupe ethnique, religieux ou national de son territoire, sans la volonté d'extermination. Malgré un nombre élevé potentiellement de mort·e·s,

⁴ L'association allemande *Caritas* ou *Caritasverband* est l'organisation d'aide sociale de l'Église romaine catholique en Allemagne. Voir Rainer Bendel, dir., *Vertriebene finden Heimat in der Kirche: Integrationsprozesse im geteilten Deutschland nach 1945*, Cologne, Böhlau Verlag, 2008, 677 p.

⁵ Mark Kramer, « Introduction », *Redrawing Nations: Ethnic Cleansing in East-Central Europe 1944- 1948*, Philipp Ther et Ana Siljak, dir., Lanham, Rowman & Littlefield, 2001, 356 p.

les objectifs et moyens employés diffèrent assez pour justifier l'usage d'un autre terme que génocide, qui est l'intention planifiée et systématique de tuer un groupe ethnique, religieux ou national entier. L'historien Steven Béla Várdy abonde dans le même sens de Naimark⁶. Dans l'ouvrage collectif qu'il a dirigé avec les historiens T. Hunt Tooley et Agnes Huszár Vardy, « Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe », Várdy apporte aussi une clarification aux termes « nettoyage ethnique » et « génocide », dont les différences sont parfois brouillées par les similarités, compte tenu de l'intensité de la violence de certains nettoyages ethniques. À la lumière de ses recherches, il prend la décision d'exclure de l'ouvrage le terme « génocide » pour le cas des expulsions des minorités allemandes d'Europe de l'Est, ainsi que des *Reichsdeutsche* des territoires devenus polonais.

Nous l'avons constatés les nettoyages ethniques sont communément qualifiés de « transferts de population » par les politicien·ne·s et certains historien·ne·s des pays expulseurs comme la Pologne et la Tchécoslovaquie⁷. De leur point de vue, les transferts de populations sont légitimés par les concepts de l'État-nation et d'auto-détermination des peuples, défendus par les vainqueurs de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale. Ces concepts sont aussi intimement liés à la période d'occupation nazie et au principe de culpabilité collective. De plus, dans l'après-guerre et les décennies qui suivent, les crimes de l'Holocauste fournissent une structure rhétorique qui justifie la condamnation collective des Allemands ethniques d'Europe centrale, voire la destruction de leur identité nationale, leur culture sociale et religieuse. Les États expulseurs présentent les expulsions selon la logique du concept de droit international d'autodétermination d'une nation démocratique et une solution au problème des États multinationaux. Conséquemment, ce sont les circonstances politiques qui déterminent la qualification d'un nettoyage ethnique.

1.1.2. *Flüchtlinge, Vertriebene ou Heimatvertriebene*

Durant la guerre, les autorités nazies incitent les minorités allemandes en périphérie du Reich à s'enregistrer en tant que *Volksdeutsche*, c'est-à-dire membres des populations d'ascendance germanique qui n'habitent pas sur le territoire de l'État allemand nazi, afin de

⁶ Steven Béla Várdy, « A Century of Forced Migration: The Origins and Consequences of "Ethnic Cleansing" », Steven Béla Várdy, Hunt Tooley, Agnes Huszár Vardy, dir., *Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, New York, Columbia University Press, 2003, p. 42-72.

⁷ Voir Robert M. Hayden, « Schindler's Fate: Genocide, Ethnic Cleansing, and Population Transfers », *Slavic Review*, 1996, 55, 4, p. 735-736.

bénéficier de divers privilèges⁸. Plusieurs avantages motivent les nazis à exploiter la présence des Allemands ethniques. D'abord, les minorités allemandes fournissent un prétexte idéal pour l'invasion des États de l'Est. En outre, les nazis bénéficient du « matériel humain » que représentent les *Volksdeutsche*, car ils permettent l'établissement rapide de l'autorité allemande, garnissant les rangs de la *Schutzstaffel* (SS) et du personnel des organisations allemandes. Le concept de race, et non de citoyenneté, s'avère beaucoup plus flexible et facilite le recrutement de soldats pour établir l'autorité nazie⁹. Enfin, la présence de minorités allemandes, leur identification et leurs privilèges augmentent l'antisémitisme et le concept nazi d'une « lutte des races ».

Ces années de mesures raciales sous le Protectorat en Tchécoslovaquie et en Pologne occupée, traversées difficilement par les ethnies majoritaires respectives, renforcent les divisions au sein des populations et scellent le sort des *Volksdeutsche*, en créant des conditions favorables aux expulsions. Les déplacements de millions d'individus du début à la fin de la guerre, par exemple, des Tchèques et Slovaques des Sudètes en 1939 et 1940, et le *Generalplan Ost* qui planifiait sur une période de 30 ans de tuer et expulser plus de 80 millions d'individus en Europe de l'Est afin d'installer des colonies allemandes, justifient la portée et l'impact des expulsions¹⁰.

Parallèlement, les gouvernements en exil à Londres de Tchécoslovaquie et de Pologne négocient dès le début de la guerre l'expulsion des populations culturellement allemandes et germanophones de leur pays avec les Alliés. Au lendemain du conflit, stimulés par un sentiment anti-allemand partagé par leur population majoritaire, les gouvernements polonais et tchécoslovaque condamnent non seulement les membres du parti nazi, mais déclarent collectivement coupables tous les habitant·e·s d'origine allemande, considérés comme *Volksdeutsche*¹¹. En Tchécoslovaquie, cela représente environ trois millions d'individus, principalement regroupés dans la région frontalière des Sudètes, soit plus d'un cinquième de la

⁸ Pour en connaître plus sur les *Volksdeutsche* durant la guerre, voir Doris Bergen, « The Nazi Concept of “*Volksdeutsche*” and the Exacerbation of Anti-Semitism in Eastern Europe, 1939-45 », *Journal of Contemporary History*, 29, 4, 1994, p. 569-582.; Eric Steinhart, « Policing the Boundaries of “Germanism” in the East: SS Ethnic German Policy and Odessa's “*Volksdeutsche*”, 1941-1944 », *Central European History*, 43, 1, 2010, p. 85-116.; Chad Bryant, *Prague in Black: Nazi Rule and Czech Nationalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2007, 384 p.

⁹ Anna C. Bramwell, « The Re-Settlement of Ethnic Germans, 1939-41 », Bramwell, Anna C. et Marrus, Michael, dir., *Refugees in the Age of Total War*, London, Unwin Hyman, 1988, p. 116.

¹⁰ Douglas, *op. cit.*, p. 56.

¹¹ Dans le récit nationaliste d'après-guerre en Tchécoslovaquie, on illustre l'histoire de la nation tchèque comme un combat éternel contre la nation allemande. Cette perception très présente à la suite de la Deuxième Guerre mondiale entrave l'étude du lien entre le Protectorat et les expulsions des minorités allemandes de Tchécoslovaquie. Voir Bryant, *op. cit.*

population totale en 1939. Près de 2,6 millions d'entre eux fuient ou sont expulsés de leur pays de résidence avant 1939¹². Les nouvelles frontières entre la Pologne et l'Allemagne, déplacées à la ligne Oder-Neisse, causent le déplacement de plus de sept millions de réfugié·e·s qui ont jusqu'alors vécu dans les provinces allemandes de Prusse, Poméranie et Silésie.

Les expulsions des Allemand·e·s d'Europe de l'Est sont généralement divisées en deux phases : les expulsions dites sauvages et les expulsions organisées¹³. Toutes deux comportent des épisodes particulièrement violents, en Pologne, tout comme en Tchécoslovaquie. En effet, les gouvernements polonais et tchécoslovaques sont conscients que, compte tenu du nombre important d'Allemand·e·s ethniques sur leur territoire, il n'est pas possible pour les autorités d'organiser le déplacement, en quelques mois ou même années, d'un si grand nombre d'individus. De ce fait, seuls l'usage massif de la force et de la terreur peuvent débarrasser leur pays des *Volksdeutsche* en les forçant à fuir par leurs propres moyens. Le niveau de violence en Tchécoslovaquie peut parfois surprendre, si l'on considère qu'en Pologne, l'occupation nazie a été beaucoup plus violente et les conditions de vie y étaient inférieures¹⁴. L'un des épisodes les plus violents envers les Allemands des Sudètes a lieu le 31 juillet 1945, dans la ville d'Usti nad Labem, en Bohême. On y blâme les Allemand·e·s locaux pour les décès de 28 personnes, allemandes et tchèques, causés par une série d'explosions dans un entrepôt de munitions. Les Allemand·e·s, hommes, femmes et enfants, sont alors battus et tués par centaines et les corps sont jetés dans l'Elbe. Le nombre de victimes est toujours sujet à débat, les estimations varient de plusieurs centaines à 2 700¹⁵. Le gouvernement tchèque utilise ensuite ces événements pour inciter les Allemand·e·s des Sudètes à fuir le pays et promouvoir la légitimation des expulsions par les Alliés.

Dans le *Land* de Bavière, on dénombre 1,9 million de réfugié·e·s en avril 1949, 1 063 921 originaires des Sudètes, 618 195 des régions situées à l'Est de la ligne Oder-Neisse et le reste de

¹² Klaus Guth, *Lebenswelten im Wandel: Beiträge zur Europäischen Ethnologie, Volkskunde und Historischen Landeskunde*, Munich, EOS Verlag U. Druck, 2009, p. 404.

¹³ De janvier 1945 à août 1945 ont lieu les expulsions dites « sauvages », c'est-à-dire celles approuvées par aucune autorité alliée ou gouvernementale. Elles sont particulièrement violentes et anarchiques. Durant cette période, environ 1,5 million d'individus d'ascendance allemande sont expulsés ou fuient les Sudètes et les régions frontalières de la Pologne. À la suite de la Conférence de Potsdam, les Alliés légitiment les « transferts de population ». Les expulsions coordonnées pas la milice, l'armée ou la police tchécoslovaque ou polonaise sont alors mises en pause. Les expulsions dites « organisées » reprennent à l'hiver 1946, bien que l'organisation et l'amélioration des conditions se feront beaucoup plus lentement. Naimark, *op.cit.* p. 111. Pour plus d'information quant à la division des expulsions en deux périodes distinctes, voir l'ouvrage de M. Douglas, *Les expulsés*, Paris, Flammarion, 2012, p. 31-50.

¹⁴ Bryant, *op. cit.*, p. 228.

¹⁵ Naimark, *op. cit.*, p. 116.

l'ex-Yougoslavie ou d'Hongrie¹⁶. L'augmentation de la population de la ville et du *Landkreis* de Bamberg survient principalement à partir de 1944. Selon un sondage en 1950, la raison principale d'emménagement à Bamberg est la fuite et les expulsions (*Flucht und Vertreibung*)¹⁷. Au total, à la fin des années 1940, les réfugié·e·s représentent près de 20% de la population bavaroise, dont les trois quarts s'installent en milieu rural ou dans des petites villes comme Bamberg en raison d'un grave manque de logements dans les centres urbains¹⁸.

Plusieurs termes sont employés dans les recensements, les rapports et lettres contemporaines à propos des expulsions et de la fuite vers l'ouest des Allemand·e·s ethniques de leur pays d'origine ou de leur province allemande de naissance. Ils varient selon la situation politique et sociale au moment de la rédaction du document et selon l'intention de l'auteur·e. Dans les documents que nous examinons, le Gouvernement militaire américain, le *Land* bavarois, les municipalités ou les *Landkreis* n'exercent aucune distinction claire et uniforme entre les nouveaux et nouvelles arrivant·e·s qui fuient l'avancée de l'Armée rouge ou ceux qui sont expulsés de 1945 à 1952. En fait, les différences de nomenclature s'expliquent plutôt par les changements d'attitude des autorités et par le contexte politique international, particulièrement avec le début de la guerre froide.

Ainsi, en 1945, seule la distinction dans les recensements de la ville existe entre les *Flüchtlinge* provenant de l'extérieur des quatre zones d'occupation et les évacué·e·s, *Evakuierte*, fuyant durant la guerre les bombardements et la pauvreté dans les grandes villes allemandes. À Bamberg, ces derniers proviennent principalement de Berlin¹⁹.

En 1946 apparaît pour la première fois dans les documents du Gouvernement militaire américain le terme « *Vertriebene* », soit « expulsé·e·s », qu'on décrit comme « a member of a German minority whose normal place of residence was in a country outside Germany or in that portion of Germany east of the Oder and Neisse Rivers now under Polish administration »²⁰. Dans le rapport partiellement bilingue « *Das Flüchtlingsproblem in Bayern* » écrit par Wolfgang

¹⁶ Selon un rapport du ministère de l'Intérieur de la Bavière, C 8 + 1085, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 2 mai 1949.

¹⁷ Guth, *op. cit.*, p. 406.

¹⁸ Franz J. Bauer, *Flüchtlings und Flüchtlingspolitik in Bayern, 1945-1950*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1982, p. 212.

¹⁹ Stefan Kestler et Ulrich Götz Penzel, *Bamberg, Zufluchtsort für Vertriebene, Flüchtlinge und Heimatlose*, Bamberg, Babenberg, 1999, p. 6.

²⁰ Ian Connor, *Refugees and Expellees in post-war Germany*, Manchester, Manchester University Press, 2007, p. 21.

Jaenicke en 1946 et publié par le Ministère de l'Intérieur de Bavière, on traduit le terme allemand *Flüchtlinge* par *expellees* (et non *refugees* comme on pourrait s'y attendre) en anglais, ce qui démontre encore une fois la fluidité des termes²¹. En 1949, dans un rapport semblable nommé « *Vier Jahre Vertriebenenbetreuung in Bayern* », Jaenicke emploie désormais majoritairement le terme *Heimatvertriebene* ou simplement *Vertriebene*, bien que *Flüchtlinge* soit encore courant. Ceci est dû au fait que le 6 janvier 1949, le parlement nouvellement formé à Bonn, sous la pression des groupes de réfugié·e·s, décide d'utiliser le *Heimatvertriebene* pour désigner les millions d'expulsé·e·s des anciennes provinces orientales et des États à l'Est. Ce terme est perçu comme plus approprié pour illustrer les circonstances de leur arrivée en Allemagne de l'Ouest et revêt une forte connotation politique²².

Dans l'après-guerre, la distinction légale entre les *Ausländer* (étranger·ère·s) et les *deutsche Flüchtlinge* (réfugié·e·s allemands) est différente et cruciale pour les individus puisqu'elle détermine l'aide monétaire et matérielle reçue ainsi que les droits individuels. Afin de déterminer ceux et celles qui reçoivent le statut de réfugié·e·s, examinons la définition officielle définie par la loi 59 adoptée pour l'accueil et l'intégration des réfugié·e·s allemands (*Gesetz Nr. 59 über die Aufnahme und Eingliederung deutscher Flüchtlinge*), le 19 février 1947, par le *Landtag* bavarois²³.

Toutes les personnes de nationalité ou d'ethnie allemandes qui, au 1^{er} janvier 1945, avaient leur résidence permanente en dehors des frontières du Reich allemand selon son statut au 1^{er} mars 1938 et qui ont fui ou ont été expulsées de ce dernier ou libérées de leur captivité de guerre, et qui ne peuvent pas retourner dans leur patrie et ont pris résidence permanente en Bavière. La disposition (...) s'applique aux personnes qui ont la nationalité allemande ou qui sont d'origine allemande. La citoyenneté allemande est réputée exister si la langue maternelle est l'allemand ou l'un des parents est Allemand. Une personne doit être considérée comme réfugiée si elle ne peut pas retourner dans son pays d'origine en raison de son appartenance au peuple allemand.

Toutes les personnes de nationalité allemande qui, au 1^{er} janvier 1945, résidaient dans les provinces orientales allemandes à l'est de l'Oder et du Görlitzer Neisse (statut territorial au 1^{er} septembre 1939) et qui, de là, ont fui ou ont été expulsées ou libérées de leur captivité

²¹ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, octobre 1946.

²² Connor, *op. cit.*, p. 21.

²³ K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 14 juin 1947.

de guerre, qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine et qui ont établi leur résidence permanente en Bavière²⁴.

Il est donc clair que pour cette période, en Bavière, le terme *Flüchtlinge* désigne les individus originaires des États frontaliers avec l'Allemagne ou des territoires soi-disant reconquis par la Pologne ainsi que tout individu qui n'est pas en mesure de retourner dans son pays natal en raison de son ascendance germanique. On précise que si un migrant·e n'est pas en mesure de prouver son origine, on peut lui refuser de l'aide et des ressources mises en place pour les réfugié·e·s.

Le terme *Flüchtlinge* garde sa pertinence de décennie en décennie. Dans les travaux historiques récents, il est souvent accompagné du terme *Vertriebene* pour préciser qu'il s'agit des minorités allemandes expulsés et non d'autres types de réfugié·e·s. De ce fait, en nous basant sur la définition légale de 1947, nous utiliserons *Flüchtlinge*, traduit « réfugié·e·s » en français et parfois le terme *Vertriebene*, soit « expulsé·e·s »²⁵. Par ailleurs, dans le cadre de la Commission historique *Deutsche-tschechische Beziehungen*, la Tchécoslovaquie reconnaît en 1997 l'utilisation du mot tchèque « *vyháněni* », qui se traduit comme « expulsion ». Ainsi, la désignation d'« expulsé·e » est tout autant justifié que « réfugié·e ». Enfin, ces termes sont relativement omis de connotation politique, contrairement à *Heimatvertriebene*, ce que nous éviterons d'utiliser.

²⁴ « Alle Personen deutscher Staats- und Volkszugehörigkeit, welche am 1. Januar 1945 ihren dauernden Wohnsitz außerhalb der Grenzen des Deutschen Reiches nach deren Stand vom 1. März 1938 hatten und von dort geflüchtet oder ausgewiesen oder aus der Kriegsgefangenschaft entlassen sind, in ihre Heimat nicht zurückkehren können und ihren ständigen Aufenthalt in Bayern genommen haben. Die Bestimmung des 1 Abs. 1 Trifft auf Personen zu, die die deutsche Staatsangehörigkeit besitzen oder Volksdeutsche sind. Deutsche Volkszugehörigkeit liegt dann vor, wenn die Muttersprache oder ein Elternteil deutsche ist. Als Flüchtling ist anzusehen, wer wegen seiner Zugehörigkeit zum deutschen Volk nicht in seine Heimat zurückkehren kann.

Alle Personen deutscher Staatsangehörigkeit, die am 1. Januar 1945 in den deutschen Ostprovinzen östlich der Oder und Görlitzer Neiße (Gebietsstand 1. September 1939) beheimatet waren und von dort geflüchtet oder ausgewiesen oder aus der Kriegsgefangenschaft entlassen sind, in ihre Heimat nicht zurückkehren können und ihren ständigen Aufenthalt in Bayern genommen haben. », K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 14 juin 1947.

²⁵ Par exemple, Volker Ackemann, « Schweigen der Flüchtlingskinder- Psychische Folgen von Krieg, Flucht und Vertreibung bei den Deutschland nach 1945 », *Geschichte und Gesellschaft*, 2004, p. 434-464.; Rainer Schulze, « The German Refugees and Expellees from the East and the Creation of a Western German Identity after World War II », Philipp Ther et Ana Siljak, dir., *Redrawing Nations: Ethnic Cleansing in East-Central Europe, 1944- 1948*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2001, p. 197-219.; Connor, *op. cit.*

1.1.3. *Frauenüberschuss*

Cette étude met de l'avant la variation des conséquences du nettoyage ethnique et de l'intégration des réfugié·e·s selon le genre. D'abord, le nettoyage ethnique est misogyne, puisqu'il crée une situation où les militaires, les hommes, sont posés contre les civils, majoritairement les femmes, qui deviennent les victimes²⁶. Cette tendance s'aggrave dans le cas des expulsions des minorités allemandes, puisqu'elles surviennent après une perte de vies massives d'hommes adultes. Le 15 mai 1947, le bureau du secrétaire d'État bavarois des réfugié·e·s décompte l'arrivée depuis le début des expulsions de 425 812 femmes réfugiées contre 324 349 hommes originaires de la Tchécoslovaquie. La différence est tout autant marquée pour les ressortissants des territoires à l'est des rivières Oder et Neisse, soit 232 622 femmes et 182 624 hommes²⁷. Ce déséquilibre est à l'image de celui qui marque l'Allemagne tout entière où il y avait sept millions de femmes de plus que d'hommes en 1946²⁸. Ainsi, nous prendrons en compte que la majorité des expulsé·e·s adultes sont des femmes, souvent chef de famille malgré elles puisque l'autorité traditionnelle masculine de la famille est absente. Tandis que les hommes envoyés au front ne reviendront jamais ou sont emprisonnés, les femmes voient leurs responsabilités augmenter sur leur milieu de travail, au foyer et dans la sphère publique.

C'est dans ce contexte que le terme « *Frauenüberschuss* », employé jusque-là de façon neutre par les démographes, acquiert une notion péjorative. Traduit littéralement « surplus de femmes », sert désormais à déplorer la réalité démographique en Allemagne, notamment dans l'immédiat après-guerre, lorsque les prisonniers de guerre ne sont pas encore rentrés. Ce manque d'hommes et ce surplus de femmes génèrent plusieurs nouvelles formes de famille qui sont perçues comme néfastes pour le redressement moral et démographique de la société allemande. De ce fait, les femmes célibataires, veuves ou divorcées qui ne peuvent se marier ou se remarier en raison du manque d'hommes sont perçues comme marginales, bien qu'elles n'aient jamais été aussi présentes dans toutes les sphères de la société. On en parle comme de pauvres créatures dont la vie ne sera jamais complètement réalisée, alors que dès le début des années 1950, la famille complète, selon

²⁶ Naimark, *op. cit.*, p. 195.

²⁷ Sur les 1 750 927 *Flüchtlinge*, elles représentent environ 40%, soit 739 064, alors que les hommes foment exactement le tiers, soit 583 587. Pour plus de statistique, consulter C8 1085, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 3 juin 1947.

²⁸ Cité dans Eva Kolinsky, *Women in West Germany: Life, Work and Politics*, Oxford, Berg, 1989, p. 25.

le modèle nucléaire, devient la norme incontestable²⁹. De plus, dans l'espace public, on établit un lien entre le *Frauenüberschuss* et la guerre, et donc, logiquement, le national-socialisme. Il en découle une connotation négative qui crée un écart d'aide sociale entre les mères monoparentales et les femmes célibataires allemandes ou réfugiées et les autres groupes de la société. Ce sous-entendu négatif incite aussi à la « normalisation » de l'institution de la famille selon le modèle nucléaire. Comme nous le verrons dans le troisième chapitre, la plupart des solutions mises en place face au phénomène de *Frauenüberschuss* qui s'avèrent bénéfiques pour les femmes ne sont que temporaires et ne se transforment pas en droit acquis pour les Allemandes³⁰. Ces mesures et contre-mesures ont évidemment un effet sur les femmes réfugiées et leur intégration à la société allemande.

1.1.4. *Les camps et la pénurie de logements*

L'un des éléments contextuels les plus essentiels de ce mémoire est le camp. S'il est vrai que, durant la première moitié du XX^e siècle, la structure des camps modernes entraîne une augmentation massive des meurtres de masses et de génocides, les camps ont aussi permis la réhabilitation et la stabilisation de millions d'individus durant la deuxième partie du siècle³¹. À la suite de la Deuxième Guerre mondiale, en Europe de l'Ouest, on transforme l'aide apportée à l'intérieur des camps : elle n'est plus offerte par des organismes indépendants et elle ne se contente plus d'être matérielle et universelle, comme c'était le cas après la Première Guerre mondiale. L'aide humanitaire est désormais politisée par les grandes puissances. Par l'entremise du camp, on cherche la réhabilitation sociale, politique et nationale des individus : il s'agit, ultimement, de former de loyaux citoyen·ne·s démocratiques. L'organisme humanitaire qui administre les camps représente par le fait même un État-providence alternatif pour les réfugié·e·s sans nationalité. Ce système forme la définition moderne d'asile politique en différenciant les « vrais » et les « faux » réfugié·e·s. En somme, sur le territoire de la future RFA, l'humanitarisme à l'égard des réfugié·e·s moderne entraîne une sélection sur les principes de justice établis par les Alliés.

²⁹ Edward Ross Dickinson, *The Politics of German Child Welfare from the Empire to the Federal Republic*, London, Harvard University Press, 1996, 365 p.

³⁰ Elizabeth Heineman, « The Hour of the Woman: Memories of Germany's 'Crisis Years' and West German National Identity », *The American Historical Review*, 101, 2, 1996, p. 354-395.

³¹ Derek Holmgren, « "Gateway to Freedom": The Friedland Refugee Transit Camp as Regulating Humanitarianism, 1945-1960 », *Thèse de doctorat*, Chapel Hill, University of North Carolina, 2015, p. 2.

Ces changements ont un impact considérable sur le soutien des réfugié·e·s des minorités allemandes d'Europe de l'Est, car dans leur cas, même s'ils n'ont pas toujours quitté leur *Heimat* par choix, on leur attribue unilatéralement la nationalité et la citoyenneté allemande et on leur interdit l'accès aux camps des Nations Unies. En effet, l'UNRRA, fondée en 1943, n'inclut pas les réfugié·e·s allemands dans la catégorie de ceux pouvant bénéficier de « care and maintenance ». Il leur est impossible d'entrer dans les camps réservés aux personnes déplacées (*Displaced Persons*, DPs) et de recevoir l'aide des organismes humanitaires internationaux. Les expulsé·e·s sont exclusivement sous la responsabilité des organismes de bienfaisance allemands, et cela explique entre autres l'importance de la charité de l'Église catholique, le *Caritas*³². C'est donc en tenant compte du nouveau statut des camps et du climat politique interne et externe en Allemagne occupée qu'il faut étudier l'accueil et la prise en charge des expulsé·e·s.

La grave pénurie de logements dans les villes influence la redéfinition de l'aide humanitaire, ce qui affecte à son tour l'aide offerte aux réfugié·e·s. Même si en 1945 l'élément central de la politique du Gouvernement militaire américain par rapport aux réfugié·e·s exclut leur présence à long terme dans des camps pour éviter leur radicalisation politique³³, les derniers camps de migrant·e·s allemands dans la ville de Bamberg ne sont vidés qu'en 1958³⁴ tandis que celui de Dachau-Est près de Munich n'est finalement fermé qu'en 1965³⁵.

Entre 1939 et 1949, la population de Bavière augmente d'un tiers alors qu'on estime qu'au moins un million de logements ont été détruits sur le territoire durant la guerre³⁶. En moyenne, huit mille réfugié·e·s arrivent en Bavière chaque jour dans les quatre années après la fin de la guerre³⁷. Le besoin de logement est tel que par manque d'autres options, on convertit les anciens camps de concentration nazis en camps pour les réfugié·e·s, et même pour des DPs. Des villes comme Munich ou Nuremberg sont ruinées par les bombardements, mais certaines comme Bamberg, de plus petite taille, sont presque entièrement épargnées. Dans cette ville, seulement 1 074 logements, soit 12% des logements, ont été endommagés, et le *Landkreis* n'a subi aucun dommage. De ce fait,

³² Ian Connor, « The Churches and the Refugee Problem in Bavaria 1945-49 », *Journal of Contemporary History*, 20, 3, 1985, p. 403.

³³ Connor, *op. cit.*, p. 30.

³⁴ Kestler et Penzel, *op. cit.*

³⁵ Darius Zifonun, *Gedenken und Identität, Der deutsche Erinnerungsdiskurs*, Frankfurt, Campus Verlag, 2004, p. 84.

³⁶ C 18 + 70, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950.

³⁷ *Ibid.*

les petites villes (*Kleinstädte*) telles que Bamberg sont prisées par les réfugiés et submergées par leur arrivée, mais aussi par celle des évacués des villes allemandes bombardées durant les dernières années de la guerre³⁸.

De 1944 à 1947, le *Landkreis* de Bamberg voit sa population s'agrandir d'un tiers. On y trouve 15 505 réfugié·e·s, 2 969 évacué·e·s en plus de 3 000 prisonniers de guerre³⁹. La grande majorité des réfugié·e·s sont originaires des territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse, principalement de la région de Silésie, tandis que la plupart des évacué·e·s proviennent de Berlin. Du côté de la ville de Bamberg, seulement entre le début de la guerre en 1939 et octobre 1945, la population augmente de 59 466 à 73 828⁴⁰. L'augmentation survient principalement à partir de 1944. L'origine et le nombre des réfugié·e·s et des évacué·e·s dans la ville de Bamberg sont semblables à celle du district : on y compte 11 003 réfugié·e·s et 4 338 évacués·e· en 1947.

Le manque de logements crée évidemment des tensions entre la population locale et les nouveaux et nouvelles arrivant·e·s, comme le démontrent les nombreuses correspondances entre le bureau du logement de Bamberg (*Wohnungsamt der Stadt Bamberg*) et un groupe de pression de citoyens qui se nomme « Problèmes de logement causés par des mesures d'occupation » (*Wohnungselend durch Besatzungsmaßnahmen*), de 1948 à 1951⁴¹. Le regroupement de citoyens de la « population ancienne de Bamberg », dénonce le fait que, depuis la fin de la guerre, 870 appartements et maisons ont été confisqués afin d'héberger les réfugié·e·s, les personnes déplacées et les forces occupantes américaines, et exige que les appartements libres soient prioritairement accordés aux plus anciens et anciennes citoyen·ne·s de Bamberg. En réponse, le bureau du logement de Bamberg les accuse de manquer de compassion envers les réfugié·e·s qui ont, après tout, non seulement perdu leur *Haus*, mais aussi leur *Heimat*⁴². On souligne également le déficit de 6 500 appartements de la ville de Bamberg.

Il est relativement facile de loger des familles dans les fermes du *Landkreis* de Bamberg, mais la ville manque d'infrastructures pour accueillir les réfugié·e·s et doit faire preuve d'une

³⁸ Bauer, *op. cit.*, p. 218.

³⁹ C 8 + 1085, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 3 juin 1947.

⁴⁰ Guth, *op. cit.*,

⁴¹ C 18 + 8, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 4 octobre 1948.

⁴² C 18 + 8, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 9 décembre 1948.

certaine ingéniosité. Le manque chronique de logements en ville engendre la formation de 69 camps de réfugié·e·s « temporaires » ou de « transit ». En plus de la construction de baraques en bois dans les parcs et en périphérie de la ville, on crée des petits camps de réfugié·e·s dans cinq écoles, dans trois brasseries, 32 hôtels, 40 locaux d'entreprises, 25 restaurants, six installations militaires et 12 entrepôts⁴³. Une école, la Martinschule, a été transformée en camp pour personnes déplacées et l'autre, Rupprechtschule, pour l'éducation des enfants des forces occupantes. Au total, 5 000 personnes déplacées (DPs) logent à Bamberg jusqu'en 1950. Plus de 100 000 réfugié·e·s passeront par les camps de la ville de Bamberg, mais la plupart n'y resteront que quelques semaines ou mois, avant d'être dirigés ailleurs. Au total, jusqu'en 1950, la ville traite 25 000 applications de permis de résidence pour des réfugié·e·s des minorités allemandes et en retient 15 000⁴⁴.

Les premiers camps de réfugié·e·s des minorités allemandes et les plus grands sont ceux de Tietz, Murmann, Barenbräu et Harmonie. Le camp de Tietz, situé en plein cœur de la ville dans un immeuble à plusieurs étages, est particulièrement problématique. Abritant jusqu'à 4 500 personnes, une série d'épidémies de typhoïde y éclate. On y fait fréquemment référence dans les documents qui dénoncent les conditions de vie difficiles des réfugié·e·s dans la ville de Bamberg⁴⁵. Souvent, des trains arrivent sans avertissement, transportant des milliers d'expulsé·e·s. Les camps peuvent alors être remplis jusqu'à cinq fois leur capacité normale. Aussitôt qu'en 1951, on réussit tout de même, à héberger 90% des réfugié·e·s de la ville de Bamberg dans des logements privés⁴⁶.

1.2. La structure de la prise en charge des réfugié·e·s

Le parlement de l'État de Bavière initie en Allemagne la mise en place d'une administration exclusivement en charge des réfugié·e·s allemands dès novembre 1945. Le gouvernement bavarois nomme en décembre 1945 le secrétaire des réfugié·e·s (*Staatssekretär für Flüchtlingswesen*), responsable de toutes activités par rapport à ces migrant·e·s et qui relève du ministère de l'Intérieur. De 1945 à 1952, ce poste est occupé par Wolfgang Jaenicke. Ce dernier met rapidement en place une organisation sous ses commandes afin de répondre aux besoins et intégrer les

⁴³ C 18 + 8, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 9 décembre 1948.

⁴⁴ C 18 + 10, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 1951.

⁴⁵ Par exemple, un rapport du commissaire au réfugié du district et de la ville de Bamberg, K5 19015, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 16 novembre 1945.

⁴⁶ C 18 + 10, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 1951.

réfugié·e·s localement. Wolfgang Jaenicke a sous sa charge les commissaires gouvernementaux (*Regierungskommissare*) responsables des expulsé·e·s d'une région, leurs subordonnés et les commissaires pour les réfugié·e·s (*Flüchtlingskommissare*) qui administrent les réfugiés des villes et districts⁴⁷. Les permis de déplacement sont accordés par le secrétaire d'État des réfugié·e·s et ce sont les commissaires pour les réfugié·e·s qui sont responsables de l'attribution des permis de résidence⁴⁸. Cette structure tente de mettre de l'ordre dans l'administration et l'aide matérielle aux réfugié·e·s.

Un rapport extrêmement critique envers l'organisation de l'aide aux réfugié·e·s est rédigé par le premier commissaire pour les réfugié·e·s du district et de la ville de Bamberg, Herr Lens, le 16 novembre 1945. Ce dernier y démontre son exaspération et son impuissance face à son travail. Cette lettre est rédigée seulement un mois après sa nomination. Le rapport envoyé au commissaire gouvernemental de Haute-Franconie illustre la lourdeur des tâches et l'insuffisance des moyens alloués aux commissaires pour les réfugié·e·s. Herr Lens met une chose au clair : selon lui, le problème des réfugié·e·s (*Flüchtlingsproblem*) est avant tout un problème d'organisation. D'abord, il n'y a pas assez d'inspecteurs de maisons, chargés de faire le décompte des pièces libres dans tous les villages du district afin d'alléger le fardeau de la ville de Bamberg. En effet, aucune liste des espaces libres et habitables n'a jamais été créée pour le district de Bamberg et, avec seulement sept inspecteurs qui doivent marcher de village en village, la tâche est interminable et avance très lentement. Seulement 20 des 142 villages sont alors enregistrées et Herr Lens dénonce le fait que plusieurs d'entre eux sont exempts de réfugié·e·s alors que les camps en ville débordent.

Par ailleurs, les inspecteurs ont la responsabilité de dénazifier et de distribuer des logements dans la ville ainsi que de s'occuper des plaintes des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s et de la population locale. La méthode de travail est souvent improvisée et allonge le processus. En un mois, seulement 570 réfugié·e·s se sont installés en campagne. Le commissaire pour les réfugié·e·s propose donc d'augmenter le nombre d'inspecteurs du logement de sept à au moins trente. De plus, Herr Lens dénonce la résistance de l'administrateur du district de Bamberg (*Landrat*) qui refuserait d'accepter son autorité et de libérer des pièces de sa propre demeure, prétextant qu'une fois par mois, il y tient une consultation maternelle d'une heure. Finalement, les faibles salaires ne sont

⁴⁷ C 18 + 70, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950.

⁴⁸ C 18 + 7, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 12 décembre 1948.

versés aux inspecteurs que grâce à des donations de charité privée, surtout l'Église catholique. Aucun argent n'est reçu de la ville, de la région ou du gouvernement provincial. En fait, d'après Herr Lens, le seul travail productif et positif dans l'aide aux réfugié·e·s est effectué par les associations d'aide sociale des Églises chrétiennes, le *Caritas* pour les catholiques et la Mission intérieure (*Inneren Mission*) pour les protestants. Cela est possible grâce à leur indépendance vis-à-vis des autorités locales. Herr Lens conclut :

Le Commissariat aux réfugiés n'est ni un bureau ni une institution auxiliaire tant qu'il est considéré comme un obstacle par les autorités, au lieu d'être doté de moyens financiers et de directives émises par celles-ci. Le Commissariat aux réfugiés ne doit pas non plus être utilisé d'une part comme un lieu de débarras commode pour toutes sortes de tâches désagréables et inconvénients et d'autre part, pour qu'on l'empêche de tenter de résoudre ces tâches en créant des difficultés artificielles. Il ne suffit pas que l'administrateur du district, par exemple, déclare que les conditions de vie des réfugiés sont "inhumaines", ils n'ont pas de moyens de cuisiner, etc. Il est bien plus nécessaire que les réfugiés soient effectivement admis dans leurs chambres ; il est nécessaire que cet office se procure un poêle et des lits, qu'il soit clair que toutes ces mesures, si le Commissaire aux réfugiés n'en a pas les moyens, doivent non seulement être immédiatement ordonnées, mais aussi exécutées par l'office mentionné⁴⁹.

En somme, le désordre administratif et le manque constant de ressources pour l'aide des réfugié·e·s restent un problème qui requiert un système de priorisation au sein des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s, comme nous le verrons dans les prochains chapitres.

1.3. L'Église catholique et le *Caritas*

Émergeant relativement indemne des années du Troisième Reich, mais tout de même entachée par son inaction, l'Église catholique obtient la confiance du Gouvernement militaire américain. On exige sa participation active au redressement moral et économique des Allemand·e·s, par l'action du *Caritas* allemand et la promotion de l'entraide⁵⁰. Tout au long de

⁴⁹ « *Das Flüchtlingskommissariats ist solange weder ein Amt noch eine Hilfsinstitution, solange es von den Behörden als ein Stein des Anstoßes betrachtet wird, anstatt von ihnen mit finanziellen Mitteln und Richtlinien ausgerüstet zu werden. Es darf auch nicht so sein, dass man es einerseits als bequemen Ablageplatz für alle möglichen unerfreulichen und unangenehmen Zeitaufgaben benutzt und es andererseits an dem Versuch ihrer Lösung durch konstruiert Schwierigkeiten hindert. Es genügt nicht, dass zum Beispiel der Herr Landrat die Feststellung trifft, die Flüchtlinge seien „menschenunwürdig“ sie hätten keine Kochgelegenheit usw. Es ist viel eher nötig, nahmen Zimmer tatsächlich Flüchtlinge eingewiesen werden; es ist nötig, dass dieses Amt Ofen und Betten beschafft, dass klar, dass alle diese Maßnahmen, wenn dem Flüchtlingskommissar dazu keine Mittel gegeben werden, von dem angeführten Amt nicht nur sofort angeordnet, sondern auch durchgeführt werden müssen.* » K5 19015, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg 16 novembre 1945.

⁵⁰ Connor, *loc. cit.*

l'occupation alliée, l'Église catholique se voit donc offrir l'occasion de jouer un rôle de figure d'autorité primordiale dans les communautés locales comme celles des réfugiées.

Dans ce mémoire nous nous attarderons à l'association *Caritas* du diocèse de Bamberg, bien que l'*Inneren Mission*, la charité protestante, soit aussi été active dans la ville et le district. La ville franconienne est le siège de l'archevêché de Bamberg, ce qui en fait un important centre catholique entouré de communautés protestantes en périphérie, telles que celles de Nuremberg ou Cobourg. La province ecclésiastique s'étend sur les régions de Haute, Moyenne et Basse Franconie. L'archevêque de Bamberg, Joseph Otto Kolb, la dirige de 1943 à 1955. L'œuvre charitable ecclésiastique sous sa responsabilité, le *Caritas*, s'occupe des réfugié·e·s, avec une attention particulière aux groupes à risques comme les personnes âgées, les malades et les enfants. Or, cette tâche se complique du fait que les réfugié·e·s ne sont pas distribués sur le territoire allemand selon leur religion. Ainsi, des régions essentiellement protestantes se retrouvent avec d'importantes communautés catholiques originaires des Sudètes, alors que les régions rurales de Bavière exclusivement catholiques voient arriver en masse les réfugié·e·s protestants des anciennes provinces orientales du Reich. Le 17 janvier 1948, un prêtre catholique de la paroisse de Saint-Augustin à Cobourg, une ville essentiellement protestante, raconte à l'archevêque de Bamberg qu'il a dû refuser d'aider quelques familles de réfugié·e·s d'une paroisse voisine parce que tous les services offerts par sa paroisse ne suffisent pas à répondre aux besoins de la communauté de fidèles. Cette dernière est passée depuis la fin de la guerre de 4 000 à 16 000 paroissien·ne·s et s'étend maintenant sur plus de 130 communes de la ville et du district de Coburg⁵¹.

La répartition inégale des fidèles crée une situation pour le moins tendue au sein de l'Église catholique, autant entre le haut et le bas clergé qu'entre les fidèles de Bamberg et les nouveaux et nouvelles arrivant·e·s. En effet, les attitudes de l'Église catholique varient énormément entre le clergé local et le haut-clergé. Alors que les autorités ecclésiastiques multiplient les ordonnances réclamant une intégration religieuse et une influence modératrice sur les réfugié·e·s (*Menschenführung*), les prêtres locaux tentent souvent de « protéger » leurs paroissien·ne·s originaux, garder leurs pièces inoccupées pour les pèlerin·e·s ou pour eux-mêmes et propagent un sentiment « anti-prussien »⁵². Officiellement, l'Église met non seulement l'accent sur l'intégration

⁵¹ Rep. 60 Coburg, Saint-Augustin Nr. 40, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 17 janvier 1948.

⁵² Connor, *loc. cit.*

religieuse, mais idéologique, et plus encore politique des expulsé·e·s. De ce fait, les dirigeants ecclésiastiques de Bavière expriment leurs craintes que les réfugié·e·s ne deviennent une source de radicalisation politique dans l'Allemagne de l'Ouest en raison de leurs difficiles conditions de vie. Ils encouragent le bas-clergé à promouvoir l'entre-aide et l'ouverture d'esprit au sein des communautés catholiques.

Une lettre envoyée de la petite paroisse de Gößweinsteiner à l'Archevêque général de Bamberg le 6 décembre 1946 illustre bien la situation fréquente de mauvaise foi entre les réfugié·e·s et le bas-clergé. La paroisse compte alors 600 habitant·e·s et héberge 700 réfugié·e·s. Le prêtre Geisler y dénonce l'intrusion d'un commissaire aux réfugié·e·s du *Landkreis* de Pegnitz dans son presbytère, un « communiste et un croyant d'une autre religion » et qualifiant tous les réfugié·e·s de « communistes », arrivant toujours en plus grand nombre et qui accourent dès qu'une chambre se libère⁵³. Avec l'émergence de la guerre froide, le stéréotype du réfugié communiste devient de plus en plus fréquent⁵⁴.

Cette vision négative de l'arrivée des réfugié·e·s est aussi partagée par la population locale, et ce, même à l'intérieur dans les églises. Les prêtres sont appelés à agir en arbitre. Une dispute sur les bancs d'église illustre la situation tendue. Emmy Treuner, une jeune réfugiée catholique rapporte la situation à son prêtre par l'entremise d'une lettre.

Avant le début des dévotions du mois de mai, hier, il m'est arrivé ce qui suit : j'ai demandé un siège dans un banc qui n'était occupé que par 8 personnes. La vieille dame sur la place extérieure a refusé de m'accueillir en me faisant remarquer qu'il y avait déjà huit personnes à l'intérieur. Je suis passé devant elle et je me suis agenouillé à côté d'elle. Avec les mots « dégagez d'ici », elle m'a donné plusieurs coups jusqu'à ce que je sois en troisième place et que la femme assise en deuxième place m'insulte :

« Quelle impertinence, ces réfugiés. À cause de vous, les réfugiés, nous, les Cobourgeois de longue date, devrions nous laisser évincer de l'église. Vous, les réfugiés, n'avez pas du tout votre place dans notre église, alors sortez de Cobourg. Ces réfugiés, en particulier ces jeunes femmes – » J'ai coupé le discours de cette femme avec « voulez-vous arrêter votre haine ici dans l'église ? »

À la sortie, on m'a dit qu'elle s'appelait mademoiselle Burger, habitant la rue Uferstraße. Dans les escaliers, je lui ai dit que je vous informerais de cette déclaration sur les réfugiés. Avec des rires moqueurs, elle a répondu « Monsieur le prêtre me connaît ». Je lui ai expliqué que je le signalerais également au commissaire aux réfugiés, à la suite de quoi elle a dit « Je

⁵³ Rep. 41, Gößweinsteiner Nr. 35, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 6 décembre 1945.

⁵⁴ Connor, *loc. cit.*, p. 136.

n'ai rien dit du tout". Je n'ai pu que lui répondre : « Vous êtes une mauvaise vieille femme et une menteuse, honte à vous »⁵⁵.

La lettre du prêtre est envoyée à Emmy Treuner deux semaines plus tard. Le prêtre lui annonce qu'il a parlé avec la dame en question, tout en lui reprochant d'avoir présenté sous un jour si tragique un tel incident et en lui demandant de ne pas discuter de l'échange publiquement, puisqu'il parle déjà du respect dû aux réfugié·e·s dans ses sermons⁵⁶.

En outre, les sources des paroisses rurales rapportent le mépris du bas-clergé et des paroissiens de longue date envers les réfugié·e·s et le clergé expulsé. Ces réactions sont très différentes des attitudes promues dans les lettres des évêques, archevêques et cardinaux et par le gouvernement bavarois en public et en privé. Par exemple, une lettre ordonnant une collecte de biens et d'argent pour les réfugié·e·s, écrite par Joseph Otto Kolb, dénonce la détresse et la vulnérabilité des réfugié·e·s et demande une « miséricorde sincère et spirituelle » parce que « nourrir les affamés, abreuver les assoiffés, vêtir les nus, abriter les étrangers est tout autant nécessaire que de convertir les pécheurs et pécheuses, conseiller ceux et celles qui doutent, reconforter les tristes et prier Dieu pour les vivants et les morts »⁵⁷.

Tandis que le bas-clergé hésite à venir directement en aide aux réfugié·e·s, le haut-clergé ainsi que le *Caritas* organisent d'importantes collectes de dons et offrent leur aide aux expulsé·e·s les plus vulnérables. Dans ce mémoire, nous nous concentrerons sur l'aide qu'offre l'Église catholique et sa charité aux enfants. L'association *Caritas* du diocèse de Bamberg héberge, nourrit

⁵⁵ « Vor Beginn der gestrigen Maiandacht passierte mir folgendes: Ich bat um Platz in einer Bank, die nur mit 8 Personen besetzt war. Die ältere Frau am Außerplatz wies mich ab mit der Bemerkung, dass nur 8 hereingehören. Ich stieg an ihr vorbei und knietemich neben ihr nieder. Mit den Worten "machen Sie, dass Sie hier wegkommen" gab sie mir mehrere Stösse bis ich auf dem 3. Platz war und die auf dieser sitzenden Frau auf dem zweiten und beschimpfte mich:

"So eine Unverschämtheit, diese Flüchtlinge. Wegen Euch Flüchtlingen sollen wir altengesessenen Coburger uns aus der Kirche verdrängen lassen. Ihr Flüchtlinge habt in unserer Kirche überhaupt nicht zu suchen, macht dass Ihr aus Coburg herauskommt. Diese Flüchtlinge, noch dazu solch junger Weiber-" Ich schnitt dieser Frau die Rede ab mit "wollen Sie nun endlich mit Ihren Gehässigkeiten hier in der Kirche aufhören".

Am Ausgang wurde mir die Frau als Fräulein Burger, Uferstraße, benannt. An der Treppe sagte ich ihr, dass ich Sie von diesen Äußerungen über die Flüchtlinge verständigen werde. Mit höhnischem Auflachen antwortete sie "der Herr Pfaffer kennt mich". Ich erklärte ihr, dass ich dies auch dem Flüchtlingskommissar melde, worauf sie erwiderte "ich habe überhaupt nichts gesagt". Ich konnte ihr nur noch antworten "Sie sind eine schlechte alte Frau und auch noch eine Lügnerin, pfuischämen Sie sich". » 60 Coburg St. Augustin Nr. 40, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 16 mai 1947.

⁵⁶ Rep. 60 Coburg, St. Augustin Nr. 40, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 28 mai 1947.

⁵⁷ « Herzlieblichen und geistlichen Barmherzigkeit » et « Hungrige speisen, Dürstende tränken, Nackte bekleiden, Fremde beherbergen ist so notwendig wie Sünder bekehren, Zweifelnden rechtraten, Traurige trösten und für Lebende und Tote Gott bitten. » Schlüsselau Nr. 37., Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

et éduque certains enfants et adolescent·e·s réfugié·e·s en plus de créer des écoles et des garderies de jour⁵⁸.

Dans un contexte de tensions entre fidèles natifs et réfugié·e·s, l'Église catholique et le *Caritas* forment une partie importante de la prise en charge des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s. Le *Caritas* est particulièrement actif dans la collecte et la distribution de biens de première nécessité comme de la nourriture les vêtements, des meubles et de l'argent. En fait, l'organisme de charité est fréquemment louangé par les politiciens et les commissaires aux réfugié·e·s⁵⁹. Le *Caritas* alimente et réhydrate les réfugié·e·s lors de leur arrivée à la gare, et il tient des cafétérias qui nourrissent quotidiennement les enfants et les personnes âgées réfugié·e·s⁶⁰. L'analyse de l'aide de l'Église catholique est une partie essentielle de ce mémoire.

Au travers ce bilan conceptuel et contextuel des expulsions, de l'accueil et de l'aide aux minorités allemandes d'Europe de l'Est en Allemagne, nous avons retracé la signification et l'utilisation des concepts indispensables à ce mémoire. Nous avons d'abord défini le « nettoyage ethnique » et nous avons justifié son usage pour qualifier les expulsions d'après-guerre. Les nettoyages ethniques se différencient du terme génocide puisqu'ils consistent à la délocalisation imposée à un groupe ethnique, religieux ou national de son territoire sans la volonté d'extermination. Il a été ensuite question de l'appellation des masses d'expulsé·e·s en Allemagne dans l'après-guerre. Le terme *Flüchtlinge*, c'est-à-dire réfugié, traverse les décennies et a une connotation moins politique que *Heimatvertriebene*. Pour être plus spécifique, nous utiliserons aussi l'expression « expulsé », *Vertriebene* en Allemand, lorsqu'il sera question des réfugié·e·s des minorités allemandes d'Europe de l'Est. Nous avons ensuite examiné la définition du phénomène de « surplus de femmes », *Frauenüberschuss* en Allemagne. Ensuite, nous avons examiné l'organisation bavaroise de la prise en charge des réfugié·e·s, les tâches divisées entre le secrétaire d'État des réfugié·e·s, les commissaires gouvernementaux et les commissaires pour les réfugié·e·s. Finalement, nous avons survolé la position de l'Église catholique et le rôle de la charité *Caritas*,

⁵⁸ C 18 + 10, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 1951.

⁵⁹ C 18 + 70, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950 et K5 19015, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 16 novembre 1945.

⁶⁰ K5 19015, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 16 novembre 1945.

qui travaillent en collaboration avec les autorités municipales pour combler les besoins de base des réfugié·e·s. Leurs priorisations de certains groupes de réfugié·e·s forment la base de notre recherche.

Chapitre 2 : « *Arbeiten denn die Flüchtlinge?* »: la relance économique par le redressement du pourvoyeur

La situation économique et politique de l'Allemagne a un impact direct sur la prise en charge des réfugié·e·s allemand·e·s par le *Land* de Bavière, les *Landkreis* et les municipalités. En réponse à la dévastation causée par les bombardements durant la guerre en milieux urbains et industriels et au manque de main-d'œuvre, les autorités bavaroises cherchent à profiter de l'arrivée de centaines de milliers d'expulsé·e·s. Cette vision « positive »¹ et opportuniste du *Flüchtlingsproblem* s'accroît avec les élections au *Landtag* du 1^{er} décembre 1946, que l'Union chrétienne sociale (CSU) remporte. La relance économique et la stabilité politique sont les deux priorités du nouveau gouvernement. Dans cette logique, la responsabilité de la gestion des logements, s'ajoutant à celle de l'administration du travail et des travailleurs réfugiés est déléguée au Ministère du Travail². C'est à ce ministère, en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et le secrétaire d'État des réfugié·e·s, qu'échoie la responsabilité de la répartition de la population en fonction des besoins divers³. Dès lors, dans le contexte de pénurie de logements dans les villes, de manque main-d'œuvre et d'extrême pauvreté, le Ministère du Travail, ainsi que les dirigeant·e·s des districts et des villes tentent de tirer profit de l'arrivée des millions d'expulsé·e·s en les distribuant sur le territoire selon les besoins économiques locaux.

La mémoire ouest-allemande d'après-guerre établit un lien direct entre l'arrivée de réfugié·e·s des minorités allemandes d'Europe de l'Est et le *Wirtschaftswunder*, le « miracle économique » des années 1950⁴. En fait, plusieurs études révèlent comment les élites économiques et politiques conservatrices du CSU dans les années 1960 jusqu'à la fin des années 1990 instrumentalisent cette contribution parfois réelle, parfois exagérée, afin de mobiliser les votes en leur faveur, promouvoir le système capitaliste et maintenir la stabilité et la légitimité du système

¹ Terme utilisé dans un discours de la députée du CDU, Maria Deku. Cité dans Monika Glettler, dir., *Landtagsreden zur bayerischen Vertriebenenpolitik 1946-1950*, Munich, Rieß-Druck und Verlag, 1993, p. 39.

² Le terme « travailleur » ne sera pas écrit selon l'écriture inclusive puisque les questions politiques et mesures examinées concernent en très large majorité les hommes réfugiés travailleurs. En fait, le chapitre insiste sur les traitements distincts reçus par les hommes travailleurs.

³ Franz J. Bauer, *Flüchtlings und Flüchtlingspolitik in Bayern 1945-1950*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1982, p. 201.

⁴ Lauren Stokes, « The Permanent Refugee Crisis in the Federal Republic of Germany, 1949 », *Central European History*, 2019, 52, 1, p. 19.

politique de la République fédérale⁵. La période est aussi marquée par l'établissement d'une nouvelle identité ouest-allemande basée sur la productivité et la consommation des citoyen·ne·s⁶.

À partir des années 1980, les études sur les camps et l'aide humanitaire démentent le mythe créé dans les années 1950 de l'intégration économique « miracle » des réfugié·e·s. Elles font plutôt état des hauts et des bas qu'ont traversés les différentes vagues d'expulsé·e·s selon le contexte économique et politique de République fédérale d'Allemagne (RFA)⁷. Or, ces études qui examinent l'intégration des réfugié·e·s d'après-guerre les considèrent souvent comme un seul groupe. S'il y a distinction, c'est en fonction de leur milieu de travail, industriel ou rural, précédant les expulsions ou la guerre. Le genre, l'origine et l'âge des réfugié·e·s qui ont accès au travail ne sont généralement pas tenus en compte⁸. Par conséquent, ce chapitre tentera de rectifier cette lacune en traitant les expériences des hommes travailleurs séparément des autres groupes d'expulsé·e·s et les différentes expériences vécues au sein de ce groupe selon leur situation géographique et leur pouvoir politique. Cette analyse tiendra compte du contexte économique, politique et social, dans lequel conduit les élites et les autorités bavaroises à souhaiter une reconstruction rapide des entreprises ouest-allemandes.

Les villes en ruines, les conditions de vie difficiles dans les camps de réfugié·e·s, la pénurie alimentaire de 1946 et 1947, puis la réforme monétaire de 1948 frappent durement les expulsé·e·s. En effet, cette dernière introduit une nouvelle monnaie, le Deutschemark, qui vaut dix fois plus que la précédente, le Reichsmark. En plus de perdre la valeur de leurs liquidités économisées depuis

⁵ Voir Mark E. Spicka, *Selling the Economic Miracle: Economic Reconstruction and Politics in West Germany, 1949–1957*, New York, Berghahn Books, 2007, 304 p. et Armin Grünbacher, *West German Industrialists and the Making of the Economic Miracle: A History of Mentality and Recovery*, London, Bloomsbury Academic, 2017, 224 p.

⁶ Erica Carter, *How German is She? Postwar West German Reconstruction and the Consuming Woman*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997, p. 31.

⁷ Consulter Paul Lüttinger, « Der Mythos der schnellen Integration. Eine empirische Untersuchung zur Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland bis 1971 », *Zeitschrift für Soziologie*, 15, 1, 1986, p. 20–36. Et Johann Handl, « War der schnelle integration der Vertriebenen ein Mythos? » Rudolf Endres dir., *Bayerns Vierter Stamm : Die Integration Der Flüchtlinge Und Heimatvertriebenen Nach 1945*, Cologne, Böhlau Verlag, 1998, p. 183–214.

⁸ C'est notamment le cas dans les ouvrages qui se penchent sur le *Wirtschaftswunder* et l'intégration économique. Par exemple, Alan Kramer, *West German Economy, 1945–1955*, London, Bloomsbury Academic, 1991, 308 p. ou Gerold Ambrosius « Flüchtlinge und Vertriebene in der West deutschen Wirtschaftsgeschichte- Methodische Überlegungen und forschungsrelevante Probleme », Rainer Schulze, Doris von der Brelin-Lewin, Helga Grebing dir., *Flüchtlinge und Vertriebene in der westdeutschen Nachkriegsgeschichte. Bilanzierung der Forschung und Perspektive für die künftige Forschungsarbeit*, Hildesheim, August Lax, 1987, p. 216–228. Par rapport à la planification urbaine et aux politiques de logements dans Jeffrey M. Diefendorf, *In the Wake of War : The Reconstruction of German Cities After World War II*, Oxford, Oxford University Press, 1993, 424 p.

les expulsions, plusieurs réfugié·e·s perdent leur emploi, souvent « économiquement insignifiant »⁹. Si la grande majorité des migrant·e·s sont installés dans les logements privés en campagne¹⁰, c'est la minorité de travailleurs concentrée dans des camps de réfugié·e·s urbains qui préoccupent le plus les autorités bavaoises, au niveau du *Land*, du district et de la municipalité de Bamberg. Selon elles, la radicalisation politique, particulièrement vers le communisme, pourrait mener à un refus de la part des expulsé·e·s de s'intégrer et d'accepter des nouvelles frontières. Ces menaces seraient particulièrement présentes parmi les travailleurs des camps urbains, pourtant essentiels à la reconstruction. Les autorités favorisent donc l'aide aux travailleurs et contribuent à leur intégration sociale et économique avec des programmes de logements, des rations alimentaires plus généreuses, l'attribution de prêts aux entreprises de réfugiés, une participation politique active et encouragée et des formations professionnelles subventionnées.

Bien que l'essentiel de nos sources pour cette partie soit de niveau provincial, plusieurs d'entre elles proviennent également du district et de la ville de Bamberg. Nous analyserons les motifs et les façons dont la situation des travailleurs réfugiés est mise de l'avant par les discours politiques, les mesures instaurées et les documents instructifs produits et transmis par le gouvernement bavarois aux administrations des districts et des villes, de 1945 à 1952. Nous examinerons également les correspondances entre des bureaux (*Ämter*) de la ville et du district de Bamberg qui traitent directement ou indirectement de l'hébergement et de l'intégration économique et sociale de la main-d'œuvre réfugiée.

Plusieurs formes de « privilèges » sont créées pour favoriser l'intégration à long terme des hommes réfugiés travailleurs dans leur nouveau pays d'accueil. D'abord, il sera question de la

⁹ L'introduction du Deutschemark affecte aussi gravement les entreprises réfugiées nouvellement fondées qui dépendent des prêts à moyens et à longs termes. Ceux-ci, majoritairement fournis par le gouvernement bavarois, se font beaucoup plus rares en raison des réductions dans les investissements publics. En Bavière, la réforme monétaire est responsable de la perte de 30% des emplois occupés par des réfugié·e·s. Cette réforme, essentielle selon les autorités américaines pour relancer l'économie ouest-allemande, frappe donc durement les réfugié·e·s. Connor, *op. cit.*, p. 44-46.

¹⁰ Il suffit de comparer les nombres de réfugié·e·s accueillis par les villes et leur *Landkreis*, c'est-à-dire les petites communautés et les villages entourant une ville. Si la ville et le *Landkreis* de Bamberg ont relativement le même nombre de réfugié·e·s, respectivement 10 033 et 12 059, c'est parce que la ville a été épargnée des bombardements durant la guerre. Par contre, en octobre 1946, la ville de Nuremberg, lourdement endommagée, n'avait accueilli que 5 563 réfugié·e·s sur une population totale de 305 407 alors que son *Landkreis* en avait accueilli 7 175 sur une population de 44 847. Au même moment, la ville de Ingolstadt comptant 42 743 habitant·e·s abritait 2 962 réfugié·e·s tandis que son district de 43 212 personnes logeait 9 783 réfugié·e·s. Voir K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 1947.

distribution des réfugié·e·s sur le territoire et l'aide matérielle et financière selon les lieux. Si, à première vue, la vie dans les camps en ville semble plus difficile qu'en campagne en raison du piètre état des logements, une étude approfondie révèle que les réfugié·e·s qui ont pu résider dans les centres urbains s'intègrent socialement et économiquement plus rapidement que ceux et celles qui ont posé leurs valises en milieux ruraux bavarois¹¹. Ceci s'explique par les emplois disponibles, par la gratuité des habitations et de la distribution de nourriture dans les camps, de même que par les prêts qui y sont offerts pour les nouvelles entreprises. Nous observerons ensuite de quelle façon la menace politique potentielle et les moyens de pression des expulsés travailleurs jouent en leur faveur. Numériquement faible proportionnellement à la population totale des réfugié·e·s, mais concentrée dans des camps urbains, les travailleurs ont la possibilité de se mobiliser et cela leur donne une influence politique stratégique et fort utile pour faire parvenir leurs revendications aux plus hauts dirigeant·e·s bavarois.

2.1. L'aide matérielle et financière pour la main-d'œuvre

Dans le document « Vier Jahre Vertriebenenbetreuung in Bayern 1945-1949 », le secrétaire d'État des réfugié·e·s, Wolfgang Jaenicke, décrit le « problème des réfugiés » depuis la fin de la guerre :

L'intégration immédiate prévue et nécessaire dans le processus de travail ne peut être réalisée que de manière inadéquate pour les raisons susmentionnées de pénurie de logements, telles que le manque d'outils à main, de machines et de toutes les matières premières et le manque de possibilités de production qui en résulte, et aussi en raison de la clarification encore en suspens de la question de la monnaie et de l'affectation économique dans les zones. Une planification délibérée et ciblée de la répartition du travail nous est donc encore impossible à l'heure actuelle.

(...) Mais il manque encore quelque chose de particulier, à savoir le travail des réfugiés eux-mêmes, et là aussi, qu'on me permette de présenter des preuves sérieuses. Parmi les réfugiés expulsés en Bavière le mois dernier par le gouvernement tchèque, 21 % étaient des enfants de moins de 14 ans, 54 % étaient des femmes et seulement 25 % des hommes, mais plus de la moitié de ces derniers n'étaient pas en mesure de travailler. La conséquence inévitable est que la majorité des réfugiés envoyés dans le pays doivent s'adresser aux services sociaux faute de soutien de famille, et que la main-d'œuvre réfugiée, si importante pour les

¹¹ Bauer, *op. cit.*, p. 195.

travailleurs impliqués dans la résolution du problème [de pénurie de logement], n'est pas disponible¹².

L'extrait présente d'emblée trois préoccupations majeures des autorités bavaroises : la reprise économique, l'intégration économique des travailleurs réfugiés et la reconstruction des infrastructures. Ces problèmes sont tous reliés. En effet, en plus de la destruction de près d'un million d'habitations en Bavière durant la guerre, le manque de matériaux et de travailleurs, conséquence de la surmortalité des hommes durant la guerre, font perdurer l'encombrement et l'itinérance¹³. Des camps de « transit », qui sont improvisés au lendemain de la guerre pour répondre aux besoins urgents, deviennent des résidences permanentes pour des dizaines de milliers de migrant·e·s alors qu'il n'y a tout simplement pas assez de logements privés tant pour la population locale que pour les réfugié·e·s. Ensuite, la lecture de cet extrait révèle ce qui fait l'intérêt, pour les autorités, des travailleurs réfugiés : ils sont perçus par les autorités comme un capital humain productif et donc essentiel pour régler les pénuries et les crises du pays.

Quant aux expulsé·e·s, travailleurs ou non, ils visent généralement l'établissement en ville, dans un camp urbain, pour plusieurs mois, voire des années. En effet, les nouveaux et nouvelles arrivant·e·s sont conscients que leur future situation géographique est le facteur le plus important pour leur intégration économique et sociale et leur indépendance financière¹⁴. Wolfgang Jaenicke explique le désir de s'installer en ville ainsi :

Les réfugiés des camps sont un peu mieux lotis que de nombreuses personnes déplacées dans des abris individuels, car le logement, le chauffage, l'éclairage et, dans certains cas, la nourriture commune sont au moins garantis. La recherche de la chambre individuelle non

¹² « Die beabsichtigte und notwendige sofortige Eingliederung in den Arbeitsprozess kann aus den oben angeführten Gründen der Wohnraumnot wie aus dem Mangel an Handwerkzeug, Maschinen und allen Rohstoffen und der dadurch fehlenden Produktionsmöglichkeit, ferner wegen der noch ausstehenden Klärung der Währungsfrage und der wirtschaftlichen Abtretung in Zonen nur in unzulänglicher Weise durchgeführt werden. Eine gewollte zielvolle Planung für die Arbeitsgliederung ist uns daher zur Zeit noch unmöglich. (...) » C 18 + 70, Bamberg Stadt Archiv, Bamberg, mars 1950.

¹³ Bauer, *op. cit.*, p. 182.

¹⁴ Ian Connor, *Refugees and Expellees in Postwar Germany*, Manchester, Manchester University Press, 2007, p. 38.

meublée déclenche la peur de l'avenir chez de nombreux résidents du camp. Comment se procurer le plus petit meuble et les biens ménagers essentiels¹⁵?

Dans la partie suivante, nous verrons pourquoi, d'une part, les réfugié·e·s préfèrent s'installer en ville et pourquoi, d'une autre, les autorités restreignent leur accès aux centres urbains. Puis, nous examinerons la mise en place et les répercussions des politiques du *Landtag* bavarois, de la région d'Haute-Franconie et de la ville et du district de Bamberg qui favorisent l'installation en ville et l'aide matérielle pour les hommes réfugiés en âge de travailler.

2.1.1. « *Donnez-nous des logements pour les travailleurs et je pourrai doubler ou tripler mon entreprise* »

La politique de logement du Gouvernement militaire américain exclut la présence des réfugié·e·s à long terme dans des camps pour éviter leur radicalisation politique¹⁶. Cependant, la majorité des villes bavaroises sont endommagées par la guerre et on y éprouve un manque chronique de logements pour leur population locale, sans compter les réfugié·e·s, ce qui entraîne le transfert de la plupart des nouveaux arrivants en zones rurales. Conséquemment, contrairement à la politique de logement du Gouvernement militaire américain, les derniers camps dans la ville de Bamberg sont finalement vidés en 1958¹⁷. C'est pourtant en ville que le manque de main-d'œuvre est le plus criant pour une reconstruction et une reprise économique qui mettraient fin aux innombrables pénuries de biens essentiels. Le secrétaire d'État des réfugié·e·s l'explique lors d'un discours au *Landtag* de Bavière le 26 février 1948; « au total, seuls 64 000 réfugiés sont au chômage. Une grande partie de ce nombre s'explique toutefois par le manque de logements et de vêtements. Il y a des industries et des entreprises, il y a des matériaux de roseaux et des machines pour que les gens puissent travailler, mais il n'y a pas assez de logements pour accueillir les travailleurs, qui sont également disponible »¹⁸. Ainsi, dès 1946, en raison de ce manque

¹⁵ « *Die Lagerflüchtlinge sind ein wenig besser daran als viele Vertriebene in Einzelunterkünften, denn Unterkunft, Heizung, Beleuchtung und z.T. auch Gemeinschaftsverpflegung ist wenigstens sichergestellt. Aber das Streben nach dem unmöblierten Einzelraum löst bei vielen Lagerinsassen die Angst vor der Zukunft aus. Wie soll auch nur das kleinste Möbelstück und der lebensnotwendige Hausrat beschafft werden?* ». C 18 + 70, Bamberg, Bamberg Stadt Archiv, mars 1950.

¹⁶ Connor, *op. cit.*, p. 30.

¹⁷ Stefan Kestler et Ulrich Götz Penzel, *Bamberg: Zufluchtsort für Vertriebene, Flüchtlinge und Heimatlose*, Bamberg, Babenberg-Verl, 1999, p. 57.

¹⁸ « *Insgesamt sind nur 64 000 Flüchtlinge ohne Arbeit. Ein großer Teil dieser Arbeitslosigkeit findet jedoch seine Erklärung in dem Mangel an Wohnraum und Kleidung. Es sind Industrien da und Gewerbe, es sind die Rohstoffe und*

d'habitations et des ressources extrêmement limités, les réfugié·e·s allemand·e·s font face à plus de résistance pour l'immigration, particulièrement dans les villes bavaroises.

Les permis de séjour (*Aufenthaltsgenehmigung*) et les permis de résidence en Bavière (*Zuzugsgenehmigung nach Bayern*) sont donc désormais distribués de façon plus sélective aux réfugié·e·s. Quoique tout expulsé·e correspondant à la définition du Ministère de l'Intérieur soit accepté·e, il est indiqué que les permis de déplacement à l'intérieur de la Bavière pour les réfugié·e·s doivent être accordés en priorité aux ouvriers qualifiés, professeurs, médecins, dentistes, pharmaciens et praticiens non médicaux avec comme objectif de les intégrer au marché du travail¹⁹. Cette précision restreint les déplacements des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s à l'intérieur de la province. Dans ce contexte, on accorde prioritairement les places dans les camps de réfugié·e·s et les appartements vacants en ville aux hommes réfugiés travailleurs célibataires et qualifiés, particulièrement ceux qui exercent des métiers dans les domaines de la construction ou de l'artisanat²⁰.

Le rapport d'une rencontre du conseil du district de Bamberg au pire de la pénurie alimentaire et de l'arrivée des expulsé·e·s, en 1947, reflète la situation d'encombrement et la priorisation de certains réfugié·e·s. Le *Landrat*, Dr Grimm, y présente les trois principaux problèmes du district de Bamberg : la construction, les réfugié·e·s et l'aide sociale. On prévoit alors l'arrivée d'un train transportant 3000 réfugié·e·s dans les prochains jours. Lors d'une réunion du conseil de district le 26 avril 1947, le Dr Grimm explique clairement son opinion, partagée par les autres centres urbains de Bavière.

Je suis farouchement opposé à leur admission [des 3000 personnes] dans l'intérêt des réfugiés. Il n'est pas acceptable qu'un plus grand nombre de réfugiés soient entassés et disent qu'ils sont maintenant hébergés. L'entrée supplémentaire de réfugiés n'est utile que s'ils peuvent être utilisés à des fins professionnelles. Nous avons démontré depuis juillet 1946 que c'est possible, parce que nous avons pu placer avec succès des réfugiés des Sudètes

die Maschinen vorhanden, so dass gearbeitet werden könnte, es fehlt aber an Wohnraum, um die Arbeiter, die auch vorhanden sind, unterzubringen. » Cité dans Glettler dir., *op. cit.*, p. 56.

¹⁹ C 18 + 7, Bamberg Stadt Archiv, Bamberg, 12 janvier 1948.

²⁰ Pour l'intégration des réfugiés artisans, voir l'étude de Frederick L. McKittrick, *From Craftsmen to Capitalists : German Artisans from the Third Reich to the Federal Republic, 1939–1953*, New York, Berghahn Books, 2016, 308 p.

d'Allemagne qui travaillent dans l'industrie du bois et du textile et qui travaillent déjà pour l'exportation. Le district n'est pas en mesure d'accueillir d'autres masses de réfugiés²¹.

Les districts et les villes de Bavière repoussent donc autant que possible l'arrivée des réfugié·e·s qui ne sont pas considérés comme « utiles à des fins professionnelles », mais plutôt comme des fardeaux pour les autorités et la population locale qui doit partager des ressources déjà restreintes.

L'impact du lieu où l'on relogé les expulsé·e·s est illustré dans les correspondances et les documents des conseils municipaux et des bureaux du logement (*Wohnungsämter*) de la ville et du district de Bamberg. Bien que, de 1945 à 1947, les logements en campagne soient généralement dans de meilleures conditions que ceux en ville, les demandes de relocalisation de réfugié·e·s envoyées au conseil de la ville de Bamberg témoignent de la difficulté de l'intégration économique à long terme des réfugié·e·s en région rurale. Dans une correspondance en 1951, le maire du village de Röschlaub demande le relogement dans la ville de Bamberg de deux familles composées chacune d'une mère et de deux adolescent·e·s. D'après le maire du petit village, situé à environ 25 kilomètres de Bamberg, la relocalisation de ces familles est essentielle à l'obtention d'un travail pour les mères afin de mettre un terme à leur dépendance à l'aide sociale et surtout, pour que les adolescent·e·s aient accès à une école de formation professionnelle. Selon les lettres, les deux mères tentent en vain depuis 1945 de trouver un emploi dans le village et depuis, n'ont d'autres choix que de s'en remettre entièrement à l'aide sociale, alors que les enfants atteignent l'âge où ils devraient commencer l'apprentissage d'une profession²². La situation est brièvement discutée lors d'une réunion du conseil de ville. On y déclare la demande de réinstallation comme « non adaptée au traitement »²³ puisque les raisons ne sont pas suffisamment convaincantes pour justifier un déménagement à Bamberg. Le conseil propose plutôt au maire de Röschlaub de tenter de faire une demande de transfert dans des communautés plus proches de la ville ou à une autre ville. On indique également au maire de se référer aux bureaux des réfugié·e·s et du logement de Bamberg. Cet

²¹ « Gegen deren Einweisung wehre ich mich auf das heftigste und zwar im Interesse der Flüchtlinge. Es geht nicht an, dass man weitere Flüchtlinge hineinpresst und sagt, jetzt sind sie untergebracht. Eine weitere Aufnahme von Flüchtlingen hat nur Zweck, wenn sie arbeitsmäßig eingesetzt werden können. Dass dies möglich ist, haben wir seit Juli 1946 unter Beweis gestellt, denn wir haben Sudeten deutsche Flüchtlinge, die im Holzgewerbe und der Textilbranche tätig sind und bereits für den Export arbeiten, im Kreis mit Erfolg ansetzen können. » K5 19014, Bamberg Staatsarchiv, Bamberg, 26 avril 1947.

²² K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 9 novembre 1951.

²³ « Als nicht zur Behandlung geeignet », K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 27 novembre 1951.

échange illustre d'abord combien l'intégration des réfugié·e·s à la société bavaroise, l'acquisition d'une indépendance financière et d'une meilleure qualité de vie, passent la plupart du temps par l'obtention de résidence dans les centres urbains. Ensuite, il témoigne de la difficulté qu'éprouvent certains groupes de réfugié·e·s, comme les mères célibataires, à se trouver un logement en ville, même en 1951, et de se sortir de la dépendance de l'aide sociale.

S'ajoute aux possibilités d'intégration plus nombreuses, le fait que les habitant·e·s des camps de réfugié·e·s urbains, en majorité des travailleurs, sont proportionnellement surreprésentés par rapport à l'ensemble des réfugié·e·s dans les discussions et les mesures mises en place par les autorités bavaroises, à tous les niveaux. Effectivement, en octobre 1946, il y a 145 822 réfugié·e·s issus des minorités allemandes de l'Europe de l'Est dans 1 375 camps en Bavière²⁴. Si le ministère de l'Intérieur réussit à faire baisser le nombre d'habitant·e·s dans les camps de réfugié·e·s jusqu'à 64 000 en novembre 1947, les autorités parlent toujours d'une situation critique le 1^{er} octobre 1949, alors que les camps comptent désormais 102 000 habitant·e·s, conséquence directe de la réforme monétaire de juin 1948²⁵. Or, si l'on considère qu'en 1946 le quart des réfugié·e·s en Bavière est logé dans des camps, en 1949 la proportion de réfugié·e·s habitant un camp est réduite à 10 %, dont une fraction seulement réside toujours dans les camps urbains²⁶. Ainsi, à se fier au discours des autorités bavaroises et à la teneur des mesures d'aide mises en place, le sort des réfugié·e·s habitant les camps urbains semblent bénéficier d'une attention officielle qui dépasse de beaucoup l'importance numérique de cette catégorie d'expulsés.

L'attention et l'énergie dévouées à l'intégration des réfugiés travailleurs s'expliquent par les promesses du gouvernement du CSU au pouvoir en Bavière à partir de décembre 1946. Le parti propose en effet un programme économique apportant croissance et prospérité en plus d'éloigner les Bavarois·e·s des souvenirs difficiles de la guerre. Ce plan nécessite évidemment une reconstruction rapide des villes et des industries en ruines²⁷. On perçoit donc ces réfugiés comme

²⁴ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 1946.

²⁵ Bauer, *op. cit.*, p. 183.

²⁶ *Ibid.*, p. 196.

²⁷ Robert G. Moeller, *Protecting Motherhood: Women and the Family in the Politics of Postwar West Germany*, Berkeley, University of California Press, 1993, p. 78.

une ressource de capital humain puisque leur moyenne d'âge est plus favorable à l'embauche que celle de la population locale bavaroise²⁸.

Au *Landtag* bavarois, les politicien·ne·s des différents partis s'entendent sur l'importance que devraient avoir les hommes réfugiés dans la reconstruction. Alfred Noske, originaire de Silésie, est le premier réfugié député à prendre la parole au *Landtag* de Bavière. Membre du parti populiste *Wirtschaftliche Aufbau-Vereinigung* (WAV) soutenu par les associations réfugiées, Noske réclame la mise en place de fonds et de ressources afin de répartir les migrant·e·s sur le territoire selon leurs champs de compétence²⁹. Ces revendications font écho aux priorités du CSU. En effet, lors d'un discours en avril 1948, le député, Martin Winkler, insiste sur le potentiel des réfugié·e·s pour les échanges commerciaux extérieurs, tout en critiquant le travail de Jaenicke³⁰. Selon lui, l'arrivée des réfugié·e·s doit non seulement satisfaire leurs intérêts, mais aussi ceux des habitant·e·s locaux, d'où l'importance de la contribution des réfugiés à la reconstruction. Le gouvernement se doit aussi de participer à la mise en place de grandes entreprises fondées par des réfugiés et employant des réfugiés.

La députée Maria Deku explique au nom du CSU que l'intégration des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s passe d'abord et avant tout par l'intégration économique et, conséquemment, la distribution des travailleurs expulsés selon leurs compétences et la réinstallation de leurs industries. Elle mentionne le cas précis de la bijouterie et la verrerie Gablenzer, renommée internationalement et originairement fondée dans la ville de la région des Sudètes de Gablonz. Après les expulsions de cette ville, les réfugié·e·s ont réaménagé l'entreprise dans la ville de Bayreuth et dans la paroisse nouvellement fondée de Neugablonz en Haute-Bavière. Les Allemands des Sudètes de Gablonz reprennent ainsi dès 1946 la production de verre³¹. Ce genre d'industrie mené par des artisans réfugiés³² réputés reçoit un soutien direct de l'État et se relance rapidement dans la production.

²⁸ Bauer, *op. cit.*, p. 209.

²⁹ Glettler dir., *op. cit.*, p. 36.

³⁰ *Ibid.*, p. 46.

³¹ Bauer, *op. cit.*, p. 41.

³² Nous n'appliquons pas l'écriture inclusive, car nous prenons en compte ici, comme dans le cas des travailleurs, que la grande majorité des artisans réfugiés qui recevaient les subventions de l'État et les licences étaient des hommes. Voir McKittrick, *op. cit.*, p. 97.

Par ailleurs, Maria Deku critique les processus bureaucratiques et administratifs trop lents et rigides et les interprétations trop restrictives des dispositions nécessaires à l'obtention de licences pour les artisans. Les soucis de Deku découlent du fait que ce ne sont pas les autorités provinciales qui sont en charge d'octroyer les licences de travail aux artisans, mais bien les organisations nationales³³. L'évaluation de la compétence des artisans migrants par les organisations est lente et compliquée tandis que les associations d'artisans locaux ont des sentiments ambivalents face à l'arrivée de nouveaux concurrents dans un marché déjà en pénurie de matériaux. Qui plus est, la plupart des artisans réfugiés arrivent non seulement sans outils, mais aussi sans aucune certification ou preuve de leur formation artisanale. La qualité de l'artisanat local pourrait donc être en jeu. Dans le contexte économique d'après-guerre, il ne serait donc pas surprenant que les organisations nationales réagissent de façon protectionniste en resserrant les critères d'attribution. Cependant, ces organisations font preuve d'une grande générosité à l'égard des artisans réfugiés dans la distribution des certificats de compétence (*Große Befähigungsnachweis*) comme le démontre une étude du Ministère de l'Économie de 1950³⁴, notamment en raison des pressions gouvernementales qui exigent l'entraide et la flexibilité pour les artisans réfugiés³⁵. En fait, les écrits et publications des artisans réfugiés ne dirigent pas leur critique vers les organisations d'artisans, mais plutôt vers le manque de subvention du gouvernement³⁶.

Deku conclut qu'il s'agit d'« intégrer ces personnes le plus rapidement possible dans le processus de production et dans la vie économique de la Bavière de manière significative. (...) De cette façon, nous transformons un grand groupe de bénéficiaires d'œuvres de bienfaisance en membres productifs de la communauté »³⁷. En somme, ces trois exemples de discours prononcé au *Landtag* bavarois illustrent le rôle significatif des hommes migrants en âge de travailler à des fins de relance économique. Or, on accorde beaucoup moins d'attention aux réfugié·e·s qui ne peuvent

³³ Glettler dir., *op. cit.*, p. 39.

³⁴ Le pourcentage de réfugié·e·s dans la population de la zone américaine est de 18 % alors que le pourcentage des artisans réfugiés par rapport aux artisans locaux est de 21,3 %, ce qui illustre bien leur intégration dans les domaines artisanaux. Ludwig Erhard, « Die Auswirkungen einer uneingeschränkten Gewerbefreiheit im Handwerk », B102/9144b-2, Bundesarchiv, Koblenz, 26 septembre 1950.

³⁵ McKittrick, *op. cit.*, p. 98.

³⁶ *Ibid.*, p. 97.

³⁷ « Dass wir es verstehen, diese Menschen so schnell wie möglich in den Produktionsprozess und das Wirtschaftsleben Bayerns sinnvoll einzugliedern, zum Wohle auch des Landes Bayerns. So verwandeln wir eine grosse Gruppe von Almosenempfängern in produktive Mitglieder der Volksgemeinschaft. » Cité dans Glettler dir., *op. cit.*, p. 39.

participer à la reconstruction du pays, que l'on étiquette plutôt comme « à prendre en charge » : les femmes et les personnes âgées³⁸.

Le Ministère de l'Intérieur investit donc pour la construction de logements pour les travailleurs réfugiés et leur relocalisation dans des milieux propices à l'exercice de leur métier et où l'on s'attend à ce qu'ils acquièrent une sécurité d'emploi à long terme³⁹. Par exemple, en 1948, le Ministère transmet des fonds aux régions, aux districts et aux villes qui peuvent les utiliser pour la construction de zones habitables, à condition qu'elles abritent uniquement des réfugié·e·s une fois bâtis. Le nombre de travailleurs à embaucher pour la construction des logements est l'un des principaux critères pour l'obtention des fonds.

Au niveau régional, la reconstruction et la relance économique constituent également deux des principales inquiétudes dès les premiers mois des expulsions. Selon le Dr Neff, *Landrat* du district d'Haute-Franconie, l'emploi des travailleurs réfugiés joue un rôle important dans la reconstruction des villes et des industries. Or, le Dr Neff déplore l'impossibilité du déploiement des expulsés en fonction de leur profession en raison du piètre état du réseau de transport. Obstacle supplémentaire: la plupart des réfugiés travaillaient précédemment dans les industries des Sudètes alors que la Haute-Franconie a une économie largement tournée vers l'agriculture, domaine d'emploi impopulaire auprès des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s. Il indique tout de même qu'« à long terme, il ne sera évidemment pas acceptable de laisser de grandes masses de réfugiés sans possibilités d'emploi (...). Il est donc prévu que les réfugiés ne soient accueillis dans un premier temps que provisoirement dans les différents comtés et qu'ils soient ensuite réinstallés — au printemps, par exemple — en fonction des possibilités d'emploi »⁴⁰. Ainsi, en plus de la distribution initiale qui favorise les hommes en âge de travailler, principalement ceux spécialisés dans la construction, ils sont aussi favorisés lors des réorganisations des groupes de réfugié·e·s

³⁸ C2 HR + 90.3, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 27 janvier 1948

³⁹ K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 30 octobre 1948.

⁴⁰ « Auf die Dauer wird es aber natürlich nicht angehen, große Massen von Flüchtlingen ohne Arbeitsmöglichkeiten zu lassen, weder in ihrem Interesse, noch im Interesse der Allgemeinheit. Es ist deshalb in Aussicht genommen, die Flüchtlinge zunächst nur provisorisch in den einzelnen Landkreisen aufzufangen und sie dann später- etwa im Laufe des Frühjahrs- den Arbeitsmöglichkeiten entsprechend umzulagern. » K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, p. 16.

durant les années 1947 à 1951. Ils auront accès aux logements, aux emplois et aux services disponibles dans les centres urbains.

Le gouvernement régional de Haute-Franconie, situé dans la ville d'Ansbach, ordonne aux villes du territoire de distribuer les expulsé·e·s dans les très petites communautés. On précise qu'« il faut s'efforcer de répartir les réfugié·e·s entre les très petites communautés et localités, car sinon les grandes communautés, qui ont tendance à être favorisées par les réfugié·e·s, ne pourront pas faire face à la charge. Ce faisant, il ne sera pas toujours possible de prendre en considération les souhaits des réfugié·e·s eux-mêmes »⁴¹. En d'autres mots, il est donc nécessaire d'aller à l'encontre du désir de la plupart des réfugié·e·s. Les nouveaux et nouvelles arrivant·e·s installés en ville sont sommés de participer à la reconstruction. En fait, ils n'ont pas réellement le choix puisque le Ministère de l'Intérieur autorise les maires à obliger les réfugié·e·s de leur territoire à travailler pour la reconstruction, à moins d'une raison valide. Face à un refus, on retirerait les cartes de ration alimentaire et expulserait de leur logement les réfugié·e·s⁴².

De façon similaire, au niveau provincial, où le Ministère du Travail est responsable de l'hébergement des expulsé·e·s, c'est le bureau du travail (*Arbeitsamt*) de chaque ville qui s'occupe de la répartition des réfugié·e·s dès leur débarquement à la gare⁴³. La distribution entre camps dans les villes ou logements en campagne n'est pas surprenante : alors que les hommes travailleurs sont retenus, les femmes, les enfants et les personnes âgées se font guider jusque dans les villages environnants où les possibilités d'indépendance financière sont presque nulles⁴⁴.

Les comptes rendus des négociations des réunions du conseil témoignent du favoritisme qui résulte de cette distribution de la main-d'œuvre quant à l'hébergement dans la ville et le district de Bamberg. Par exemple, le 23 mars 1948 une motion du groupe parlementaire de district du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) est lue lors d'un conseil de district. On y déplore la situation des réfugiés qui travaillent en industrie dans le quartier de Gaustadt, au centre de la ville, mais qui

⁴¹ « Vor allem muss darauf hingewirkt werden, dass die Flüchtlinge auch auf die ganz kleinen Gemeinden und Ortschaften verteilt werden, weil die größeren Gemeinden, die von den Flüchtlingen bevorzugt zu werden pflegen, der Belastung sonst nicht gewachsen sind. Hierbei wird man auf die Wünsche der Flüchtlinge selbst nicht immer Rücksicht nehmen können. » K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 6 septembre 1945.

⁴² K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 6 septembre 1945.

⁴³ Glettler dir., *op. cit.*, p. 56.

⁴⁴ C2 HR + 90.3, Bamberg Stadt Archiv, Bamberg, 27 janvier 1948.

n'ont pas eu la chance d'avoir un logement dans la ville de Bamberg. Le groupe parlementaire exige que des mesures immédiates soient prises afin de reloger ces nouveaux arrivants.

Des centaines de réfugiés vivent dans des communautés éloignées de la ville et à partir desquelles il n'y a aucune liaison ferroviaire ou routière avec la ville, de sorte que ces travailleurs doivent souvent marcher pendant des heures ou sont incapables de travailler. (...) Pour beaucoup de gens qui vivent à la frontière extérieure du district, cela signifie des difficultés déraisonnables lorsqu'ils doivent aller travailler à Bamberg ou à la filature de Gaustadt. Ils sont souvent hors de chez eux de 14 à 16 heures par jour et il conviendrait ici (...) de les reloger afin d'améliorer les possibilités de circulation⁴⁵.

Le secrétaire d'État des réfugié·e·s, Wolfgang Jaenicke, qui travaille indépendamment du parti au pouvoir, établit des liens directs entre la distribution des migrant·e·s et leur valeur économique dans le rapport « *Dritter Jahres-Bericht über die Tätigkeit der Bayerische Flüchtlings-Verwaltung* »⁴⁶. Le rapport publié en janvier 1949, évoque le désir de l'administration, tout au long de l'année 1948, de promouvoir davantage l'intégration économique et sociale des réfugié·e·s en vidant les derniers camps ou en convertissant les baraques en appartements dignes de ce nom. Or, les objectifs n'ont pu être atteints en raison, entre autres, de la nouvelle vague de migration provoquée par la montée du communisme et la formation du bloc soviétique en Europe de l'Est. Ces réfugié·e·s ne sont pas reconnus par l'organisation internationale pour les réfugiés (OIR) comme personnes déplacées (DPs). C'est donc l'administration bavaroise qui a la responsabilité de les prendre en charge. Wolfgang Jaenicke explique le contexte et l'impact de l'arrivée de cette deuxième vague de réfugié·e·s en Bavière :

De nombreux ressortissants étrangers ont rejoint au cours de l'année les Allemand·e·s ethniques expulsés (...). Cette situation déjà très difficile a été exacerbée par les effets de la réforme monétaire sur les personnes expulsées. La réforme monétaire prive non seulement les nombreux réfugié·e·s (...) de leurs dernières économies, mais ses effets

⁴⁵ « *Hunderte von Flüchtlingen wohnen in Gemeinden, die weitab von der Stadt liegen und von denen aus keinerlei Bahn- oder Autobusverbindung zur Stadt besteht, sodass diese Erwerbstätigen oft stundenlang zu Fuß gehen müssen oder einer Beschäftigung in der Stadt gar nicht nachgehen können. (...) Es bedeutet für sehr viele Leute, welche an der äußeren Grenze des Landkreises wohnen, eine unbillige Härte, wenn sie nach Bamberg oder in die Spinnerei Gaustadt zur Arbeit müssen. Sie sind oft 14 bis 16 Stundenlang Tage unterwegs und es wäre hier angebracht (...) eingeschaltet werden um die Verkehrsmöglichkeiten zu verbessern zu stellen.* » K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 23 mars 1948.

⁴⁶ K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, janvier 1949.

ont également mis en danger l'existence de nombreuses nouvelles entreprises industrielles et commerciales de réfugiés et augmenté le chômage parmi les réfugiés travailleurs⁴⁷.

Ce dernier extrait rend compte du processus complexe et irrégulier de l'intégration des expulsé·e·s. Ces événements politiques et économiques hors du contrôle des autorités bavaroises créent un nouveau problème : l'opposition des réfugié·e·s à quitter les camps urbains. En effet, un petit pourcentage d'expulsé·e·s, qui ont pu s'installer dans les camps situés dans les grandes villes endommagées par la guerre, comme Munich, Mannheim, Kassel et Osnabrück refusent de se réinstaller dans des logements « privés » en raison de la situation économique⁴⁸. En fait, les logements ne sont qu'en théorie individuels puisqu'ils sont réellement des pièces libres dans des maisons ou des appartements de résidents locaux, à partager avec au moins une autre personne⁴⁹. Par ailleurs, les propriétaires profitent de la rareté des logements pour gonfler les prix, et ce, particulièrement pour les réfugié·e·s. Les *Wohnungsämter* de la ville et du district de Bamberg ne disposent pas de l'autorité nécessaire pour prévenir ces situations, comme en témoigne un rapport du commissaire pour les réfugié·e·s du district de Bamberg en 1948⁵⁰. On y note que lorsque les locataires sont des réfugié·e·s, les propriétaires exigent en moyenne plus de 50 % du loyer légalement autorisé. Sur 100 cas de révisions du prix du loyer au *Wohnungsamt*, 90 visaient une révision de loyer à la hausse.

À long terme, la gratuité des logements et de la nourriture dans les camps et les occasions d'emplois de la ville se traduisent par une meilleure intégration et qualité de vie pour les réfugié·e·s dans les camps urbains que ceux installés en campagne. Effectivement, en campagne tout comme en ville d'ailleurs, les propriétaires profitent de la situation difficile des réfugié·e·s et du manque de contrôle des autorités⁵¹. Or, les réfugié·e·s e campagne, sans emploi, n'ont pas de quoi payer leur logement et sont alors obligés de travailler dans des fermes en échange des biens de subsistance et d'un toit, sans aucune possibilité de faire d'économie financière. C'est de ce cercle vicieux de

⁴⁷ « Zu diesen volksdeutschen Flüchtlingen traten im Berichtsjahr noch zahlreiche Ausländer (...). Diese am sich schon sehr schwierige Situation wurde durch die Auswirkungen der Währungsreform auf die Flüchtlinge und Ausgewiesenen ins Krisenhafte gesteigert. Die Währungsreform benahm der großen Menge der Flüchtlinge nicht nur das geringe Ausweisungsgeld und ihre letzten Ersparnisse, sondern ihre Auswirkungen gefährdeten auch die Existenz zahlreicher neuerrichtet Flüchtlingsindustrie- und gewerblicher Betriebe und erhöhten die Arbeitslosigkeit unter den als Arbeitnehmer tätigen Flüchtlingen. » K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, janvier 1949.

⁴⁸ Connor, *op. cit.*, p. 30.

⁴⁹ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 27 novembre 1945.

⁵⁰ K5 19015, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 6 août 1948.

⁵¹ Connor, *op. cit.*, p. 44.

pauvreté et de dépendance que provient le désir de s'établir en ville où les camps leur procurent non seulement un toit gratuitement, mais où l'on peut également trouver une source de revenus beaucoup plus facilement. Les différents niveaux de gouvernance de la Bavière maintiennent par ailleurs cet écart en divisant la population réfugiée selon les individus productifs et les « charges ».

2.1.2. Assistance supplémentaire : ration alimentaire, prêt aux entreprises et formation professionnelle

L'intervention américaine en Allemagne s'explique par le besoin d'une paix européenne durable et de la reprise, vue comme étant essentielle pour l'économie mondiale, de l'économie de l'Europe. Selon le Gouvernement militaire américain, cela passe nécessairement par la démocratisation et la remise sur pied de l'industrie allemande, d'où l'importance de combler le manque de main-d'œuvre. L'obtention d'un logement dans un milieu où l'on a de bonnes chances de se faire employer représente le premier avantage des travailleurs réfugiés. D'autres mesures sont également mises en place pour favoriser l'intégration des travailleurs et la relance économique de la Bavière : les rations alimentaires plus généreuses, des prêts pour le démarrage d'entreprise et du financement pour acquérir une éducation professionnelle.

Dès les premiers mois d'occupation, le Gouvernement militaire américain délègue la responsabilité de la gestion de la nourriture aux Allemand·e·s. En fait, on assigne la plus grande part de l'organisation et l'administration de la distribution aux bureaux municipaux de l'alimentation (*Ernährungsämter*), les responsables de l'approvisionnement alimentaire (*Leiter des Verpflegungsamtes des Beauftragten für die Lagerversorgung*) et les commissaires des réfugiés (*Flüchtlingskommissare*)⁵². Les cartes de rations sont quant à elles distribuées par les bureaux de l'alimentation et les bureaux des réfugié·e·s (*Flüchtlingsämter*), généralement dès l'inscription des expulsé·e·s aux camps. Les médecins et les employeurs peuvent modifier les cartes selon la condition médicale ou la charge de travail des réfugié·e·s⁵³. Les cartes de rations généreuses et les repas offerts dans certains camps de réfugié·e·s sont salutaires pour les nouveaux et les nouvelles arrivant·e·s. Contrairement à la population locale, dont la faim peut être satisfaite grâce au marché noir ou à l'entraide au sein de la communauté natale, les expulsé·e·s n'ont généralement ni biens

⁵² Manfred Enssle, « The Harsh Discipline of Food Scarcity in Post War Stuttgart », *German Studies Review*, 10, 3, 1987, p. 484.

⁵³ K5 19015, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 6 septembre 1945.

matériels à échanger ni liens d'affinités avec leur communauté d'accueil. Enfin, la nourriture étant hors de prix en raison de l'inflation, les salaires de réfugié·e·s ne peuvent garantir un approvisionnement suffisant pour une seule personne, encore moins pour une famille⁵⁴.

Le Gouvernement militaire américain instaure un modèle de ration à cinq catégories, allant de travailleurs physiques et se terminant avec la catégorie « improductif » qui incluent principalement les femmes à la maison et les pensionnaires⁵⁵. Au pire de la crise alimentaire des années 1946 et 1947, les rations sont largement insuffisantes, peu importe la catégorie : elles varient alors entre 1000 calories pour les improductifs et 1250 pour les travailleurs⁵⁶. Or la priorisation des travailleurs ne s'arrête pas à leur carte de rationnement de base, puisque le gouvernement bavarois et le Gouvernement militaire américain accordent des rations supplémentaires (*Zulangen*) selon différents critères, dont « travail dur ». Par ailleurs, bien que dans l'après-guerre, les femmes soient surreprésentées dans la recherche et l'obtention de nourriture supplémentaire pour elles-mêmes et leurs proches, les nombreuses études médicales et la presse de l'époque se concentrent davantage sur la santé et la faim des hommes et des enfants⁵⁷, ce qui incite le gouvernement à leur accorder des rations plus généreuses.

Le *Land* de Bavière, essentiellement rural, accueille plus d'un million d'Allemand·e·s des Sudètes ainsi que 461 000 Silésien·ne·s dont plus de la moitié proviennent de zones industrielles⁵⁸. Même si le taux de chômage des réfugié·e·s en Bavière baisse de 23,3 % en mars 1947 à 8 % en juin 1948⁵⁹, il est beaucoup plus élevé que le reste de la population et le revenu moyen des réfugié·e·s reste très faible. En effet, les expulsé·e·s acceptent souvent des travaux « économiquement insignifiants » : des emplois à bas revenus qui ne sont créés qu'en raison de la

⁵⁴ Enssle, *loc. cit.*, p. 496.

⁵⁵ À noter que l'on recommande aujourd'hui de 2000 à 3000 calories par jour pour un adulte. Atina Grossman. « Grams, Calories, and Food: Languages of Victimization, Entitlement, and Human Rights in Occupied Germany, 1945–1949 ». *Central European History*, 44, 1, 2011, p. 214.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 122.

⁵⁷ Alice Weinreb, « “For the Hungry Have No Past nor Do They Belong to a Political Party”: Debates over German Hunger after World War II », *Central European History*, 45, 1, 2012, p. 54.

⁵⁸ En 1939, 21 % des Allemand·e·s des Sudètes travaillent dans le secteur forestier et d'agriculture tandis que 44 % pratiquent un emploi dans le secteur industriel. Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, C 18 + 70, mars 1950.

⁵⁹ Wendy Carlin, « Economic Reconstruction in Western Germany, 1945–55: The Displacement of “Vegetative Control” », Ian D. Turner, dir., *Reconstruction in Post-War Germany: British Occupation Policy and the Western Zones 1945–1955*, Oxford, Berg Publishers, 1992, p. 42.

faible valeur du Reichsmark⁶⁰. Néanmoins, dans certains domaines comme la construction, l'enseignement et les petits commerces tels que les boulangeries et les boucheries, les réfugié·e·s réussissent à avoir un revenu stable et s'en tirent encore mieux si leur logement et leur nourriture sont fournis par l'État.

Pour les autres types d'emploi moins populaires, le gouvernement cherche à utiliser le capital humain des hommes réfugiés pour régler le manque de main-d'œuvre. C'est le cas en agriculture et en industrie, surtout lors de la crise alimentaire de 1946 et 1947. On tente pareillement de stimuler la formation d'entreprises avec une production à grande échelle et l'augmentation des exportations⁶¹, comme illustrent les discours au parlement de Bavière que nous avons déjà analysés⁶².

Le démarrage d'entreprise, l'acquisition d'ateliers et d'outils ne sont pas envisageables sans investissements extérieurs pour les réfugié·e·s puisqu'à leur arrivée en Allemagne, ils sont ruinés et que les liquidités qu'ils ont pu accumuler pendant les premières années de l'après-guerre perdent leur valeur avec la réforme monétaire de 1948. Ainsi, au nom des entrepreneurs réfugiés, le secrétaire d'État des réfugié·e·s sollicite des fonds au gouvernement et obtient, au début de 1948, auprès du Ministère de l'Intérieur et du Ministère des Finances, des prêts totalisant 100 millions de Reichsmarks destinés aux réfugié·e·s qui souhaitent démarrer une industrie ou un commerce⁶³. Qui plus est, les projets de bâtiments financés par le gouvernement privilégient les constructions de petites industries et d'ateliers pour les artisans expulsés. L'accent est mis sur la nécessité d'indépendance financière des nouveaux et nouvelles habitant·e·s.

L'aide aux réfugié·e·s qui désirent fonder une entreprise est accordée par le Ministère des Finances au niveau régional, où les autorités municipales et du district la distribue. Dans la ville de Bamberg, dont le secteur industriel n'est d'ailleurs que très peu développé, des ressources administratives et financières considérables sont mises en place pour répondre à la demande. Le domaine qui emploie le plus de réfugiés est la production de textile avec huit entreprises pour

⁶⁰ M. Rosenman, « The Uncontrolled Economy: Ruhr Coal Production, 1945-48 », Ian D. Turner dir., *Reconstruction in Post-War Germany: British Occupation Policy and the Western Zones 1945-1955*, Oxford, Berg Publishers, 1992, p. 96.

⁶¹ Connor, *op. cit.*, p. 40.

⁶² Glettler dir., *op. cit.*, p. 39-50.

⁶³ Glettler dir., *op. cit.*, p. 44.

lesquelles travaillent 252 réfugiés en 1949. En 1951, déjà 1 084 700 Deutschmarks ont été investis dans 122 entreprises fondées par des expulsés⁶⁴. De plus, des locaux sont mis à la disposition de 29 firmes créées par des réfugiés dans d'anciennes casernes militaires.

Dans un rapport portant sur les six premières années d'intégration des réfugié·e·s, le maire de la ville de Bamberg, Luitpold Weegmann, présente un tableau du « placement professionnel » des travailleurs expulsés. Il se dit somme toute satisfait du taux de travail des réfugiés. Des 23 290 travailleurs de la ville de Bamberg, 17 % sont des réfugiés, soit 4 101, tandis que leur taux de chômage n'est pas alarmant, ils représentent près du quart des chômeurs. Luitpold Weegmann réitère l'importance qu'accorde son administration au remplacement des réfugiés selon leur métier, particulièrement ceux qui travaillaient précédemment dans les mines ou pour la poste⁶⁵.

La formation des employés réfugiés est tout aussi importante que leur embauche pour Wolfgang Jaenicke, le parti au pouvoir en Bavière et la ville de Bamberg. Le secrétaire d'État des réfugié·e·s perçoit la formation et l'intégration professionnelle des jeunes expulsés comme la « condition de base » pour une véritable intégration⁶⁶. Alors que les réfugié·e·s plus âgés sont, selon lui, davantage affectés par la guerre et les expulsions à long terme, les jeunes peuvent mieux s'adapter et ils ont des perspectives d'emploi plus égales à celles qui s'ouvrent à leurs camarades natifs de la région. En juin 1950 le conseil de ville de Bamberg transmet les directives pour le relogement des habitant·e·s des camps de l'établissement d'enseignement professionnel (*Berufsschule*) de Herzog-Maxstrasse ainsi que du lycée (*Gymnasium*) Martinschule. Les réfugié·e·s seront déplacés vers les anciennes casernes militaires Ulanen afin de libérer les institutions pour que l'enseignement et la formation professionnelle puissent reprendre. Au total, ce sont 59 familles et 51 individus que l'on réinstalle⁶⁷.

En somme, l'aide matérielle et financière accordée aux hommes réfugiés travailleurs ne se limite pas à l'hébergement en ville et une rémunération grâce à un emploi. Le gouvernement bavarois en collaboration avec le secrétaire d'État des réfugié·e·s accorde également aux travailleurs les rations de nourriture quotidiennes les plus généreuses. D'autre part, les

⁶⁴ C 18 + 10, Bamberg Stadt Archiv, Bamberg, 1951.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ C 18 + 70, Bamberg Stadt Archiv, Bamberg, mars 1950.

⁶⁷ C 18 + 19, Bamberg Stadt Archiv, Bamberg, 6 juin 1950.

politicien·ne·s se préoccupent des perspectives d'emplois des travailleurs nouvellement arrivés qui gagnent leur vie avec des petites entreprises ou commerces. On réussit alors à fournir du soutien financier essentiel à la création d'entreprises par des réfugiés. L'intégration économique et sociale des hommes réfugiés en âge de travailler dans les villes en Bavière est donc beaucoup plus rapide que celle des expulsé·e·s en milieu rural. Cependant, les avantages du rassemblement des travailleurs dans des camps urbains ne s'arrêtent pas à un meilleur accès aux aides matérielles et financières. La pénurie de main-d'œuvre et la distribution des travailleurs concentrée dans les villes résultent également à une rapide intégration au système administratif et politique de la Bavière.

2.2. L'intégration politique des réfugié·e·s

Le général américain Lucius D. Clay, gouverneur de la zone d'occupation américaine de 1947 à 1949, affirme, « there is no choice between becoming a communist on 1500 calories and a believer in democracy on 1000 calories »⁶⁸. La venue de centaines de milliers de migrant·e·s démunis constitue une réelle menace à l'implantation d'une démocratie parlementaire dans les zones d'occupation en Allemagne de l'Ouest. En effet, les expulsions de millions de réfugié·e·s allemands ont comme objectif de créer des nations homogènes, mais elles entraînent plutôt une instabilité politique dans le pays d'accueil. Toutefois, en plus ou moins vingt ans, cette menace est maîtrisée⁶⁹. Ceci est possible en partie parce que dès 1945, le Gouvernement militaire américain et les autorités bavaroises prennent conscience de la situation potentiellement explosive. Conséquemment, l'aide apportée aux réfugié·e·s ne se contente plus d'être matérielle et financière comme ce fut le cas après la Première Guerre mondiale : on cherche désormais à former de bons citoyen·ne·s démocratiques⁷⁰. Le Gouvernement militaire américain et les dirigeants du *Land* visent l'intégration économique, politique et sociale des réfugié·e·s au modèle démocratique et capitaliste de l'éventuelle République fédérale d'Allemagne. Ceci nécessite ultimement la réhabilitation et la stabilisation politique des réfugié·e·s. C'est de l'intégration politique dont il sera question dans cette sous-partie.

⁶⁸ Cité dans Weinreb, *loc. cit.*, p. 75.

⁶⁹ Pertti Ahoen, « Taming the Expellee Threat in Post-1945 Europe: Lessons from the Two Germanies and Finland », *Contemporary European History*, 14, 1, 2005, p. 2.

⁷⁰ Derek Holmgren, « "Gateway to Freedom": The Friedland Refugee Transit Camp as Regulating Humanitarianism, 1945-1960 », *Thèse de doctorat*, Chapel Hill, University of North Carolina, 2015, p. 18.

Les historiens Ian Connor et Pertti Ahonen se sont penchés sur cette stabilisation politique et sociale inattendue des réfugié·e·s qui s'est étonnamment faite sans crise majeure. Selon Ian Connor, le contrôle de la menace des expulsé·e·s est dû à la modération des leaders, la croissance économique et la maîtrise dont fait preuve le chancelier Konrad Adenauer⁷¹. Ahonen pousse la réflexion plus loin en examinant le contexte international des migrations d'après-guerre. Il compare les expériences de trois pays qui ont accueilli des milliers de migrants. Selon l'historien, dans le cas de l'Allemagne de l'Ouest, la stabilisation de l'arrivée de millions de démunis est possible grâce à la représentation autonome des expulsé·e·s dès 1945, qui est même encouragée⁷². Effectivement, la loi d'urgence pour les réfugié·e·s (*Flüchtlingsnotgesetz*) de décembre 1945 permet aux communautés de réfugié·e·s de Bavière d'être représentés dans les instances décisionnelles⁷³. S'ajoutent les efforts des autorités à inclure les réfugié·e·s dans le système politique et administratif du pays⁷⁴.

La création des associations de réfugié·e·s facilite effectivement l'arrivée des migrant·e·s, si ce n'est que par la présence d'un organisme qui les représente en plus de développer un sentiment d'appartenance et créer un tissu social entre les expulsé·e·s⁷⁵. Pourtant, ni Ahonen ni Connor ne font de distinction quant à l'accessibilité de ces possibilités de représentation politique au sein même la population réfugié·e·s. Peut-on affirmer que les représentant·e·s élus par quelques dizaines de réfugié·e·s dans des villages comme Komsdorf ou Obertrubach⁷⁶ ont le même poids politique que les représentant·e·s et l'organisation de la ville de Munich qui parlent au nom de dizaines de milliers de réfugié·e·s ?

En fait, les réfugié·e·s dans les camps en ville ou en périphérie ont davantage de marge de manœuvre pour se faire entendre que les réfugié·e·s isolés et dispersés en zone rurale. En raison de la concentration de leur population, regroupée dans des camps urbains, dans des milieux de travail et dans des logements privés à proximité, les premiers ont la possibilité de se mobiliser rapidement et en grand nombre. La capacité de mobilisation et l'influence politique des leaders de ces camps au sein des populations de réfugié·e·s sont perçues comme une menace pour

⁷¹ R.M. Douglas, *Les expulsés*, Paris, Flammarion, 2012, p. 348.

⁷² Ahonen, *Ibid.*, p. 3.

⁷³ Tobias Weger, *Volkstumskampf ohne Ende? Sudetendeutsche Organisationen 1945-1955*, Essen, Peter Lang, 2008, p. 69.

⁷⁴ Ahonen, *loc. cit.*, p. 5.

⁷⁵ Ahonen, *loc. cit.*, p. 14.

⁷⁶ K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 19 novembre 1947.

l'instauration à long terme d'une démocratie et d'une stabilité en Allemagne de l'Ouest par le Gouvernement militaire américain, ainsi que les autorités allemandes. De ce fait, une certaine satisfaction et l'encadrement des habitant·e·s des camps urbains sont jugés prioritaires, bien que les résident·e·s en campagne aient tous autant de raisons de se plaindre des conditions dans lesquelles ils vivent⁷⁷. Les problèmes des camps de réfugié·e·s des villes, abritant majoritairement des travailleurs, se retrouvent donc au centre des débats sur l'intégration des réfugié·e·s au *Landtag* et dans les conseils de la ville et du district de Bamberg.

2.2.1. La représentation politique des réfugié·e·s

En 1945 et 1946, la peur de la radicalisation politique se traduit aussi par la répression immédiate du Gouvernement militaire américain de toute tentative de fondation d'un parti politique d'expulsé·e·s, explicitement interdites par le général Lucius Clay en juin 1946⁷⁸. On permet tout de même aux réfugié·e·s de devenir membres de partis politiques traditionnels dès leur enregistrement à une municipalité ou un district. Après les élections nationales d'Allemagne de l'Ouest de 1949, on ne peut désormais plus interdire les partis d'expulsé·e·s, car cela enfreindrait la nouvelle constitution⁷⁹. En janvier 1950, le Bloc communautaire allemand des expulsé·e·s et des personnes défavorisées (*Deutscher Gemeinschaftsblock der Heimatvertriebene und Entrechteten*, BHE) est créé et gagne une certaine popularité au sein des réfugié·e·s, notamment dans la région franconienne.

Plus de possibilités de participation sont offertes aux réfugié·e·s au niveau local qu'au niveau national. Dès 1945, le gouvernement d'Haute-Franconie propose à ses municipalités et districts « d'établir une forme de gouvernance autonome pour les réfugié·e·s »⁸⁰, afin de faciliter la gestion et le bien-être de ces derniers et dernières, mais aussi, bien entendu, pour des raisons économiques. Le premier représentant et comité des réfugié·e·s de la ville d'Ansbach initie le modèle pour toute la Bavière. On met au clair l'interdiction stricte faite aux organisations d'avoir une influence politique, sur ordre du Gouvernement militaire américain. Les réfugié·e·s peuvent

⁷⁷ Connor, *op. cit.*, p. 135.

⁷⁸ Douglas, *op. cit.*, p. 348.

⁷⁹ Douglas, *op. cit.*, p. 348.

⁸⁰ « *Eine Art Selbstverwaltung der Flüchtlinge einzurichten* », K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 6 septembre 1945.

proposer aux maires un représentant, qui aurait une liste déterminée de tâches : servir d'intermédiaire entre les expulsé·e·s et la mairie, faire du travail administratif, visiter les camps et les logements de réfugié·e·s, transmettre des rapports et des suggestions pour améliorer la situation des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s, s'assurer du maintien de l'ordre et du bon comportement des réfugié·e·s dans les camps et toute autre tâche que lui transmet le maire. Néanmoins, le maire a un droit de veto pour le choix du représentant ou de la représentante des réfugié·e·s⁸¹.

Le système de représentation change au cours de l'année 1947, car le ou la représentant·e parmi les réfugié·e·s d'une communauté (soit par *Landkreis*, ville, village ou camp) est désormais élu. Les premières élections de représentants de réfugié·e·s sont aussi une initiative de la région d'Haute-Franconie. Les représentant·e·s voient leur influence augmenter puisqu'ils sont désormais responsables de délivrer les permis d'immigration et de résidence aux expulsé·e·s⁸².

Les représentant·e·s des réfugié·e·s élus entrent de plus en plus en conflit avec les administrateurs et maires locaux et les conseils, comme l'illustre une lettre envoyée par le commissionnaire aux réfugié·e·s de la ville et du *Landkreis* de Bamberg à l'administrateur (*Landrat*) du district de Bamberg, Dr Grimm. Il y est question du refus de la participation active des représentant·e·s des réfugié·e·s aux rencontres du conseil du district et conséquemment, aux votes de certaines décisions qui les concernent directement⁸³. Le commissaire affirme que dans une société démocratique, les conseils municipaux devraient être ouverts au public. Ce refus des maires des communautés donnerait l'impression aux réfugié·e·s d'être des citoyen·ne·s de deuxième classe. En réponse, le Dr Grimm s'en remet à la loi. Selon le code municipal, tout habitant·e du district a droit de siéger aux rencontres municipales en tant qu'auditeur. Or, la loi n'exige pas la participation active des représentants des réfugié·e·s aux négociations des conseils municipaux et, de ce fait, les maires n'ont pas à les inclure⁸⁴. En somme, hormis l'aide des commissaires des réfugié·e·s qui sont employés par le gouvernement bavarois, les possibilités pour les réfugié·e·s en campagne de se faire entendre par les dirigeant·e·s locaux sont indirectes, par des lettres ou des pétitions. Ils sont exclus du processus de décision directe même dans le cas de décisions qui les concernent directement. Contrairement aux camps urbains, les rassemblements dans les districts

⁸¹ *Ibid.*

⁸² C 18 + 7, Stadt Archiv Bamberg, Bamberg, 10 septembre 1948.

⁸³ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 10 juin 1948.

⁸⁴ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 21 juin 1948.

sont très difficiles en raison de la condition des routes et réseaux de transport et les moyens de pressions, faibles. Les opinions des représentant·e·s des réfugié·e·s lors de la prise de décision au niveau local est donc perçue comme facultative.

C'est également en 1947 que les sociétés amicales pour la préservation du patrimoine culturel (*Landsmannschaften*) des réfugié·e·s sont autorisées. Bien qu'officiellement non impliquées politiquement et de petite taille, certaines associations du patrimoine culturel des Sudètes ou de Silésie n'hésitent pas à planifier des événements où viennent s'exprimer des politicien·ne·s ou des tribun·e·s et à fonder des branches de l'organisation dans plusieurs régions. C'est le cas de l'association Adalbert Stifter, l'une des premières sociétés amicales pour la préservation du patrimoine culturel pour le patrimoine des Allemand·e·s des Sudètes, créée en 1947 à Munich. Les membres organisent de nombreuses manifestations et rassemblements politiques de réfugié·e·s sur tout le territoire de la Bavière, dont la ville de Bamberg. Ces organisations forment la base pour la création en 1949 et 1950 des partis politiques des expulsé·e·s, comme le *Sudetendeutsche Landsmannschaft* fondé en 1950, l'organe politique des Allemand·e·s des Sudètes⁸⁵.

2.2.2. La menace politique des camps urbains

Le Ministère de l'Intérieur et le secrétaire d'État pour les réfugié·e·s insistent sur l'importance de l'entraide et des dons pour les expulsé·e·s en rappelant le danger que posent les réfugié·e·s s'ils sont laissés à eux-mêmes dans la pauvreté. Par exemple, en prévision de la collecte de dons du 1er juin 1947 dans le cadre du plan d'action pour les réfugié·e·s (*Flüchtlings-Hilfe Aktion*), le secrétaire d'État pour les réfugié·e·s demande dans une directive que tous les lieux de rassemblement récoltent de l'argent de ses membres ou employé·e·s : organismes, industries, cabarets, hôtel de ville, théâtres, cinéma et clubs sportifs. Il souligne que « les réfugié·e·s et les personnes déplacées, qui sont presque sans exception sans fonds, constituent un grave danger auquel nous serons tous confrontés si nous ne parvenons pas à placer ces nouveaux citoyen·ne·s dans la même classe que les citoyen·ne·s anciens dans l'édifice de notre État dès que possible »⁸⁶.

⁸⁵ Anne Bazin, « La question des Sudètes : un poids dans les relations Germano-Tchèques aujourd'hui », Anne-Marie Le Gloannec dir., *L'Allemagne, l'Europe centrale et l'Europe orientale*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1997, p. 125.

⁸⁶ « *Die Flüchtlinge und Vertriebene, die beinahe ausnahmslos ohne Geldmittel sind, bilden eine ernste Gefahr, der sich Alle gegenübersehen, wenn es nicht gelingt, diese Neubürger baldmöglichst gleichgeschichtet mit den Altbürgern*

Le gouvernement bavarois a de bonnes raisons de craindre que les conditions de vie difficiles dans les camps de réfugié·e·s mènent à leur radicalisation politique qui menacerait le nouvel ordre établi. La structure des camps permet aux réfugié·e·s une représentation qui va au-delà de l'unique représentant par communauté, comme c'est le cas en campagne. En effet, chaque camp de réfugié·e·s est dirigé par un ou une chef de camp (*Lagerordnung*) et un conseil de réfugié·e·s (*Lagerrat*) qui s'occupent des affaires intérieures du camp, mais aussi qui défendent les intérêts des réfugié·e·s à l'extérieur. L'incident le plus important a lieu aux camps de Dachau et Munich-Allach en été 1948 lors de l'organisation de plusieurs manifestations qui culminent en septembre en une semaine de grèves de la faim⁸⁷. C'est Egon Herrmann, le chef de camp de Dachau, qui planifie les grèves de la faim et envoie une liste de demandes au nom des réfugié·e·s de tous les camps de Bavière au premier ministre du *Land* Hans Ehard. Les réfugié·e·s, logés dans les baraques d'anciens camps de concentration et de travail de Dachau et Allach, dénoncent les conditions d'hygiène, le manque d'espace, la malnutrition et les abus de la police des camps⁸⁸.

Dans le « troisième rapport annuel sur les activités de l'administration bavaroise des réfugiés » publiés en janvier 1949 par le Ministère de l'Intérieur, on détermine que les causes de la « soi-disant grève de la faim »⁸⁹ sont les effets de la réforme monétaire qui a privé beaucoup de réfugié·e·s de leur emploi et réduit leurs économies, déjà faibles, à presque rien, la mauvaise administration du camp par le comité de réfugié·e·s et la radicalisation de certains d'entre eux. Les pressions faites par les manifestations dans les camps urbains ont tout de même un écho : en été 1949, un an après les troubles dans les camps de Dachau et Munich-Allach, bien que l'organisateur Egon Herrmann ait été remercié de ses fonctions, les membres des comités de réfugié·e·s sont invités par les autorités à collaborer à la mise en place de mesures gouvernementales pour aider les réfugié·e·s.

Ces agitations se propagent jusque dans la région de Franconie avec plusieurs manifestations dans les camps d'Erlangen-Bruck, Kronach, Schweinfurt, Neustadt bei Coburg et Sailauf. La ville de Bamberg n'est pas épargnée. En effet, des rassemblements et des manifestations

im Gebäude unseres Staates unterzubringen. Die wirtschaftliche, und damit die soziale Not dieser daran Unschuldigen, kann aber nur behoben werden, wenn Alle mithelfen. » C2 HR + 90.2, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 1947.

⁸⁷ Voir Brenda Melendy, « Expellees on Strike: Competing Victimization Discourses and the Dachau Refugee Camp Protest Movement, 1948–1949 », *German Studies Review*, 28, 1, 2005, p. 107–125.

⁸⁸ Bauer, *op. cit.*, p. 195.

⁸⁹ K5 19018, Bamberg, Bamberg Staatsarchiv, janvier 1949.

sont organisés grâce à la collaboration de plusieurs organisations telles que le Groupe de travail de Franconie des associations des personnes déplacées et des personnes touchées par la guerre (*Arbeitsgemeinschaft Franken der Verbände aller Heimatvertriebenen und Kriegsgeschädigten*), l'Association d'amitié des déplacé·e·s d'Allemagne de l'Est de Bamberg (*Freundschaftsbund vertriebener Ostdeutscher Bamberg*), l'Association des personnes déplacées et des personnes touchées par la guerre du district de Bamberg (*Kreisverband der Heimatvertriebenen und Kriegsgeschädigten im Landkreis Bamberg*) ou la branche d'Haute-Franconie du parti politique réfugié BHE. On invite les expulsé·e·s et les autres victimes de guerre à venir entendre des dirigeant·e·s des partis réfugiés ou des orateur·trice·s réfugiés⁹⁰. L'un des plus renommés tribuns à venir à Bamberg est Egon Herrmann, le « combattant de Dachau »⁹¹, accueilli en héros par les associations des réfugié·e·s de Bamberg le 30 juillet 1949 à la très luxueuse Bamberger Haus.

À partir de 1948, le terme *illegale Grenzgänger* (passeur de frontière illégal) revient fréquemment à l'ordre du jour au parlement bavarois et dans les documents de la mairie de Bamberg. C'est l'expression que l'on utilise notamment pour qualifier Egon Herrmann et 10 000 autres migrant·e·s en 1947 originaires de la zone allemande occupée par l'Union soviétique et les pays de l'Est⁹². Parce qu'il est né à Leipzig, on associe Herrmann au bolchevisme et au parti communiste d'Allemagne (KPD), vu comme la plus grande menace au maintien de la démocratie ouest-européenne⁹³. Ainsi, malgré les précédents succès des partis d'extrême droite au pays, c'est plutôt le communisme qui préoccupe les autorités bavaroises⁹⁴. La peur est telle que lors d'un discours, Wolfgang Jaenicke affirme que les réfugié·e·s qui proviennent des pays de l'Europe de l'Est sont expulsés intentionnellement afin de créer des conditions économiques misérables dans les camps bavarois et, conséquemment, générer une révolution communiste en Allemagne de l'Ouest⁹⁵. En réalité, si l'on se fie au comportement électoral des réfugié·e·s, leur radicalisation est belle et bien réelle. Or, elle penche beaucoup plus vers l'extrême droite que l'inverse⁹⁶.

⁹⁰ P.S. 708., Bamberg, Bamberg Stadt Archiv, 1949.

⁹¹ « *Der Kämpfer von Dachau* », P.S. 274, Bamberg, Bamberg Stadt Archiv, 1949.

⁹² Gletter, *op. cit.*, p. 53.

⁹³ Ian Connor, « The Bavarian Government and the Refugee Problem 1945-50 », *European History Quarterly*, 16, 1986, p. 136.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Gletter, *op. cit.*, p. 36.

⁹⁶ L'un des partis réfugié·e·s d'extrême droite nationaliste au *Landtag* de Bavière et au Bundestag les plus populaires de l'après-guerre est le *Wirtschaftliche Aufbau-Vereinigung* (WAV), traduit « Union de la reconstruction économique ». Il remporte 14,4 % des votes de Bavière lors des élections fédérales de 1949. *Ibid.* p. 144.

De son côté, le maire de la ville de Bamberg Luitpold Weegmann explique dans un compte rendu en 1951 que la population de réfugié·e·s dans la ville est passée de 10 000 à 15 000 dans l'année 1948 à cause de l'arrivée des *illegalen Grenzgänger* et que cela empêche la dissolution des camps de réfugié·e·s⁹⁷. Ces nouveaux et nouvelles arrivant·e·s sont mis à part des autres réfugié·e·s dans les recensements mensuels municipaux. Il y a effectivement des catégories séparées pour les évacué·e·s et les réfugié·e·s qui proviennent de Berlin Est, de la zone occupée par l'URSS de l'Allemagne et les réfugié·e·s originaires des pays de l'Est, tandis que l'on omet complètement le recensement des réfugié·e·s provenant des zones occidentales d'occupations⁹⁸. On accorde donc plus d'importance au décompte des *illegalen Grenzgänger* de l'Est que des réfugié·e·s ou des évacué·e·s de l'Ouest. On distingue les « évacué·e·s » et « réfugié·e·s » puisque, dans ce cas-ci, les Allemand·e·s qui habitaient les territoires allemands avant et durant la guerre ne sont pas considérés au même titre que les *Flüchtlinge*.

En somme, les problèmes économiques de la Bavière sont à la base même de la perception des autorités bavaroises du *Flüchtlingsproblem* et conséquemment, de l'aide et de l'attention accordées aux réfugié·e·s. Les autorités bavaroises portent une attention proportionnellement inégale aux réfugié·e·s vivant dans les centres urbains, par crainte de leur adhésion au communisme qui mettrait en péril le nouvel ordre politique en Europe de l'Ouest. Conscients ou non du pouvoir que leur procure cette peur, les chefs des camps de réfugié·e·s et les conseils de réfugié·e·s réussissent à capter l'attention des dirigeant·e·s bavarois. Effectivement, en raison de leur concentration, les réfugié·e·s en ville, et notamment les travailleurs, ont des moyens de pression beaucoup plus efficaces que les réfugié·e·s dispersé·e·s en campagne, dont les représentant·e·s ont des recours beaucoup plus limités.

De la seconde moitié des années 1940 et jusqu'au début des années 1950, l'arrivée massive de réfugié·e·s d'Europe de l'Est, le manque de logements et la relance économique sont des préoccupations constantes pour les autorités bavaroises et le Gouvernement militaire américain. L'arrivée des centaines de milliers de réfugié·e·s pousse les bureaux administratifs des villes de

⁹⁷ C 18 + 10, Bamberg, Bamberg Stadt Archiv, 1951.

⁹⁸ C 51 + 2156, Bamberg, Bamberg Stadt Archiv, 1^{er} avril 1950.

Bavière à tenter de limiter l'encombrement et l'appauvrissement urbain, en particulier dans les camps. Ainsi, ils n'acceptent que les réfugié·e·s les plus « productifs » et transfèrent les autres vers la campagne ou vers une autre zone d'occupation. Les expulsés convoités sont principalement les hommes travailleurs, en faible nombre au sein des contingents de réfugié·e·s, mais tout de même plus nombreux que les Allemands travailleurs du même âge, décimés par la guerre ou prisonniers de guerre. La distribution et les redistributions des réfugié·e·s des minorités allemandes de l'Europe de l'Est en Bavière se font donc principalement selon des critères économiques.

Obtenir un permis de résidence dans une ville ou un permis de déplacement à l'intérieur de la Bavière procure plusieurs avantages, dont la proximité aux emplois, aux organismes humanitaires, les banques alimentaires, l'hébergement gratuit dans les camps de même que la possibilité de faire des économies et de démarrer une entreprise. L'analyse des discours des politicien·ne·s au *Landtag*, des directives transmises aux villes et aux districts pour la distribution de l'aide matérielle et financière par le gouvernement tout autant que l'attribution des ressources au niveau local révèlent l'attention disproportionnellement élevée portée à l'intégration des hommes travailleurs réfugiés. Qui plus est, ce chapitre illustre combien le pouvoir politique augmente en zone urbaine grâce à la possibilité de rassemblement, de manifestation, de grève et de participation aux délibérations du gouvernement bavarois. En effet, la peur de la propagation du communisme causée par les conditions de vie difficiles dans les camps, l'appauvrissement des réfugié·e·s par la réforme monétaire de 1948 et l'arrivée massive des réfugié·e·s politiques des pays de l'Est engendrent des craintes de radicalisation parmi les autorités bavaroises, particulièrement au niveau provincial.

Ce chapitre porte donc sur le sort d'un premier groupe distinct de réfugié·e·s, les hommes travailleurs, en apportant une nuance particulière quant à l'impact de leur distribution en milieu urbain ou rurale. Ce travail a toutefois quelques limites, car seul le sort des hommes réfugiés qui sont en mesure de travailler est abordé. L'expérience des expulsés qui ne sont pas en mesure de participer à la reconstruction n'est pas soulevée. Une autre perspective intéressante serait de prolonger la recherche à plus long terme. Effectivement, le miracle économique se fait réellement sentir à partir de 1955 et, de ce fait, en prolongeant la période étudiée, nous pourrions évaluer la contribution véritable des réfugiés travailleurs à la relance économique de la Bavière.

L'envers de la médaille de l'intégration et la priorisation des travailleurs réfugiés à la vie économique et politique est l'écartement d'autres groupes de réfugié·e·s comme les femmes, les enfants et les personnes âgées qui sont plutôt dirigés vers la campagne où les logements sont plus nombreux, mais où les possibilités d'intégration sont clairsemées. Dans le prochain chapitre, nous examinerons le sort de l'un de ces groupes, les femmes réfugiées. Elles forment après tout le plus important groupe d'expulsé·e·s et sont souvent à la tête de leur famille tout en étant dépourvues de l'autorité traditionnelle masculine.

Chapitre 3 : Le rétablissement des réfugié·e·s par la restauration de la maternité et de la famille nucléaire

Le chapitre précédent soulignait la pénurie de main-d'œuvre et l'importance accordée à la reconstruction et au redressement économique par le *Landtag* de Bavière, le district et la municipalité de Bamberg. L'écart démographique des genres, introduit dans le premier chapitre et surnommé *Frauenüberschuss* par les politicien·ne·s et la presse, y était aussi mentionné. Ce terme constitue un thème central de ce chapitre, car l'écart démographique inquiète tant les autorités bavaoises que celles de l'archevêché de Bamberg. En effet, fuyant l'avancée soviétique ou expulsés de leur pays natal, les millions d'Allemand·e·s ethniques de l'Est sont en fait majoritairement des *Allemandes* ethniques ayant une famille à leur charge. Par ailleurs, mon analyse se base aussi sur le « déclin de la moralité¹ », prétendument causé par le national-socialisme et plus généralement la guerre, qui renverserait l'ordre social et inciterait les femmes au péché.

Si la guerre et l'après-guerre transforment les familles allemandes indigènes en les fragmentant, les privant de l'autorité masculine, conduisant les femmes à devenir pourvoyeuses de leur famille -de façon légale ou non- et à partager un foyer non marital, les conséquences sont plus graves encore pour les femmes réfugiées. S'ajoutent en effet aux difficultés qui les affectent la déroute financière totale et la destruction du réseau social et culturel. Sans biens à échanger au marché noir, ni résidence permanente, ces femmes doivent souvent trouver un travail salarié, même si parfois le manque de vêtements ou souliers adéquats les empêche d'exercer un emploi. De plus, les rations quotidiennes accordées aux femmes non employées sont les plus basses, à un point tel qu'on surnomme avec ironie la carte de rationnement qui leur est attribuée la *Himmelsfahrkarte*, « le ticket vers le paradis »².

¹ Pour plus d'information sur le concept du déclin de la moralité et de re-civilisation, voir Konrad H. Jarausch, *After Hitler: Recivilizing Germans, 1945–1995*, Oxford, Oxford University Press, 2006, 411 p. et Dagmar Herzog, *Sex after Fascism: Memory and Morality in Twentieth-Century Germany*, Princeton, Princeton University Press, 2007, 368 p.

² Atina Grossman, « Grams, Calories, and Food: Languages of Victimization, Entitlement, and Human Rights in Occupied Germany, 1945-1949 », *Central European History*, 44, 1, 2011, p. 123.

La confusion qui règne quant aux rôles sociaux des deux genres, causée par le *Frauenüberschuss* et la volonté de restaurer la société tout en évitant de confronter les horreurs du Troisième Reich, expliquent la visibilité des femmes dans les archives : elles sont à l'avant-scène des discours publics et populaires, des lois nationales, étatiques (*Länder*) et municipales et des discussions et directives privées transmises aux autorités³. Cependant, dès les années 1950, pour des raisons politiques et sociales, il devient pertinent de ne pas attribuer de genre aux expulsé·e·s afin d'universaliser cette expérience, de permettre une victimisation de tous les Allemand·e·s et de distraire l'auditoire de l'appui du peuple allemand pour le régime nazi et sa complicité dans le meurtre des millions de victimes⁴. En somme, les expériences des femmes réfugiées sont oubliées non seulement dans la mémoire collective allemande, mais aussi dans l'historiographie de la période d'occupation. Depuis les années 1980, le rôle des femmes dans l'après-guerre en Allemagne de l'Ouest est mis à l'avant-scène par d'influents historien·ne·s tels que Robert G. Moeller, Elizabeth Heineman ou Annette Kuhn⁵. Or, la réalité des femmes est analysée principalement du point de vue national et législatif, négligeant les réalités régionales. Une revue de ces études révèle que la garantie des droits égaux entre genres est accompagnée d'une définition du statut des femmes selon leur rôle culturel et traditionnel de gardiennes de la sphère familiale privée, et sur laquelle la stabilité de la nation est fondée. En effet, elles devraient intégrer les

³ La Loi fondamentale de 1949 et le Code civil d'Allemagne de l'Ouest illustrent l'accent placé sur l'institution de la famille et les devoirs des femmes à cette époque. Les politiciens Ludwig Erhard et Konrad Adenauer sont les têtes d'affiche de cette vision politique. L'historienne Erica Carter avance que la reconstruction économique dans l'après-guerre dépend en partie de la division de genre de la contribution des individus au redressement national. En effet, l'identité ouest-allemande s'est construite autour de la participation des citoyen·ne·s à l'économie de marché et ceci valide une division basée sur le genre de l'identité et de la citoyenneté. En examinant la question de l'« égalité par la différence » dans la Loi fondamentale et dans le Code civil, Carter explique que, judiciairement, les femmes obtiennent l'égalité légale, mais l'autorité des pères dans la famille est réaffirmée, tandis qu'est réitéré que la profession première des femmes est d'être femme au foyer (*Hausfrau*). Les droits, les devoirs citoyens et le marché du travail sont divisés selon le genre et consolident cette vision traditionnelle et largement plébiscitée à l'époque en Allemagne. Voir Erica Carter, *How German is She?: Postwar West German Reconstruction and the Consuming Woman*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997, p. 31.

⁴ Voir Elizabeth Heineman, « The Hour of the Woman: Memories of Germany's 'Crisis Years' and West German National Identity », *The American Historical Review*, 101, 2, 1996, p. 354-395.

⁵ Annette Kuhn, « Die vergessene Frauenarbeit in der deutschen Nachkriegsgeschichte », Elisabeth Freier et Annette Kuhn, dir., *"Das Schicksal Deutschlands liegt in der Hand seiner Frauen": Frauen in der deutschen Nachkriegsgeschichte*, Düsseldorf, Schwann, 1984, p. 13-24; Elizabeth Heineman, *What Difference Does a Husband Make? Women and Marital Status in Nazi and Postwar Germany*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1999, 392 p.; Robert G. Moeller, *Protecting Motherhood: Women and the Family in the Politics of Postwar West Germany*, Berkeley, University of California Press, 1993, 346 p.; Heide Fehrenbach, « War Orphans and Postfascist Families: Kinship and Belonging after 1945 », Frank Biess et Robert G. Moeller, dir., *Histories of the Aftermath, The Legacies of the Second World War in Europe*, New York, Berghahn Books, 2010, p. 175-195.; Erica Carter, *op cit.*

familles de modèle nucléaire qui constituent le *Lebensraum*⁶, la base de la société allemande. Sous le régime nazi, le concept géopolitique *Lebensraum* signifie l'« espace vital » nécessaire à une nation pour assurer sa survie et sa croissance. Le concept est alors utilisé pour justifier l'expansion territoriale de l'Allemagne vers l'est. Cependant, après 1945, le concept est réorienté pour désigner l'espace de vie sécuritaire de la famille allemande, lequel pourrait grandir la démocratie de l'Allemagne de l'Ouest. Nous verrons donc que les politiques visant les femmes tournent autour de ce modèle genré de la société.

Bien que le sujet de l'expérience des Allemandes dans l'après-guerre soit abordé dans des travaux historiques influents, la situation des réfugiées de sexe féminin n'est habituellement qu'effleurée ou sinon, elle est universalisée en un récit commun équivoque. Pourtant, en 8 mois, du 15 décembre 1945 au 15 août 1946, ce sont 594 545 femmes qui arrivent en Bavière par transport ferroviaire officiel provenant principalement des territoires « reconquis » de Pologne et des Sudètes en Tchécoslovaquie⁷. L'étude des femmes réfugiées illustre les clivages entre les expériences selon le genre, mais aussi la variation de l'aide sociale reçue par les femmes, qui varie en fonction de leur statut matrimonial et de la présence ou non d'une progéniture. C'est sur cet aspect délaissé de l'historiographie de la Bavière d'après-guerre que nous nous pencherons dans ce chapitre.

Dès 1945, la reconstruction sociale et idéologique de la société allemande, en lambeaux, passe par la restauration de l'institution de la famille nucléaire, et de ce fait, l'intégration des réfugié·e·s à ce modèle. Nous verrons que les lois et la distribution d'aide aux réfugié·e·s favorisent les familles complètes et, conséquemment, les femmes qui incorporent le modèle de la famille traditionnelle chrétienne, en plus d'inciter celles qui ne s'y conforment pas à s'y joindre. En outre, ce chapitre illustrera le contexte atypique et difficile dans lequel vivent les femmes réfugiées, et qui tend à expliquer leur surreprésentation parmi les Allemandes « hors normes ». En effet, la situation de ces masses de démunies est trop complexe pour se résumer à une expérience unique et commune partagée par toutes les femmes réfugiées. Alors que la situation familiale de certaines permet leur insertion dans le cadre prédéfini du rôle marital et maternel des Allemandes, pour d'autres, la naissance d'un enfant illégitime, un avortement, un divorce, les effets de la grave

⁶ Voir Ute Frevert, *Women in German History: From Bourgeois Emancipation to Sexual Liberation*, New York, St. Martin's Press, 1988, p. 231.

⁷ C 2 + HR 90.2, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, octobre 1946.

pénurie alimentaire, les difficultés économiques et les conséquences des expulsions rendent cette option tout simplement impossible⁸.

Ce chapitre se divise donc en deux parties principales. Dans un premier temps, il sera question de la manière dont les autorités du *Land* de Bavière, du district, de la ville et de l'archevêché de Bamberg conçoivent le rôle des femmes réfugiées dans la société, ainsi que la façon dont est envisagée la famille en tant qu'institution, par le biais d'assistance financière et l'attribution de permis de résidence et de logements. Les mesures d'aide adoptées par les différentes autorités bavaroises favorisent les femmes réfugiées qui occupent une place traditionnellement acceptable dans la société. Dans un second temps, nous nous intéresserons à la réalité quotidienne de ces réfugiées qui explique leur comportement hors normes malgré les pressions sociales. Nous irons donc plus loin que les études des femmes seules (*alleinstehende Frauen*) dans l'après-guerre⁹ puisque nous examinerons la réalité des *alleinstehende Flüchtlingsfrauen*, c'est-à-dire des femmes réfugiées seules. Il est conséquemment nécessaire de consacrer cette sous-partie à l'illustration de la diversité et la complexité des expériences vécues par les réfugiées travailleuses, monoparentales et célibataires.

3.1. L'aide à la fondation d'un *Lebensraum* familial par les autorités bavaroises et ecclésiastiques

Dès que l'on observe les réalités démographiques, politiques et sociales, il devient évident que l'analyse des relations de genres est indispensable à une compréhension de l'histoire allemande d'après-guerre et, plus spécifiquement encore, de celle de l'intégration des réfugié·e·s. Effectivement, le déclin de l'institution de la famille résultant à l'atténuation des normes sociales dans le sillon de la défaite en 1945 renforce la puissante volonté de « retour à la normalité » surtout à partir de 1947. Les problèmes que traversent de nombreuses familles à la suite de la Deuxième

⁸ Edward Ross Dickinson, *The politics of German child welfare from the Empire to the Federal Republic*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, p. 250.

⁹ Parmi les études les plus influentes sur la situation des femmes allemandes après la Deuxième Guerre mondiale, il y a l'ouvrage déjà mentionné de l'historienne Elizabeth Heineman, *What difference does a husband make?* et son article *The Hour of the Women*. L'étude de Robert G. Moeller, *Protecting Motherhood: Women and the Family in the Politics of Postwar West Germany* est aussi incontournable pour le statut de la femme à la fin des années 1940 et dans les années 1950. L'étude d'histoire orale de Sibylle Meyer et Eva Schulze *Wie wir das alles geschafft haben: Alleinstehende Frauen berichten über ihr Leben nach 1945* est tout autant pertinente. Or, ces ouvrages ne se penchent pas directement sur le cas des femmes allemandes réfugiées, qui est tout au plus légèrement soulevé pour comme étant particulièrement difficile.

Guerre mondiale, ce dont témoigne la hausse du taux de divorce, sortent du périmètre de la sphère privée¹⁰. En fait, les relations de genre alimentent les débats au *Landtag* à Munich, elles guident les décisions prises par les bureaux administratifs, les conseils et les services municipaux et affectent les collectes et les distributions du *Caritas*. Les politicien·ne·s en font un sujet central qui permet entre autres d'éviter les discussions sur les horreurs du Troisième Reich¹¹. En parallèle, les relations de genre influencent la répartition de l'aide aux réfugié·e·s. Puisque maintenir la cohésion de la famille est la responsabilité de la femme mariée ou de la mère, celles-ci sont au centre des mesures d'aide sociale mises en place par le secrétaire d'État des réfugié·e·s, du *Landkreis*, de la ville de Bamberg et de l'Église catholique. Les femmes expulsées avec leur mari, celles qui l'ont retrouvé dans les mois ou les années suivant la fin de la guerre ou celles qui se sont mariées durant cette période accèdent plus facilement aux ressources indispensables à leur survie en raison de leur statut matrimonial, surtout si elles ont des enfants.

Ainsi, dès l'été 1945, les *Länder* mettent en place des mesures pour limiter le fardeau des familles, les *Familienlastenausgleich*, ce qui se traduit littéralement par « l'égalisation des charges des familles », qui seront ensuite reprises par la loi nationale sur « l'égalisation des charges », *Lastenausgleich*, de 1952¹². La Bavière n'y fait pas exception, et lors la rédaction de ces lois pour la répartition du fardeau de la guerre, les membres du *Landtag* prennent conscience des difficultés que les familles doivent traverser, toujours sans reconnaître que très peu d'entre elles correspondent à leur modèle de famille nucléaire. Bien que le phénomène de *Frauenüberschuss* soit réel et présent dans toutes les régions, il semble absent de la sphère politique et des processus décisionnels composés en vaste majorité d'hommes. Pour ces derniers, la place des femmes dans la société d'après-guerre est à la maison et, si elles devaient travailler, alors ce serait dans un cadre de travail « féminin » comme la couture ou le ménage.

Alors que la fin du Troisième Reich et les expulsions des Allemand·e·s n'annoncent ni un réel commencement ni un *Stunde Null* pour les conditions de vie difficiles des femmes réfugiées, la fin de la guerre signale tout de même une rupture avec la conception *ante bellum* de la « famille ». Nous examinerons d'abord les mesures mises en place par les autorités provinciales, municipales

¹⁰ Alors que le taux de divorce national en 1938 est de 7,5 pour 10 000 habitant·e·s, il grimpe à 19 sur 10 000 habitant·e·s en 1948. *Statistisches Jahrbuch*, Berlin, 1961, p. 44.

¹¹ Erica Carter, *op. cit.*, p. 7.

¹² Moeller, *op. cit.*, p. 110.

et du district de Bamberg, puis la participation de la société caritative *Caritas* à la promotion du rôle traditionnel des femmes et du modèle familial chrétien. Les lois et mesures adoptées par le *Landtag* bavarois et les initiatives des *Ämter* de la ville de Bamberg et de l'Église catholique visant le rétablissement de l'institution de la famille seront au cœur de ce sous-chapitre.

3.1.1. *L'union et la réunion des familles : partie centrale de la restauration de la société bavaroise d'après-guerre*

Le *Land* de Bavière joue un rôle important dans l'aide aux familles réfugiées, car c'est l'une des principales responsabilités déléguées par le Gouvernement militaire américain. Or, si les membres du *Landtag* s'entendent à propos de l'effet dévastateur de la guerre sur les familles réfugiées et qu'il est de leur devoir de restaurer l'unité familiale, la définition de celle-ci, les moyens et l'intensité de l'aide pour arriver à sa restauration provoquent la division. L'Union chrétienne sociale (CSU), le parti politique au pouvoir en Bavière depuis 1946, réussit cependant à imposer sa vision à la société bavaroise. Branche provinciale de l'Union chrétienne démocratique d'Allemagne (CDU) aussi au pouvoir en Allemagne de l'Ouest à partir de 1949, le CSU cherche à « redomestiquer » la femme selon le modèle catholique de la maternité. Il favorise, par exemple, les lois sur les pensions pour permettre aux hommes de gagner assez d'argent pour faire vivre leurs familles sans avoir besoin d'un revenu supplémentaire. Quel type de « famille » a accès à l'aide sociale? La famille « normale » ou « idéale » consiste d'un homme travailleur, une femme à la maison et au moins deux enfants¹³. Cette perception de la famille oublie complètement la réalité du *Frauenüberschuss*, le « surplus de femmes » créé par la guerre. On voit le mariage comme la meilleure option pour résoudre les problèmes moraux d'après-guerre et mettre fin aux difficultés économiques des femmes et des enfants. Conséquemment, le CSU refuse que l'institution de la famille englobe les ménages qui ont à leur tête une femme. Cette définition, soutenue aussi par l'Église catholique, exclut non seulement les mères d'enfants illégitimes, mais aussi les veuves et les femmes divorcées¹⁴. On incite aussi, pour les ménages admissibles, une hausse des natalités en adoptant des mesures d'aide sociale généreuses pour les enfants¹⁵.

¹³ Moeller, *op cit.*, p. 112.

¹⁴ Heineman, *op cit.*, p. 127.

¹⁵ Konrad H. Jarausch et Michael Geyer, *Shattered Past: Reconstruction of German Histories*, Oxford, Princeton University Press, 2003, p. 258.

C'est dans ce contexte que nous examinerons quels sont les avantages les plus apparents des familles de réfugiées consentis par le gouvernement bavarois, le district et la ville de Bamberg, soit l'acquisition d'un logement privé et d'un permis de résidence.

L'obtention d'un logement est un enjeu de taille pour l'amélioration de la qualité de vie des réfugié·e·s. En fait, selon le député Scharf du CSU, « [la fin de l'encombrement excessif] est la condition préalable la plus importante, c'est une question de vie non seulement pour notre population native, mais aussi pour les expulsés eux-mêmes »¹⁶. En 1949, on estime que près d'un million d'habitations ont été détruites durant la guerre alors que la population bavaroise a augmenté de 33 % depuis 1939¹⁷. Plusieurs villes, comme Munich et Nuremberg, ne parviennent pas à héberger leurs habitant·e·s indigènes, sans compter les centaines de migrant·e·s qui déferlent des gares quotidiennement. D'autres villes comme Bamberg, épargnées des bombardements et donc prisées par les réfugié·e·s et les évacué·e·s, se remplissent et dépassent rapidement leur capacité d'absorption. Les camps de réfugié·e·s, improvisés, font alors leur apparition.

Si on veut réellement que les femmes expulsées intègrent le *Lebensraum* et soient mère au foyer, il faut qu'elles aient un foyer marital digne de ce nom, c'est-à-dire qu'il n'y ait que la famille directe qui y vive. Le Gouvernement militaire américain donne un coup de main aux autorités bavaroises dès 1945, en promulguant une loi pour répondre à la crise du logement. Il ordonne la « dénazification » des maisons et appartements afin de redistribuer les demeures plus spacieuses aux réfugié·e·s¹⁸. Le nombre d'habitations dénazifiées ne répond évidemment pas à la demande et, de toute évidence, une priorisation au sein des réfugié·e·s s'impose pour la répartition des logements.

La tâche du bureau de logement est donc loin d'être aisée. On ordonne le dénombrement de tous les bâtiments et des pièces disponibles dans la ville et le *Landkreis*. La responsabilité de mettre

¹⁶ « *Das ist die allerdingendste Hauptvoraussetzung, das ist eine Lebensfrage nicht nur für unsere Einheimischen, sondern auch für die Ausgewiesenen selbst.* » Cité dans Monika Glettler dir., *Landtagsreden zur bayerischen Vertriebenenpolitik 1946-1950*, Munich, Rieß-Druck und Verlag, 1993, p. 36.

¹⁷ C 18 + 70, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950.

¹⁸ Ces évictions et le manque de logement s'étirent sur plusieurs années et causent en 1948 la création de la communauté d'intérêts des victimes des mesures d'occupation de Bamberg (*Interessengemeinschaft der durch Besatzungsmaßnahmen Geschädigten Bamberg*). Au travers de plusieurs lettres envoyées au bureau du logement, au maire de la ville de Bamberg, au Gouvernement de la Haute-Franconie et même au ministère des Affaires intérieures de Bavière, le président de l'association Peter Reiser dénonce le sort des habitant·e·s natifs de Bamberg qui seraient délaissés par les autorités américaines et l'administration municipale « étrangère ». C 18 + 8, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 1948-1949.

un terme aux 69 camps de réfugié·e·s de la ville de Bamberg revient au bureau de logement (*Wohnungsamt*) et au commissaire des réfugié·e·s. Une organisation similaire est mise en place pour prendre en charge les villages dans le district de Bamberg. Les deux organismes travaillent de concert pour tenter de répartir équitablement les réfugié·e·s entre la ville et la campagne¹⁹. Dans la ville de Bamberg, la saisie et la répartition des meubles et autres biens des membres du parti nazi touchent 302 demeures avec 633 appartements pour les forces américaines d'occupations et 22 maisons avec 142 appartements pour les Personnes Déplacées (DP's) et les réfugié·e·s. Nonobstant ces saisies, les inspecteurs des bâtiments sous la supervision du commissaire aux réfugié·e·s décomptent tous les espaces habitables vacants, incluant baraques, locaux d'usine, locaux commerciaux, maisons, auberges, maisons de campagne, résidences d'été et cabanes de chasse. On les classe aussi selon les pièces chauffées et non chauffées, on ordonne le partage des cuisines et les salles qui ne sont occupées que par des meubles doivent être vidées. Les meubles sont ensuite loués aux nouveaux et nouvelles arrivant·e·s²⁰. Comme mentionné lors du premier chapitre, la tâche du commissaire de réfugié·e·s et des inspecteurs de bâtiments (*Wohnungsprüfer*) est colossale, voire presque impossible en raison des faibles moyens financiers et matériels, du manque de logements et de l'arrivée de milliers de migrant·e·s, ce qui justifie la favoritisation de certains groupes de réfugié·e·s.

Le document « Mesures de confiscation des logements et des chambres aux fins de l'hébergement des évacués et des réfugiés »²¹ du 4 décembre 1945, envoyé aux *Landräte*, *Oberbürgermeister* et commissaires de réfugié·e·s de la Haute et Moyenne-Franconie, dicte dès les premières lignes un traitement distinct lors de l'attribution de logement entre les familles et les célibataires. Les consignes du Ministère de l'Intérieur et du commissaire d'État pour les réfugié·e·s indiquent que les familles avec des enfants de moins de 14 ans doivent loger si possible dans des pièces chauffées. Pour se procurer ces rares pièces, on exige des réfugié·e·s célibataires et couples sans enfants qui occupent ces pièces de les libérer pour s'installer dans des aménagements sans chauffage. De plus, les célibataires sont tenus de se loger dans une pièce avec au moins deux autres personnes.

¹⁹ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 16 novembre 1945.

²⁰ C2 HR + 90.2, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 4 décembre 1945.

²¹ « Bestimmungen für die Beschlagnahme von Wohnungen und Zimmern zum Zwecke der Einquartierung für Evakuierte und Flüchtlinge », C2 HR + 90.2, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 4 décembre 1945.

Un autre exemple, daté du 27 novembre 1945, illustre bien les différents traitements reçus selon le statut matrimonial et, surtout, parental. Le président de district de Haute-Franconie (*Regierungspräsident*) informe le *Oberbürgermeister* de la ville de Bamberg Luitpold Weegman, le *Landrat* nommé Dr Grimm et le commissaire des réfugiés de la ville de Bamberg de l'arrivée en décembre de plusieurs trains transportant chacun de 800 à 1000 expulsé·e·s. Chaque famille a droit à une pièce et on regroupe les célibataires ensemble, peu importe l'âge ou le genre. Les familles, incluant les couples, ont droit aux logements chauffés, mais si ces habitations s'avèrent insuffisantes, on privilégie alors les familles avec enfants. De plus, le commissaire des réfugié·e·s distribue exclusivement aux familles des coussins, couettes de lit et couvertures qui sont préalablement recueillies, avec l'aide de la police, chez des Allemand·e·s natifs²².

Ce n'est pas seulement lors de l'arrivée des trains d'expulsé·e·s qu'une priorisation des logements en faveur des familles est appliquée. Au début des années 1950, les autorités de la ville et du district de Bamberg tentent de vider les camps de réfugié·e·s de l'école Martin, du collège professionnel Herzog-Maxstraße et des brasseries Keesmann et Greifenklau. L'*Oberbürgermeister* Luitpold Weegman transmet des consignes au bureau des réfugié·e·s (*Flüchtlingsamt*) et au bureau du logement du district. Dans une section du document portant sur les célibataires (*Einzelpersonen*), Weegman explique qu'« il sera généralement admis que les nouveaux appartements (...) doivent être remis aux familles avec enfants. Les nouvelles unités de logement ne peuvent pas être attribuées à des personnes seules pour des raisons de gestion équitable du logement »²³. En effet, alors que plusieurs projets immobiliers voient le jour pour remédier au manque chronique de logements, les familles qui habitent toujours dans les camps ont la chance de se faire attribuer un appartement avant les célibataires.

Le sort des familles monoparentales, pour la plupart menées par des mères, est quant à lui présent dans le document « Allègement ou dissolution des camps de réfugiés et occupation de nouveaux appartements »²⁴ qui porte sur les dissolutions de camps. Le conseil municipal (*Stadtrat*) exige au bureau du logement de la ville de Bamberg que les appartements construits pour les

²² K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 27 novembre 1945.

²³ « Es wird allgemein anerkannt werden, dass die Neubauwohnungen (...) an Familien mit Kindern vergeben werden müssen. An Einzelpersonen können Neubau-Wohneinheiten nicht zugeteilt werden aus Gründen einer gerechten Wohnraumbewirtschaftung. » C 18 + 19, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 6 juin 1950.

²⁴ « Auflockerung beziehungsweise Auflösung von Flüchtlingslagern und Belegung von Neubauwohnungen », C 18 + 19, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg 22 juin 1950.

réfugié·e·s soient d'abord attribués aux familles. Or, il n'est pas seulement question des parents qui ont des enfants, mais aussi des couples mariés, puisque le maire mentionne spécifiquement que la distribution des nouveaux appartements soit faite en fonction du statut marital des individus. Ainsi, les bureaux du logement de la ville et du district de Bamberg, de même que le gouvernement intérieur de Bavière travaillent de concert pour sortir les familles qui correspondent au modèle nucléaire des camps et leur allouer un foyer, au détriment des familles monoparentales.

Dans un rapport sur la situation de l'association *Caritas* dans le diocèse de Bamberg, publié en mai 1947 et transmis aux bureaux de la ville de Bamberg, le directeur de l'association Phillip Kröner écrit :

Le *Caritas* doit être particulièrement soucieux d'aider la famille détruite par la guerre et les événements de l'après-guerre à retrouver des bases saines. Dans la mesure du possible, l'Église contribuera à réunir les familles déchirées et à donner aux jeunes la possibilité de fonder une famille. Dans la poursuite de cette tâche, les choses se heurtent souvent à des difficultés dans le *Lebensraum* allemand. La première chose atteinte, [le foyer], est précisément la chose à laquelle la vie familiale est fondamentalement liée en toutes circonstances. Il a déjà été question des soucis causés par la pénurie de vêtements, en particulier pour les enfants. En outre, les couvertures, les lits et la literie, les articles ménagers et les meubles sont des articles précieux qui semblent presque inaccessibles à la majorité des réfugiés. (...) Les femmes dont les maris sont toujours portés disparus sont dans le dénuement, ne comptant que sur l'aide du *Caritas*. (...) Les mères de famille dépendantes de l'aide sociale de l'État ou de la municipalité n'ont pas assez d'argent pour acheter de maigres rations alimentaires ou un peu de matériel de chauffage²⁵.

Cet extrait regroupe deux besoins que tentent de combler les autorités bavaroises et le *Caritas* de l'archidiocèse de Bamberg pour les familles traditionnelles. En effet, en plus de la création de foyers privés, la réunion des familles de réfugiés est directement reliée à l'attribution de permis de résidence. Pour s'en faire attribuer un et immigrer dans le *Land* et la ville désirés en Allemagne, il

²⁵« Es muss der Caritas besonders angelegen sein, der durch den Krieg und die Nachkriegsereignisse zerstörten Familie wieder zu gesundem Lebensboden zu verhelfen. Was nur irgend getan werden kann, geschieht auch mit Unterstützung der Kirche, um zerrissene Familien wieder zusammenzuführen und jungen Menschen die Möglichkeit zur Familiengründung zu geben. Hart stoßen sich häufig bei der Verfolgung dieser Aufgabe die Dinge im deutschen Lebensraum. Am ersten mangelt es gerade an dem, woran das Familienleben elementar unter allen Umständen gebunden ist. Von der Bekleidungsorge, insbesondere für die Kinder, war schon die Rede. Daneben sind Decken, Betten und Bettzeug, Hausrat, und Möbel Kostbarkeiten, die für einen Großteil der Flüchtlinge so gut wie unerreichbar scheinen. (...) Frauen, deren Männer noch vermisst sind, stehen mittellos da, nur auf die Hilfe der Caritas bauend. (...) Familienmütter, die auf die staatliche oder kommunale Wohlfahrtsunterstützung angewiesen sind, nicht genügend Geld besaßen, um die kümmerliche Lebensmittelration zu kaufen oder das knapp genug bemessene Heizmaterial zu erwerben. » Schlüsselau Nr. 37., Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

faut donc constituer une famille « normale ». Sinon, on risque de se faire envoyer où le Gouvernement militaire américain juge qu'il y a plus d'espace habitable, souvent en campagne où les opportunités d'emplois sont rares.

Les permis d'immigration et de résidence sont donc un enjeu, surtout en considérant les tentatives des différents *Länder* de restreindre l'immigration de réfugié·e·s allemands dans leur territoire. C'est particulièrement le cas de la Bavière qui, après le Schleswig-Holstein, est la deuxième province ayant accueilli proportionnellement le plus de réfugié·e·s²⁶. De ce fait, dès que les trains de réfugié·e·s parviennent à la gare de Bamberg, le bureau du travail de la ville (*Arbeitsamt*) et le commissaire des réfugié·e·s du district les enregistrent en fonction des travailleurs potentiels et des autres, catégorisés comme « charges »²⁷.

On fait état de cette situation dans le journal confidentiel du Gouvernement militaire du *Landkreis* d'Ansbach distribué en janvier 1946 aux maires des villes de la région d'Haute-Franconie²⁸. Cette édition traite explicitement de la question des réfugié·e·s. Parmi les sujets traités, l'un retient notre attention, car il concerne spécifiquement le traitement différencié entre les célibataires, hommes et les femmes et les permis d'immigration. On met en effet en garde les maires d'un cas problématique de demande de logement chez les réfugié·e·s célibataires. Ceux-ci obtiennent un logement pour eux-mêmes, mais font ensuite venir le reste de leur famille de Tchécoslovaquie, ce qui occasionne des problèmes de surpeuplement, d'hygiène et aggrave les pénuries dans les villes. En cas de soupçon, l'individu doit alors immédiatement être informé de l'interdiction et signalé au bureau du logement. On justifie ce règlement par le besoin d'avoir une répartition équilibrée des réfugié·e·s sur le territoire, notamment entre les villes et les campagnes. Cet objectif ne peut être atteint que si la distribution des réfugié·e·s reste entre les mains des districts et des villes et non des individus. Le seul moyen légal de faire venir sa famille est de postuler pour l'obtention d'un permis d'immigration à leurs noms. Dans le cas des minorités ethniques allemandes, la priorité est donnée aux réunifications de famille directe : conjoints, enfants et parents. Comme mentionné lors du deuxième chapitre sur les travailleurs, les hommes obtiennent plus facilement un permis de résidence dans une ville en raison de leur employabilité. Dès lors que le pourvoyeur de la famille reçoit le permis de résidence et qu'il a une adresse, il peut

²⁶ Franz J. Bauer, *Flüchtlinge und Flüchtlingspolitik in Bayern, 1945-1950*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1982, p. 201.

²⁷ C2 HR + 90.3, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 27 janvier 1948.

²⁸ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 5 janvier 1946.

ensuite faire venir sa famille restée à l'Est²⁹. Toutefois, cette situation est problématique lorsque le célibataire en question est une femme. Puisqu'on les considère comme des « charges » et trop dépendantes pour subvenir aux besoins de leurs proches, les réunions de famille sont pour elles donc plus ardues.

Le 31 janvier 1947, le député bavarois Alfred Noske prend la parole au *Landtag* de Bavière. Expulsé de Silésie et membre du parti populiste *Wirtschaftliche Aufbau-Vereinigung* (WAV) soutenu par les associations de réfugié·e·s, Noske dévoue une partie de son discours à l'enjeu de la réunion des familles qu'il perçoit comme essentiel au bien-être à long terme des réfugié·e·s. Il déplore le « mur de bureaucratie insurmontable » qui retarde l'immigration des familles en Bavière³⁰.

Le gouvernement et les forces d'occupation américaine écoutent les recommandations de Noske et le traitement des demandes de réunions de familles est effectivement facilité par un amendement à la loi N° 161 du Gouvernement militaire et l'Acte N°59, « Acte des réfugié·e·s », pour les familles complètes le 19 février 1947³¹. Par ailleurs, plusieurs organisations internationales et régionales créent des structures pour répondre à ce besoin dont le Service de Recherche de la ville de Bamberg (*Suchdienst Bamberg*), de l'Association Secours évangélique (*Gemeinschaftlich mit Evangelischen Hilfswerk*) et celui de la Croix-Rouge³². Pour le reste, le fondement normatif de la politique reste le même : on favorise en premier lieu l'immigration de familles dont le pourvoyeur est déjà employé et logé en Bavière.

En somme, la redirection des femmes vers leur rôle traditionnel chrétien est une partie centrale de la gestion des réfugié·e·s par le gouvernement bavarois, la mairie de la ville et du *Landkreis* de Bamberg. Comme si, en privilégiant les femmes mariées et surtout celles qui ont des enfants, le gouvernement espérait redresser l'ordre moral dans la société allemande décadente. Les mesures visent donc à restaurer le *Lebensraum* allemand en tentant de réunir les familles d'expulsé·e·s séparées par la guerre, leur procurer des logements privés et éviter que les réfugiées

²⁹ C 18 + 7, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 12 janvier 1948.

³⁰ Glettler dir., *op. cit.*, p. 36.

³¹ *Ibid.*

³² Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

mariées aient à travailler afin qu'elles puissent dédier tout leur temps à l'entretien du foyer et à l'éducation des enfants.

3.1.2. *La plaidoirie de la famille par l'archidiocèse de Bamberg et le Caritas*

Du côté de l'Église catholique, alliée au CSU, les femmes réfugiées hors normes représentent aussi un problème pour la résolution de la crise de l'institution de la famille, du rétablissement de la moralité et la « normalisation » de la société allemande³³. On ne les considère pas comme aptes à subvenir aux besoins de leurs ménages sans la présence d'une autorité masculine. Ainsi, on présente une image négative des femmes seules et on renforce celle des familles complètes de réfugié·e·s.

Peu avant les premières élections depuis la chute du Troisième Reich, l'archevêque de Bamberg, Joseph Otto Kolb, écrit un sermon à lire dans toutes les paroisses de l'archidiocèse. Il insiste sur la « lourde responsabilité de conscience » du droit de vote et demande à ce que les catholiques votent pour l'élection de personnes qui priorisent la sanctification des fêtes, du mariage et de la famille afin de réguler les relations sociales conformément aux principes chrétiens³⁴. Cette intervention va apparemment de concert avec le désir de la population générale puisque le CSU qui prône précisément ces valeurs traditionnelles est élu au parlement de Bavière à l'issue du scrutin du 1^{er} décembre 1946. Malgré les sermons de l'Église cependant, il est important de souligner que l'organisation *Caritas* de l'archidiocèse semble être plus flexible par rapport aux familles incomplètes. De nombreuses lettres et rapports entre paroisses du diocèse de Bamberg mentionnent des familles qui sont composées simplement d'une mère et de ses enfants et qui reçoivent néanmoins de l'aide³⁵.

En 1947, l'association *Caritas* du diocèse de Bamberg publie un rapport de 27 pages intitulé « la situation sociocaritative dans l'archidiocèse de Bamberg ». Le président de l'association Heinrich Rauch et le directeur Philipp Kröner y mentionnent la situation des femmes réfugiées avec plusieurs exemples rapportés par les prêtres des paroisses. Ces cas soulignent les conditions

³³ Dickinson, *op. cit.*, p. 249.

³⁴ Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 15 novembre 1946.

³⁵ Par exemple, dans des lettres échangées entre le prélat Dr Georg Banash et un prêtre de la paroisse de Coburg. 60 Coburg St. Augustin-40, 15 novembre 1947 et 17 janvier 1948.

difficiles dans lesquelles vivent les familles de réfugiées et particulièrement celles avec à leur tête une femme:

On ne parle que de la misère des réfugiés et des expulsés de façon marginale et dans le cadre d'urgences générales. Avec presque trois fois plus de femmes et d'enfants que d'hommes, ils portent le fardeau le plus amer de la guerre devant les yeux du monde (...).

[À Bamberg], une mère avec ses 7 enfants vivait dans une pièce unique de 16 mètres carrés dans laquelle cette réfugiée devait encore préparer sa nourriture. Les gens avaient tous perdu plus de poids... Avec les vêtements usés et pauvres, avec les chaussures arrachées, ils n'auront plus la résistance qu'ils avaient il y a un an. Le désespoir, le lourd fardeau psychologique que représente le fait de s'inquiéter de parents portés disparus ou encore du pourvoyeur de famille masculin, ainsi que l'alimentation inadéquate consomment les restes de la force restante³⁶.

La situation des mères réfugiées célibataires, veuves et spécialement des mères d'enfants illégitimes est grave. Elles ont souvent voyagé seules avec leurs enfants, leur mari étant prisonnier de guerre, déporté dans des camps de travail, mort ou forcé de rester pour travailler à la reconstruction du pays. Selon les auteurs Heinrich Rauch et le directeur Philipp Kröner, l'absence du mari, pourvoyeur traditionnel de la famille, et la disparition de la famille proche de la mère, expliquent la misère de la famille de réfugié·e·s. Les réfugiées monoparentales sont alors dépeintes comme des « femmes sans défense et vulnérables »³⁷, des victimes dépendantes de l'aide sociale et impuissantes face à leur situation. Ce portrait se retrouve souvent dans les documents traitant l'intégration des nouveaux arrivants et dans les sermons des prêtres³⁸.

³⁶ « Nur am Rande und in Verbindung mit allgemeinen Notständen ist bisher von dem besonderen Elend der Flüchtlinge und Ausgewiesenen die Rede gewesen. Fast dreimal soviel Frauen und Kinder als Männer, tragen sie vor den Augen der Welt die bitterste Opferlast des Krieges (...).

Eine Mutter mit ihren 7 Kindern bewohnte einen einzigen Raum von 16 qm, in dem diese Flüchtlingsfrau noch ihr Essen zubereiten musste. Die Menschen habe alle weiter an Gewicht verloren... Sie werden mit der abgetragenen und dürrtigen Kleidung, mit dem abgerissenen Schuhzeug nicht mehr die Widerstandskraft haben, die sie noch vor einem Jahr besaßen. Die Hoffnungslosigkeit, die große seelische Belastung durch die Sorge um die noch vermissten Verwandten oder sogar den männliche Ernährer, sowie die ungenügende Ernährung verzehren die Reste der noch vorhandenen Kräfte. » Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

³⁷ « Schutzlose unselbständige Frauen », Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

³⁸ Plusieurs lettres envoyées par les hauts dirigeants de l'Église catholique de Bavière et d'Allemagne exhortent les prêtres de s'intéresser au sort des réfugié·e·s et de promouvoir leur intégration dans la communauté paroissiale afin d'encourager la reconstruction des familles détruites par la guerre. Par exemple, dans une lettre envoyée à l'archevêché de Bamberg peu avant Noël 1946, Mgr. Albert Büttner du *Kirchliche Hilfsstelle* (Centre d'aide de l'Église) envoie des suggestions d'articles sur les réfugié·e·s qui pourraient inspirer les prêtres lors de leur sermon le 8 décembre, lors du « Tag des Flüchtlings » (journée des réfugié·e·s). Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, décembre 1946.

Les mères célibataires catholiques ont surtout droit à l'aide du *Caritas*, mais aussi à celle des villes, des districts et du *Land*. Par exemple, le ministère de l'Alimentation (*Ernährungsministerium*) accorde aux femmes enceintes et celles qui allaitent des rations plus généreuses dans les cafétérias des camps de réfugié·e·s³⁹. Quant à l'archevêque du diocèse de Bamberg, Joseph Otto Kolb, il demande aux Bavarois catholiques de remplir leur devoir chrétien et il organise très fréquemment des collectes de denrées et d'argent dans ses paroisses. Le résultat de ces collectes est ensuite distribué aux réfugié·e·s catholiques, avec comme priorité les enfants et leurs mères⁴⁰, et ce, sans distinction apparente quant au statut matrimonial de la mère.

Si la nourriture et les vêtements sont aussi une priorité pendant une certaine période, la crise du logement perdure beaucoup plus longtemps que ne l'estimaient les autorités. Pour l'Église catholique, les camps ont des effets catastrophiques sur ces habitants, comme la radicalisation politique ou la délinquance⁴¹. Par ailleurs, les camps de réfugié·e·s affectent aussi l'éthique morale de sa population. Selon l'association de Caritas Bamberg,

Aujourd'hui encore, rares sont ceux qui préfèrent le camp en tant qu'environnement d'activités douteuses pour le marché noir ou d'autres mauvaises habitudes. Dans l'écrasante majorité, ceux qui sont contraints de séjourner dans le camp sont des familles avec beaucoup d'enfants, des femmes dépendantes sans défense, qui sont contraintes de rentrer dans un pays surpeuplé par des sans-abri rapatriés de guerre (...) Tous les réfugiés des camps sont plus que quiconque soumis à l'usure intérieure des insuffisances du milieu, à l'impersonnalité du collectif, à l'atmosphère hostile à toute personnalité et à toute formation familiale⁴².

Tout comme le *Land* de Bavière et la ville de Bamberg, l'archevêque de Bamberg tente d'aider les familles à sortir des camps et à se former un foyer, entre autres en distribuant des meubles et en contribuant financièrement aux projets de construction. Bien que les dirigeants du *Caritas* ne soient pas complètement indifférents à la dure situation dans laquelle se retrouvent certaines mères réfugiées bien malgré elles, en accordant de l'aide alimentaire par exemple, nous

³⁹ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 2 août 1946.

⁴⁰ Markt Bibart, Nr. 149, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 4 octobre 1946.

⁴¹ Ian Connor, « The Bavarian Government and the Refugee Problem 1945-50 », *European History Quarterly*, 16, 1986, p. 136.

⁴² « Auch heute noch sind es wenige, die das Lager als Milieu zweifelhafter Umtriebe für Schwarzhandel oder andere Unsitten bevorzugen. In der überwiegenden Mehrzahl bleiben zum Lageraufenthalt Kinderreiche Familien, schutzlose unselbständige Frauen, die in das überfüllte Land zuletzt einstrebbenden heimatlosen Kriegsheimkehrer benötigt. Alle Lagerflüchtlinge unterliegen mehr als allen anderen dem inneren Aufreiben an den Unzulänglichkeiten des Milieus, and der Unpersönlichkeit des Kollektivs, an der jeder Persönlichkeit und Familienbildung geradezu feindlichen Atmosphäre. » Schlüsselauf Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

pouvons conclure que les autorités catholiques présentent les femmes seules comme des victimes sans défense dans le but d'inciter les femmes à éviter ce modèle tout en mettant des mesures et tenir des discours incitatifs pour persuader les réfugiées de rentrer à la maison. L'institution de la famille demeure, pour l'Église catholique, le fondement sur lequel pourra se rebâtir la société allemande.

3.2. *Alleinstehende Flüchtlingsfrauen* : entre autonomie, contrainte et coercition

En 1945 et 1946, les conditions extrêmement atypiques dans lesquelles vivent les Allemand·e·s et surtout les réfugié·e·s effacent et assouplissent certaines normes et restrictions sociales. Par exemple, en raison des viols de masses et des pénuries, il y a un amoindrissement des règles limitant l'accès à l'avortement et les mères non mariées sont davantage tolérées. Le taux d'enfants illégitimes grimpe au niveau national à 16,4 % en 1946, alors qu'en 1941 il était à 7,1 %⁴³. On peut constater le même phénomène avec la hausse du taux de divorce et la fraternisation avec des soldats occupants. Dans ces circonstances, les femmes gagnent en autonomie. La difficulté appréhendée par les mères à nourrir, vêtir et loger leurs enfants suffit à beaucoup de femmes réfugiées pour opter pour l'avortement⁴⁴. Toutefois, malgré la place démographiquement prééminente des femmes dans l'après-guerre et leur participation à la reconstruction, elles ne parviennent pas à garder ou transformer leur nouvelle indépendance en droits acquis⁴⁵. Au contraire, selon les représentants de l'Église en Bavière et certains députés *Landtag*, la dislocation sociale et l'effondrement moral ne doivent surtout pas être encouragés⁴⁶. Plus la situation économique et sociale s'améliore en Allemagne de l'Ouest à la fin des années 1940, plus les femmes indépendantes sont jugées négativement. Il est souvent question du déséquilibre démographique qui résulte à la présence d'un grand nombre d'*alleinstehende Frauen*, c'est-à-dire de « femmes seules ». Cette expression prend une connotation péjorative car, alors que les prisonniers de guerre reviennent au pays et que les programmes de réunion des familles portent fruit, le phénomène des « femmes seules » persiste. Au demeurant, la très grande majorité de ces

⁴³ *Statistische Jahrbuch der Bundesrepublik Deutschland*, Stuttgart, Kohlhammer, 1957, p. 52.

⁴⁴ Moeller, *op cit.*, p. 32.

⁴⁵ Heineman, *loc. cit.*, 1996, p. 388.

⁴⁶ Dickinson, *op. cit.*, p. 250.

femmes ne vivent souvent pas seules; certes, elles n'ont pas de maris, mais elles habitent avec des enfants et leur famille proche, et elles peuvent entretenir des fréquentations hors mariage⁴⁷.

Dans l'un de ses rapports les plus complets sur la situation des réfugié·e·s en Bavière, le secrétaire d'État des réfugié·e·s Wolfgang Jaenicke plaint les conditions de vie difficiles des camps dans lesquelles vivent les expulsé·e·s depuis trop d'années et insiste qu'« outre cette mise en danger physique, le manque d'espace entraîne un grave danger moral, en particulier pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. On pourrait en citer de nombreux exemples choquants »⁴⁸. La perception qu'il y a un effondrement moral général dans la société allemande est aussi partagée par la presse et une partie de la population, comme le démontre l'étude de magazines féminins réalisée par l'historienne Elizabeth Heineman. Les discussions qui abordent le taux élevé de divorce et le comportement des femmes célibataires se radicalisent et font paraître les célibataires de sexe féminin comme dangereuses⁴⁹. Ainsi, en plus de ne pas avoir accès à de l'aide financière et matérielle parce qu'elles n'ont pas de mari et d'enfants, les femmes réfugiées célibataires sont déconsidérées par une partie de la population locale et les autorités chargées de leur venir en aide. Le statut de la femme allemande est réduit par l'État et l'Église à son rôle de mère au foyer et cela, même pour les femmes réfugiées qui ne bénéficient aucunement, du moins à court terme, du changement de monnaie de 1948, lequel réduit le peu d'économie qu'elles ont pu accumuler depuis leur arrivée en Bavière. Si d'un côté, une aide financière est disponible pour les enfants, au début des années 1950 la presse plaint de plus en plus les enfants issus de mères monoparentales qui n'ont pas de figure autoritaire paternelle et tendent inévitablement, selon eux, vers la délinquance. On accuse les mères qui travaillent ou qui refusent de se remarier de favoriser la croissance de la délinquance juvénile. Les effets de la guerre et du régime nazi ne sont généralement pas pris en considération⁵⁰.

⁴⁷ Voir l'étude d'histoire orale de Sibylle Meyer et Eva Schulze, *Wie wir das alles geschafft haben: Alleinstehende Frauen berichten über ihr Leben nach 1945*, Munich, Büchergilde Gutenberg, Büchergilde Gutenberg, 238 p. À l'aide de témoignages de femmes sur la période entre 1945 et 1970, Meyer et Schulze dressent un portrait du contexte dans lequel vivaient ces Allemandes célibataires.

⁴⁸ « Neben diese körperliche Gefährdung tritt durch die Raumnot ein schwere moralische, besonders für die männliche und weibliche Jugend. Wir könnten zahlreiche erschütternde Beispiele hierfür anführen. », C 18 + 70, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950.

⁴⁹ Heineman, *op. cit.*, 1999, p. 125.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 132.

Cette deuxième partie est complémentaire et essentielle à la compréhension de la première. Dans les prochaines pages, nous tenterons de déterminer pourquoi la société allemande considère que les femmes réfugiées bouleversent les normes sociales de leur nouveau pays. Le modèle de la famille nucléaire leur étant hors de portée, elles vivent dans la précarité et elles peinent à trouver de quoi se nourrir et un logement digne de ce nom. Nous nous pencherons donc sur les conséquences du manque de soutien législatif et caritatif, ainsi que sur les causes de cet « écart » de conduite de la part des réfugiées. Dans ce contexte, on retrouve à la fois des femmes célibataires, travailleuses et des « mères-familles ». À noter qu'une femme réfugiée célibataire peut et risque fort probablement de devoir travailler, comme il n'est pas exclu qu'elles puissent avoir des enfants. Fortes par leur nombre, ces femmes hors normes, par choix ou non, redéfinissent les relations de genres et poussent pour des changements dans la conception de la « famille »⁵¹.

S'il y a deux catégories de femmes réfugiées qui sont absentes des mesures prises par les autorités bavaroises, municipales et ecclésiastiques, ce sont bien les célibataires et les travailleuses. Les politiques expriment des craintes en l'occurrence infondées d'une chute du taux de natalité allemand. Les jeunes femmes vivant seules, par choix ou non, sont perçues comme la principale cause du déclin de la population. En fait, la place des hommes dans l'État-providence est basée sur leur contribution en tant que travailleurs à l'économie de marché tandis que la place de la femme dans ce système s'insère sur leur relation avec les autres, comme femme ou mère et en tant que travailleuse non rémunérée à la maison⁵². En d'autres mots, dans l'après-guerre, les droits des femmes et leurs responsabilités sont donc limités à leur rôle dans la famille et celles qui sortent de ce cadre sont perçues comme un péril pour la reconstruction de la société. Néanmoins, j'apporterai une nuance quant à l'aide aux mères réfugiées célibataires qu'on représente surtout comme des victimes impuissantes et à qui une aide, bien que moins généreuse que celles des mères mariées, est accordée.

⁵¹ Dans les huit premiers mois de l'année 1946, 333 175 femmes expulsées s'installent en Bavière comparativement à 183 074 hommes et 179 333 enfants. Numériquement, les femmes dominent largement la population de réfugiés et cette tendance se maintient tout au long des expulsions. De plus, en Allemagne, en 1949, 16% des enfants allemands ont soit perdu leur père ou il est toujours en captivité et le tiers des ménages a à sa tête une femme monoparentale et célibataire. Voir « Flüchtlingsproblem in Bayern », Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, K5 19014, mars 1947 et Dickinson, *op. cit.*, p. 250.

⁵² Moeller, *op. cit.*, p. 5.

Outre le fait de menacer l'institution de la famille en général, les femmes réfugiées indépendantes auraient comme effet de dévaloriser les Allemandes qui respectent les normes de genre. La quasi-absence des femmes célibataires des mesures d'aide sociale peut s'expliquer par le danger qu'elles représentent à la fin des années 1940 et au début des années 1950 pour la réhabilitation du rôle des femmes dans la société. En somme, même si le modèle nucléaire leur est hors de portée, la pression sociale pour la restauration de l'institution de la famille selon les normes traditionnelles est énorme pour les femmes réfugiées.

Quoiqu'à la fin des années 1940 le taux de travail de la population soit plus bas que celui d'avant-guerre, les femmes réfugiées sont nombreuses sur le marché du travail, beaucoup plus que les Allemandes indigènes⁵³. Dans l'après-guerre, célibataires, veuves, mariées à un mari prisonnier de guerre ou même parfois en présence de leur mari, les femmes réfugiées deviennent les principales pourvoyeuses de la famille. En effet, les hommes réfugiés prisonniers de guerre sont souvent en position d'incapacité à la fin des années 1940, car en plus de revenir fréquemment blessé physiquement et mentalement, ils arrivent dans un nouveau pays dominé économiquement par le marché noir, un système inconnu dont ils ne connaissent pas, à cause de leur absence, les rouages. Puisqu'ils sont au front durant la guerre, les hommes ne sont pas habitués aux conditions de vie difficiles qui font partie du quotidien des femmes depuis des années: logements insalubres et surpeuplés, nourritures et vêtements difficiles à obtenir, en plus de leurs enfants qu'ils ne connaissent presque pas⁵⁴. Or, comme nous venons de le voir dans la partie précédente, les actions et discours au *Landtag* et dans la ville de Bamberg, ne reflètent pas cette réalité. Au contraire, une distinction de genre est appliquée au détriment des femmes réfugiées parce qu'on ne les considère pas aptes à participer à la reconstruction des villes et l'on juge que, selon les normes traditionnelles chrétiennes, leur place est à la maison.

En plus de la rémunération très basse, plusieurs autres facteurs freinent l'emploi des femmes allemandes, en commençant par les conditions de travail physique pénibles dans des usines non chauffées. Qui plus est, les horaires de labeur les empêchent de faire la queue devant les magasins pour les produits de première nécessité. Ainsi, les Allemandes tendent à privilégier d'autres moyens pour gagner leur vie, comme le troc, qui s'avère être une alternative beaucoup plus

⁵³ Moeller, *op. cit.*, p. 25.

⁵⁴ Heineman, *op. cit.*, 1999, p. 122.

rentable, en raison de la valeur peu élevée du Reichsmark, du moins jusqu'à la réforme monétaire de 1948⁵⁵. Ce luxe n'est pas possible pour les femmes réfugié·e·s, car, ne possédant rien ou presque, il leur est de ce fait impossible d'échanger quoi que ce soit sur le marché noir. Le travail salarié représente le seul moyen de subsistance et cela, même si les salaires demeurent moindres en raison de l'inflation et du genre des travailleuses. Or, les femmes réfugiées ne sont pas distribuées au travers de la Bavière selon leurs besoins économiques. On les envoie plutôt massivement dans les campagnes où les possibilités d'emplois sont encore plus limitées.

Même si le phénomène gagne surtout en importance dans les années suivantes, dès le 25 juillet 1945, l'*Oberbürgermeister* de la ville de Nuremberg, Dr Marx, envoie une lettre au *Landrat* de Bamberg et au *Regierungspräsident* de la ville d'Ansbach dans laquelle il relate le sort souvent réservé aux trains d'expulsé·e·s : le refus des villes de les accueillir en raison du genre et de l'âge des passagers prolonge le voyage de ces malheureux et malheureuses de plusieurs jours, voir des semaines. Parti de Pilsen le 17 juillet 1945, sous la supervision de l'armée américaine, un train transportant environ 1000 réfugié·e·s passe d'abord par Nuremberg où les passagers reçoivent un repas, puis se dirige vers Bamberg, qui refuse alors leur débarquement et l'envoie plutôt en direction de Bayreuth. Puis, le train est mis en route vers la petite ville de Marktreutitz le 20 juillet 1945. Finalement, alors que la ville de Marktreutitz est sur le point de refuser le débarquement des réfugié·e·s une fois de plus, des centaines décident de fuir dans la campagne pour éviter d'être renvoyés en Tchécoslovaquie ou en Pologne. Un officier provenant de la ville frontalière de Hof annonce alors aux responsables de la ville de Marktreutitz que Nuremberg a besoin de 200 à 300 travailleurs. Le train est alors dirigé à nouveau vers Nuremberg avec les réfugié·e·s restants. L'explication quant au renvoi systématique du train devient alors plus claire. Dr Marx explique :

La raison pour laquelle le chef du bureau d'aide aux réfugiés de Hof prétend que les travailleurs de la construction venant de l'extérieur pouvaient être employés et logés dans les campements de travailleurs de la ville [de Nuremberg] n'est absolument pas expliquée. (...) Même si une telle déclaration avait été faite, les réfugiés du train auraient été les moins aptes à être employés comme ouvriers du bâtiment à Nuremberg. Des 229 personnes déplacées, outre 80 enfants, il y avait un grand nombre de personnes âgées et de femmes qui n'étaient pas aptes au travail et n'avaient pas l'intention d'accepter un travail à Nuremberg. (...)

⁵⁵ R.M. Douglas, *Les expulsés*, Paris, Flammarion, 2012, p. 353.

Nos rapports répétés montrent à quel point Nuremberg est surchargée en raison de l'ordre du Gouvernement militaire d'accepter ici des réfugiés et des personnes déplacées. Les camps sont surpeuplés. (...) Je demande à la ville et aux districts de la ville et du comté d'ordonner que les transports de réfugiés vers Nuremberg ne soient plus acheminés et que seuls les travailleurs qui ont un emploi et un logement garanti soient envoyés à Nuremberg⁵⁶.

De toute évidence, on ne considère pas les femmes réfugiées comme des travailleuses potentielles au même titre que les hommes réfugiés et elles ne seraient pas aptes à faire autre chose que déblayer les décombres ou des emplois non essentiels⁵⁷. En fait, selon les plaintes de leurs homologues du Württemberg et de Grande-Hesse, grâce à leur position géographique, les autorités du *Land* de Bavière appliquent une politique d'admission des réfugié·e·s sélective. L'administration bavaroise ne laisserait les trains se vider que s'ils transportent une majorité de jeunes hommes. S'ils contiennent principalement des femmes et des enfants, on les enverrait plus à l'ouest vers les autres *Länder* sous la supervision du Gouvernement militaire américain⁵⁸. Comme l'explique le Dr Grimm, le *Landrat* du *Landkreis* de Bamberg, l'accueil supplémentaire des réfugié·e·s n'est perçu comme utile que lorsqu'ils peuvent être employés à des fins professionnelles⁵⁹.

Par conséquent, il n'est pas surprenant de noter que dans les débats du *Landtag* bavarois, les femmes réfugiées sont toujours mises dans la même catégorie que les enfants, les malades et les vieillards. C'est le cas dans plusieurs discours sur le problème des réfugié·e·s au *Landtag* dans le cadre du débat sur la déclaration gouvernementale (*Regierungserklärung*). Le Ministre-président, Dr Ehard, de l'Union chrétienne sociale (CSU), déclare dans un discours qu'« environ seulement 40% des réfugié·e·s peuvent être intégrés dans le processus de travail. Les autres sont incapables

⁵⁶« *Wieso der Leiter des Amtes für Flüchtlingsbetreuung in Hof dazu kommt zu behaupten, dass auswärtige Bauarbeiter, die zum Wiederaufbau der Stadt eingesetzt werden könnten, in Arbeitersiedlungen untergebracht würden, ist völlig ungeklärt. (...) Selbst aber, wenn eine solche Erklärung abgegeben worden wäre, wären die Teilnehmer des Flüchtlingszuges am wenigsten geeignet gewesen, als Bauarbeiter in Nürnberg eingesetzt zu werden. Unter den 229 Vertriebene befanden sich außer 80 Kindern eine große Anzahl von alten Leuten und Frauen, die weder einsatzfähig sind noch die Absicht hatten, irgendeine Arbeit in Nürnberg anzunehmen. (...) Aus unseren wiederholten Berichten ist bekannt, wie außerordentlich belastet Nürnberg ist durch die Anweisung der Militärregierung, Flüchtlinge und Vertriebene hier aufzunehmen. Die Lager sind überfüllt. (...) Ich ersuche, die Stadt- und Landkreise anzuweisen, Flüchtlingstransporte nach Nürnberg nicht mehr zuzuleiten und Arbeitskräfte nach Nürnberg nur dann in Bewegung zu setzen, wenn deren Unterbringung in Arbeitsstellen und in Wohnungen hinreichend garantiert ist.* » Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, K5 19014, 25 juillet 1945.

⁵⁷ Heineman, *loc. cit.*, 1996, p. 374.

⁵⁸ Douglas, *op. cit.*, p. 344.

⁵⁹ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 26 avril 1947.

de travailler, à savoir les hommes malades, les femmes, les enfants et les personnes âgées »⁶⁰. C'est aussi le cas lorsque sa collègue Mme Deku prend la parole, le 31 janvier 1947, et affirme :

Je crois qu'avec une telle proportion de travailleurs de la construction et de l'agriculture, ces gens ont prouvé qu'ils sont prêts à travailler fort et durs. Si nous tenons compte des chiffres défavorables, selon lesquels nous avons reçu un grand nombre de personnes âgées, de femmes, de mères avec enfants, de malades et de faibles, de sous-alimentés et, par conséquent, de personnes qui ne peuvent pas travailler, nous tiendrons compte de la pénurie réelle de vêtements et de chaussures qui, tout comme dans l'agriculture aujourd'hui, empêche souvent les gens de travailler malgré toutes leurs bonnes intentions, alors nous ne pouvons plus parler d'aversion au travail⁶¹.

En dépit de ce que les député·e·s au *Landtag* disent, les femmes réfugiées sont bel et bien présentes dans les milieux de travail. Pour celles qui atteignent les villes, un emploi peut leur permettre d'éviter de participer à des travaux obligatoires non rémunérés. Or, dans la vaste majorité, les autorités bavaroises oublient ou ignorent les besoins économiques des femmes réfugiées et les envoient en campagne. Le gouvernement contribue alors à la persistance de leur situation précaire. En ville, on reconnaît la force de travail des femmes, mais dans les pires conditions. En effet, la pénurie de logements et alimentaire porte le Gouvernement militaire américain à ordonner à toute femme de 15 ans à 50 qui n'a pas d'enfants ou de parents proches dépendants de s'enregistrer au bureau de l'emploi (*Arbeitsamt*) de la ville qu'elle habite, quitte à être ensuite appelée, pour du travail obligatoire non rémunéré ou au salaire minimum. La participation obligatoire des femmes qui ne sont pas femmes au foyer au déblayage des décombres, la grave inflation de la monnaie, l'absence de biens à échanger et l'incompétence des hommes dans leur nouvel environnement, poussent donc les femmes réfugiées à opter pour le travail salarié, bien que cela comporte aussi son lot de problèmes. Si la frontière entre les emplois traditionnellement féminins et masculins semble s'effacer durant l'après-guerre, les femmes qui travaillent dans les

⁶⁰ « Von den Flüchtlingen können nur ungefähr 40% in den Arbeitsprozess eingegliedert werden. Die übrigen sind arbeitsunfähig, nämlich kranke Männer, Frauen, Kinder und alte Leute. » Glettler dir., *op. cit.*, p. 31.

⁶¹ « Ich glaube, bei einem solchen Anteil von Arbeitern im Bauwesen und in der Landwirtschaft haben diese Menschen unter Beweis gestellt, dass sie auch sehr wohl zu harter und schwerer Arbeit bereit sind. Wenn wir das ungünstige Zahlenbild berücksichtigen, wonach uns in großer Zahl alte Leute, Frauen, Mütter mit Kindern, Kranke und Schwache, Unterernährte und infolgedessen tatsächlich arbeitsunfähige Menschen zugeflossen sind, werden wir den tatsächlich bestehenden Mangel an Kleidern und Schuhen berücksichtigen, der genau wie in der Landwirtschaft die Leute heute vielfach bei allem guten Willen am Arbeitsplatzeinsatz hindert, dann darf man nicht mehr von einer Arbeitsscheu sprechen. » Glettler dir., *op. cit.*, p. 39.

domaines masculins n'ont accès qu'aux emplois non qualifiés et semi-qualifiés⁶² en plus de se faire payer un salaire en moyenne 40% plus bas que les hommes qui effectuent le même travail⁶³.

La précarité de la situation financière des femmes qui travaillent est illustrée dans un échange de lettres en mai 1947 entre le prêtre Paul Holzmann de l'association *Caritas* de la paroisse catholique de Coburg et Monseigneur Giovannetti de la Mission du Vatican à Kronberg. On y parle d'une famille monoparentale, originaire de Silésie, qui a tout perdu à la suite de son expulsion. Il est intéressant de noter qu'en premier lieu ce n'est pas directement la situation financière de la famille qui est difficile, mais bien sa situation matérielle.

Les besoins financiers ne seront pas les plus grands, puisque la mère et la fille ont trouvé un revenu en tant qu'enseignantes et aides-enseignantes. Ce qui manquera le plus, ce sont des vêtements, un appartement approprié et un ameublement. Tout est très primitif, emprunté, nettoyé, improvisé⁶⁴.

Dans sa réponse, Monseigneur Giovannetti décline l'attribution de son intervention directe puisque les dons de l'étranger récoltés par l'Église catholique sont distribués sans intermédiaire aux organisations de *Caritas* à travers la Bavière. Il lui est donc impossible de traiter des cas individuels. Dans une lettre envoyée le mois suivant, le prêtre Paul Holzmann envoie une mise à jour de la situation de la famille qui a soudainement empiré.

Je profite peut-être de l'occasion pour ajouter que la situation de la famille concernée (...) s'est également détériorée entre-temps sur le plan financier du fait que la fille a dû abandonner son poste d'assistante scolaire et suivre une formation de 9 mois, alors que la mère a dû cesser de travailler en raison de son état nerveux⁶⁵.

Cet extrait illustre bien la vulnérabilité des travailleuses réfugiées. Lorsqu'elles perdent leur emploi ou doivent l'abandonner, elles deviennent démunies et dépendent entièrement de l'aide charitable. Il est toutefois hors de question pour les autorités bavaroises d'encourager la

⁶² Frevert, *op. cit.*, p. 261.

⁶³ Moeller, *op. cit.*, p. 25.

⁶⁴ « Die finanzielle Not wird die größte nicht sein, da Mutter und Tochter als Lehrerin und Schulhelferin Verdienst gefunden haben. Fehlen wird vor allem Kleidung, entsprechende Wohnung und deren Einrichtung. Es ist alles sehr primitiv, geliehen, zurechtgemacht, behelfsmäßig. » 60 Coburg, St. Augustin 40, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 22 mai 1947.

⁶⁵ « Ich darf bei dieser Gelegenheit vielleicht ergänzend beifügen, dass sich die Lage der betreffenden Familie, (...), inzwischen auch finanziell dadurch verschlechtert hat, dass die Tochter ihre Schulhelferstelle aufgeben und einem 3/4 jährigen Kurs antreten musste, während die Mutter infolge ihre Nervenverfassung die Arbeit einstellen muss. » 60 Coburg, St. Augustin 40, Archiv des Erzbistums Bamberg, juin 1947.

mobilisation des femmes selon « le modèle russe »⁶⁶ dans des emplois qui ne leur « conviennent » pas, et cela, malgré les demandes répétées du Gouvernement militaire américain de mettre en place des mesures pour inciter les femmes à travailler. Par ailleurs, bien que les autorités bavaroises s'opposent farouchement à l'entrée des femmes dans des domaines traditionnellement masculins, une charge importante de travaux non rémunérés est imposée en plus des tâches normales des femmes à la maison. En somme, les mesures prises par le *Landtag* de Bavière, la ville et le district de Bamberg pour garder les femmes à la maison ne répondent pas du tout à la réalité des femmes réfugiées pour qui le travail est leur seule source de revenu stable, et cela, malgré l'écart des salaires, les corvées et tous les autres problèmes qu'entraîne l'obtention d'un emploi.

Dans un document envoyé le 20 novembre 1948 par la faction du Conseil municipal du parti de réfugié *Liste der Flüchtlinge, Ausgewiesenen und Kriegsgeschädigten* (ÜFAK), on dénonce les logements en piètre état dans lesquels habitent certains réfugié·e·s en l'illustrant d'exemples concrets. C'est le cas d'Erika Philipp, une dame expulsée d'un certain âge qui vit dans une pièce au centre de la ville de Bamberg. La répétition de l'expression « non chauffée » sert à mettre l'accent sur le caractère dramatique de la situation :

Mme Philipp vit dans une pièce non chauffée et a déjà dû y passer un hiver dans cette pièce non chauffée. Elle est atteinte de graves rhumatismes, ce qui est certifié par une attestation du médecin. Mme Philipp a déjà proposé trois autres chambres au bureau du logement, mais elle a toujours été rejetée. Un séjour supplémentaire de Mme Ph. dans la chambre non chauffée pourrait entraîner de très graves problèmes de santé, d'autant plus que Mme Philipp est une vieille dame. Une relocalisation avant le début du temps glacial est absolument nécessaire⁶⁷.

Les difficultés de femmes réfugiées vivant seules sont rarement mentionnées dans les documents d'aide sociale de la ville et les célibataires brillent plutôt par leur absence. Effectivement, les autorités municipales décrivent plutôt les conditions de vie difficiles des réfugié·e·s par des exemples de familles entassées dans des logis ou par des parents peinant à

⁶⁶ Le « modèle russe » est celui selon lequel les femmes occupent les mêmes emplois et occupations que les hommes. Du point de vu allemand, les législations qui limites les perspectives d'emplois des femmes les protègent. Moeller, *op. cit.*, p. 25.

⁶⁷ « Frau Philipp bewohnt ein unheizbares Zimmer und hat bereits einen Winter in diesem unheizbaren Raum verbringen müssen. Sie ist schwer Rheuma-krank, was durch ärztliches Attest bescheinigt ist. Frau Philipp hat dem Wohnungsamt bereits drei Zimmer zwecks ihrer Umquartierung nachgewiesen, wurde jedoch stets abschlägig beschieden. Ein weiteres Verbleiben von Frau Ph. in dem unheizbaren Raum muss zu allerschwersten gesundheitlichen Schäden führen, zumal er sich bei Frau Philipp um eine alte Dame handelt. Eine Umquartierung vor Eintritt des Frostwetters ist unbedingt erforderlich. » C 18 + 19, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 20 novembre 1948.

nourrir leurs enfants. Pourtant, les besoins des réfugié·e·s qui sont arrivés seuls sont tout aussi criants, sinon pires, surtout pour les personnes âgées, puisqu'elles n'ont pas l'aide de proches. Par ailleurs, les réfugié·e·s seuls n'ont généralement aucun réseau social de soutien puisque le Gouvernement militaire tente de disperser les groupes d'expulsé·e·s provenant de la même région pour éviter la création d'un État à l'intérieur de l'État⁶⁸.

La catégorie des « personnes vivant seules » est néanmoins présente dans quelques allocations uniques pour personnes inaptes au travail, mais cette catégorie s'avère très restrictive. Elle élimine toute personne qui refuse un emploi que leur a offert l'*Arbeitsamt* par « choix »⁶⁹ : l'incapacité au travail doit être en raison de l'âge, de la santé, ou d'un handicap. S'ajoutent à cela les femmes et les hommes de plus de 50 ans et 65 ans respectivement, les femmes de 50 ans avec un enfant de moins de 6 ans et les femmes de 50 ans qui ont deux enfants de moins de 14 ans si elles sont mariées et que le revenu du mari n'est pas au-dessus d'un certain barème. Les paiements sont assurés par le bureau du commissaire aux réfugié·e·s du district et de la ville de Bamberg. Dans les instructions d'une allocation unique envoyées au maire de la communauté de Gaustadt, le 21 juillet 1947, le commissaire aux réfugié·e·s promet une aide de 70 RM aux personnes vivant seules⁷⁰. Bien que cette allocation soit certainement la bienvenue pour les bénéficiaires, l'aide matérielle est largement préférée en raison du taux d'inflation. Malheureusement, les meubles, couvertures et vêtements sont, pour la grande majorité distribuée aux familles et donc, hors de portée des réfugié·e·s célibataires.

Malgré un système qui favorise clairement le mariage, le célibat demeure une réalité pour plusieurs femmes réfugiées, de gré ou non. D'abord, le mariage n'est tout simplement pas une option en raison du manque d'hommes et de l'état émotionnel, physique et mental des prisonniers de guerre revenus en Allemagne. Pour certaines, la fraternisation avec les soldats américains mène à l'obtention de nourriture, de cigarettes ou de plaisirs de la vie (*Lebenshunger*)⁷¹, qui sont souvent

⁶⁸ Ian Connor, *Refugees and Expellees in post-war Germany*, Manchester, Manchester University Press, 2007, p. 60.

⁶⁹ Plusieurs autres raisons peuvent inciter quelqu'un à refuser un emploi, à commencer par le trop faible salaire, la surqualification de l'individu pour l'emploi, les horaires ou les conditions de travail difficiles. Voir Paul Lüttner, « Der Mythos der schnellen Integration. Eine empirische Untersuchung zur Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland bis 1971 », *Zeitschrift für Soziologie*, 15, 1, 1986, p. 20-36.

⁷⁰ C 51+2153, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 21 juillet 1947.

⁷¹ Atina Grossmann, « The "Big Rape": Sex and Sexual Violence, War, and Occupation in German Post-World War II Memory and Imagination », Karen Hagemann et Sonya Michel, dir., *Gender and the Long Postwar*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2014, p. 44.

indispensables au maintien à la santé physique et mentale des femmes réfugiées. La pensée d'avoir des bouches à nourrir représente certainement une autre incitation à éviter le mariage, particulièrement dans le contexte de la pénurie alimentaire et de la réforme monétaire de 1948 qui a un impact fort négatif pour les réfugié·e·s et prolonge leur dépendance à l'État et aux charités. Les options de survie sont claires et l'entrée sur le marché du travail souvent inévitable est une autre option qui peut inciter les femmes à persister dans le célibat.

Enfin, les mères monoparentales sont très nombreuses parmi les réfugiées. Non seulement plusieurs d'entre elles sont veuves, mais celles qui ont toujours un mari en vie en sont souvent séparées lors des expulsions. Les femmes réfugiées ont donc souvent des familles « incomplètes ». Lors de la libération de l'est de la Pologne et de la Tchécoslovaquie et surtout, dans les camps de détentions des minorités allemandes précédant leur déportation, les réfugiées sont victimes de viols de la part des miliciens, membres de la résistance, soldats de l'Armée rouge ou d'autres armées alliées. Comme c'est fréquemment le cas lors de nettoyage ethnique, on sépare volontairement les hommes et les femmes, ce qui résulte qu'une vaste majorité des détenu·e·s sont de femmes et de jeunes filles⁷². Les camps improvisés par des comités de citoyen·ne·s autoproclamés, des corps de la police nationale tchécoslovaque (*Sbor národní bezpečnosti*) et la police nationale polonaise (*Milicja obywatelska*) sont mis en place dans les installations d'anciens camps de concentration nazis. Les conditions de détentions y sont très difficiles. Les femmes sont alors souvent victimes de viols et d'exploitation sexuelle pendant les jours, les semaines ou même les mois durant lesquels elles attendent leur déportation. Ainsi, il n'est pas surprenant que plusieurs d'entre elles se retrouvent avec un enfant illégitime une fois arrivées en Allemagne⁷³.

Il faut souligner le soutien d'une minorité de politicien·ne·s, journalistes et militant·e·s qui demandent à ce que les mères non mariées et leurs enfants soient reconnus comme des familles à part entière, dans la même catégorie que les familles qui ont un père. On avance que le mariage seulement requiert un homme adulte et non l'institution de la famille, en plus de critiquer sévèrement les privilèges des hommes dans les lois familiales⁷⁴. Par contre, ces demandes

⁷² Norman N. Naimark, *Fires of Hatred: Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, Harvard, Harvard University Press, 2001, p. 119.

⁷³ En 1952, 94 000 enfants en Allemagne ont pour père des soldats des troupes d'occupation. Voir Dickinson, *op. cit.*, p. 250.

⁷⁴ Au niveau fédéral, à Bonn, les députées Elisabeth Selbert et Frieda Nadig défendent une nouvelle forme d'organisations sociale comme les « mères-familles » dans le débat sur la loi de Base en 1949. Par contre, leurs voix

provoquent des levées de boucliers et de 1945 à 1952, les femmes célibataires, divorcées et les veuves qui ont des enfants demeurent des « familles incomplètes »⁷⁵. Dans les documents de distribution d'aide sociale, si les femmes monoparentales avec un ou plusieurs enfants sont présentes, elles reçoivent moins d'argent que les couples avec des enfants et moins d'argent par enfant⁷⁶. Dans un document envoyé par le bureau des services d'urgences du district de Bamberg (*Soforthilfeamt*), avec comme titre « Qui a droit à l'aide de subsistance? »⁷⁷, seules les *alleinstehende Frauen* réfugiées avec au moins trois enfants reçoivent de l'aide. Sinon, l'aide va aux familles dont la demande a été déposée par le père, peu importe le nombre d'enfants.

En plus de ne pas être « conformes » au modèle familial de la société ouest-allemande, les réfugiées travailleuses, célibataires et mères monoparentales partagent l'expérience de la fuite ou de l'expulsion de leur région natale et de la reconstruction complète de leurs vies à partir de presque rien. À l'instar des Allemand·e·s de l'Ouest, les femmes réfugiées cherchent à retrouver des repères et à se reconstruire une vie. La nouvelle identité allemande promue par les autorités politiques fondée sur la famille nucléaire ne correspond pas aux identités que s'imposent les femmes réfugiées, de même que les Allemandes en général. Plusieurs politiciennes telles que Else Wendle et Maria Pfeifer et des leaders d'associations conservatrices de femmes comme la fédération des associations des femmes allemandes (*Bund Deutscher Frauenvereine*) et la Ligue des femmes allemandes (*Deutsche Frauenbund*) exigent la fin de la dominance des hommes en politique et des droits politiques et familiaux égaux⁷⁸.

L'instabilité des femmes réfugiées et leur indépendance se reflètent aussi par l'importance et l'attention que l'on accorde à leur intégration culturelle, principalement à partir de 1950. En effet, en raison du *Frauenüberschuss* accentué par les expulsions, on considère les femmes réfugiées

ne sont pas entendues et ce sont plutôt celles des politiciens Ludwig Erhard et Konrad Adenauer qui résonnent. Voir Erica Carter, *How German is She?: Postwar West German Reconstruction and the Consuming Woman*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997, p. 7.

⁷⁵ En 1950, 40% des familles allemandes sont « incomplètes », sans autorité masculine. Voir Heineman, *op. cit.*, 1999, p. 127, et Rebecca Boehling, « Gender Roles in Ruins: German Women and Local Politics under American Occupation, 1945- 1955 », Karen Hagemann et Sonya Michel, dir., *Gender and the long postwar: The United States and the Two Germanies*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2014, p. 51.

⁷⁶ C 51+2153, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 21 juillet 1947.

⁷⁷ « *Wer hat Anspruch auf Unterhaltshilfe?* », C 52 + 1108, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 9 septembre 1949.

⁷⁸ Wendler publie plusieurs des articles abordant ce sujet dans le journal *Die Neue Zeitung* et Pfeifer écrit dans le magazine féminin *Der Regenboden*. De leur côté, les organisations de femmes organisent des rencontres dans les grandes villes durant lesquelles elles partagent leurs idées. Voir Annette Kuhn, « Frauen suchen neuen Wege der Politik », Annette Kuhn dir., *Frauen in der deutschen Nachkriegszeit*, Düsseldorf, Schwann, 1986, p. 14-21.

comme particulièrement dangereuses pour la société en raison de leur déracinement social, de leur travail ou de l'absence de l'autorité paternelle dans les familles⁷⁹. Ceci se traduit par la création d'activités culturelles afin de les intégrer à la société allemande. Par exemple, on met en place des bibliothèques, des théâtres et des cinémas dans les camps et on organise des ateliers de compétences de femmes au foyer comme la cuisine, la couture, le ménage et la garde d'enfants⁸⁰. Les efforts dans les camps pour gérer et régulariser les femmes réfugiées illustrent donc la fragilité de l'identité promue par l'État et l'indépendance acquise par les femmes réfugiées durant et après la guerre. Celles-ci sont marquées par la constatation de leurs valeurs individuelles, de leurs aptitudes et de la liberté de prendre des décisions par elles-mêmes. En d'autres mots, d'une certaine manière, le célibat, l'indépendance financière par le travail et la capacité de gérer une famille seule contribuent à cette nouvelle identité. Ces femmes réfugiées rejettent donc souvent le statut de victimes passives des circonstances et se voient comme actrices au même titre que leurs camarades masculins. Conséquemment, pour plusieurs femmes réfugiées, la vie de mère au foyer ne les attire pas puisqu'elle sous-entend l'abandon de leur individualité et la dépendance financière à leur mari⁸¹.

Nous pouvons conclure que la réalité quotidienne des femmes réfugiées dans l'après-guerre immédiat ne cadre pas avec le modèle sociétal souhaité par les autorités bavaroises et ecclésiastiques. Ceci est dû aux conséquences des expulsions et aux conditions sociales et économiques difficiles de leur nouveau pays d'adoption. Plusieurs favorisent l'indépendance financière et le célibat pour éviter d'avoir à leur charge un mari et des enfants. En effet, le *Frauenüberschuss* et la position d'incompétence, les conditions physiques et mentales des hommes en âge de se marier n'incitent pas forcément les réfugiées à se marier. De plus, la croissance du taux d'enfants illégitimes causée entre autres par les viols de masses touche particulièrement les femmes réfugiées qui sont passées par les camps de détention avant de se faire déporter. Il est simplement impossible pour une partie des femmes réfugiées de se conformer au modèle de famille nucléaire privilégié et promu.

⁷⁹ Conclusions tirées de l'étude du sociologue conservateur Helmut Schelsky en 1953. Il étudie la famille en Allemagne de l'Ouest en se concentrant sur les familles réfugiées. Voir Helmut Schelsky, *Wandlungen in der deutschen Familie der Gegenwart*, Dortmund, Ardey, 1953, 417 p.

⁸⁰ Ces activités supervisées par des organisations conservatrices et religieuses, catholique et protestante, l'association des citoyennes (*Staatsbürgerinnenverband*) et le club des femmes professionnelles (*Klub für berufstätige Frauen*) Carter, *op. cit.*, p. 155.

⁸¹ Frevert, *op. cit.*, p. 273.

En analysant l'aide aux réfugié·e·s allemands dans une perspective de genre, on découvre son incroyable portée dans le quotidien des femmes réfugiées et dans les mesures prises pour assurer leur intégration dans la société allemande. Cet angle d'approche permet de dresser un portrait beaucoup plus riche de la diversité des expériences vécues par les réfugié·e·s. Effectivement, le déséquilibre numérique des sexes occasionné par la surmortalité et la détention des hommes pendant et après la guerre est au moins tout aussi présent parmi les réfugié·e·s qu'au sein de l'ensemble de la population allemande. Ce *Frauenüberschuss* s'accompagne d'un effondrement de la structure sociale traditionnelle de l'homme pourvoyeur et chef de famille. La hausse du taux de divorce, des naissances illégitimes et de la présence des femmes sur le milieu de travail tout comme la baisse du nombre de mariages dans l'après-guerre immédiat, sont quelques-unes des conséquences de la guerre et des stratégies de survie employées par des femmes réfugiées. Cependant, le parti politique bavarois au pouvoir, le CSU, et une partie de la société ne voient pas ces changements d'un bon œil et exigent un retour aux normes conservatrices, particulièrement à celle entourant l'institution de la famille. Les femmes sont, d'une part, démographiquement surreprésentées dans l'après-guerre et de l'autre, centrales au rétablissement et à la cohésion de la famille traditionnelle. Elles sont conséquemment nécessaires au redressement de la société allemande, ce qui justifient les mesures prises par les autorités.

Dans la première partie du chapitre, nous avons illustré la perception et la gestion des femmes réfugiées par le gouvernement de Bavière, la ville et le district de Bamberg ainsi que le *Caritas* de l'archevêché de Bamberg. Ces femmes sont source d'inquiétude pour les politicien·ne·s et clercs qui, à l'aide de publications, lois et directives, tentent de les rediriger vers leur rôle traditionnel, à la maison. On a pu ainsi broser un portrait négatif des *alleinstehende Frauen* parallèle à la promotion et au soutien financier et matériel des familles nucléaires « normales ». En plus d'avoir accès facilement à un permis de résidence dans une ville désirée et à un logement privé, les familles reçoivent des allocations et de l'aide matérielle.

Dans la seconde partie, nous avons examiné le cas des femmes réfugiées « hors normes », c'est-à-dire célibataires ou monoparentales. Alors que les Allemandes évitent les emplois salariés, pourquoi les femmes réfugiées ne peuvent-elles pas se le permettre? En fait, les femmes réfugiées sont plus à risque de ne pas rentrer dans le modèle de la famille nucléaire en raison de leur situation

économique et sociale difficile, mais aussi par désir d'autonomie. Ne se reconnaissant pas dans l'identité allemande prônée par les autorités ou ne pouvant s'y conformer, elles sont donc plus nombreuses que les Allemandes natives sur le marché du travail et plusieurs optent, par conséquent, pour le célibat.

Ce chapitre analyse l'arrivée des réfugié·e·s d'Europe de l'Est selon une perspective de genre, un angle d'approche rare dans l'historiographie d'après-guerre et sur les *Flüchtlinge*. Une prochaine étape possible serait de comparer plus amplement le cas des femmes réfugiées et celui des femmes allemandes locales. En effet, les particularités des cas féminins sont très riches. Or, hormis l'impact du genre sur la prise en charge et la diversité des expériences parmi les réfugiées, l'âge est aussi un facteur très important, sur lequel nous nous pencherons dans le prochain chapitre.

Chapitre 4 : La reconstruction de la nation par la normalisation de la jeunesse

« Nous avons faim! Nous n'avons pas de vêtements et pas de lessive! Nous n'avons pas de chaussures! Mon enfant est tuberculeux! Je ne sais pas quoi donner à manger à mes enfants mal nourris! Nous n'avons pas de lit, même pas d'oreiller! »

Ce sont les plaintes que je dois entendre encore et encore en tant que pasteur de la ville ouvrière de Pegnitz. Combien est-il difficile pour le prêtre de prêcher les commandements de base du christianisme s'il n'a pas la possibilité de soulager cette détresse par un amour actif? ¹

En mai 1947, le président Heinrich Rauch et le directeur Philipp Kröner, de l'association du *Caritas* de l'archidiocèse de Bamberg publient le rapport « La situation sociale et caritative dans l'archidiocèse de Bamberg ». En plus d'un compte rendu de la situation des réfugié·e·s sur le territoire que couvre le siège épiscopal, il contient des extraits de lettres de prêtres des paroisses envoyées à la charité ou à l'archevêque Joseph Otto Kolb. Le sort des enfants réfugié·e·s préoccupe particulièrement les prêtres; il revient fréquemment lorsque ces derniers expliquent les mesures d'aide sociale et donnent des exemples de la misère des réfugié·e·s et du peuple allemand.

Selon les chiffres de l'UNESCO pour 1946, environ 8 des 14 millions de sans-abris en Allemagne sont des enfants². Parmi les nouveaux et nouvelles arrivant·e·s en Allemagne, fuyant l'avancée de l'Armée rouge ou expulsé·e·s de leur pays d'Europe de l'Est à la fin et après la guerre, on compte plus d'un million et demi d'enfants³. En août 1946, un an après la conférence de Potsdam, au moins 363 493 enfants expulsés de moins de 14 ans ont déposé leurs valises en Bavière; 55 582 se retrouvent dans la région d'Haute-Franconie⁴.

¹ « "Wir haben Hunger! Wir haben keine Kleider und keine Wäsche! Wir haben keine Schuhe! Mein Kind ist tuberkulös! Ich weiß nicht, was ich meinen unterernährten Kindern zu essen geben soll! Wir haben kein Bett, nicht einmal Kopfkissen!"

Das sind die Klagen, die ich als Seelsorger des Arbeiterstädtchens Pegnitz immer wieder hören muss. Wie schwer ist es da für den Priester, die Grundgebote des Christentums zu predigen, wenn er nicht die Möglichkeit hat, durch tätige Liebe diese Not zu lindern. » Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

² Tara Zahra, *The Lost Children: Reconstructing Europe's Families after WWII*, Cambridge, Harvard University Press, 2015, p. 8.

³ *Ibid.*, p. 4.

⁴ C 8 + 1085, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 31 octobre 1946.

Ces enfants d'ascendance germanique, considérés comme « ennemi national » par les gouvernements de Tchécoslovaquie et de Pologne, ne sont pas pris en charge par les organismes humanitaires internationaux, notamment l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA), Organisation internationale pour les réfugiés (OIR) ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)⁵. Ces organisations donnent priorité aux enfants victimes d'agressions lors de la guerre⁶. Ainsi, comme le souligne une lettre intitulée « Enquête sur le sort des orphelins des Nations unies » (*Nachforschung nach dem Verbleib von Waisenkindern der Vereinten Nationen*) et envoyée le 2 mai 1946 par le *Landrat* de Bamberg, Dr. Grimm, les camps des Nations Unies ne viennent pas en aide aux orphelins ou enfants réfugiés allemands, même ceux abandonnés⁷. En effet, l'organisme recherche plutôt des enfants dont les parents étaient citoyens d'un pays des Nations Unies ou d'un pays neutre durant la guerre.

Pourtant, les enfants occupent une place prééminente dans les politiques internationales humanitaires, légales et de reconstructions nationales européennes. Selon les Alliés occidentaux, leur bien-être serait essentiel à une paix européenne durable. Les politiciens provinciaux et fédéraux d'Allemagne de l'Ouest mettent donc les enfants au centre de leurs politiques de reconstruction de la société allemande : le bien-être des jeunes forme une partie intégrante dans l'assertion de l'importance de la famille, la réaffirmation du rôle des Églises chrétiennes et la création d'une rhétorique mettant les Allemands comme première victime de la guerre. Hormis le dernier élément, ce désir est partagé par les autorités de la zone d'occupation américaine allemande et les organismes internationaux⁸. Dans ce contexte, quelle est la place des enfants expulsés dans la société allemande dans l'après-guerre et en quoi cela influence-t-il l'aide sociale à leur égard fournie par l'Église catholique, l'État de Bavière, ainsi que l'assistance du district et de la municipalité de Bamberg?

⁵ Si immédiatement après la guerre aucun organisme humanitaire civile international n'a le droit de venir en aide aux civils allemands qui n'ont pas été persécutés durant la guerre, et donc, aux expulsés, à partir de 1946, la situation change graduellement. Onze de ces organismes humanitaires, dont la Croix Rouge, sont représentées par C.R.A.L.O.G (Council of Relief Agencies Licensed to Operate in Germany), une organisation non gouvernementale. Une autre organisation, C.A.R.E (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere), reçoit aussi l'autorisation d'opérer à partir dès l'été 1946. Voir Elizabeth Collingham, *The taste of war: WWII and the battle for food*, New-York, The Penguin Press, 2012, p. 458.

⁶ R.M. Douglas, *Les expulsés*, Paris, Flammarion, 2012, p. 269.

⁷ C 53 + 233, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 2 mai 1946.

⁸ Lynne Taylor, *In the Children's Best Interests: Unaccompanied Children in American-Occupied Germany, 1945-1952*, Toronto, Toronto University Press, 2017, p. 11.

Depuis le début du XX^e siècle, on reconnaît de plus en plus les enfants comme une classe séparée de victimes des guerres et des désastres requérant une attention et des soins spéciaux⁹. L'historiographie sur les enfants en temps de guerre est abondante, que ce soit comme victimes collatérales des conflits armés, soldats ou butins¹⁰. Or, peu d'historien·ne·s s'intéressent directement au statut et à l'état des enfants une fois les conflits terminés, à l'exception des enfants juifs survivants de l'Holocauste¹¹. Si certains ouvrages incontournables de l'après-guerre en Allemagne, tels que *In the Children's Best Interests* de Lynn Taylor, *The Lost Children* de Tara Zahra ou *Race after Hitler* de Heide Fehrenbach¹², abordent le sort des enfants dans les camps de l'UNRRA ou celui des enfants issus de mariages mixtes entre les locaux et les forces occupantes, ceux-ci ne dédient que quelques pages au cas spécifique des enfants réfugié·e·s issus des minorités allemandes d'Europe de l'Est. Pourtant, d'après le recensement du 13 septembre 1950 de l'Allemagne de l'Ouest, on compte 3 259 000 enfants et jeunes adultes expulsé·e·s de moins de 25 ans sur un total de 18 887 000 au pays¹³. Par ailleurs, les quelques études qui traitent explicitement du cas des enfants expulsé·e·s dirigent leur attention sur leur expérience lors des expulsions ou immédiatement à leur arrivée en Allemagne¹⁴. Dès lors, un questionnement sur la prise en charge des enfants réfugié·e·s s'impose, spécialement en ce qui concerne le rôle des autorités allemandes et de l'Église catholique de 1945 à 1952.

En Allemagne, comme partout en Europe, la reconstruction passe par l'intégration de tous les enfants à la société, avec une attention particulière pour ceux ayant vécu des événements

⁹ Taylor, *op. cit.*, p. 3.

¹⁰ Pour les enfants européens en général, voir Helga Embacher, dir., *Children and war: past and present*, Solihull, Helion & Company Ltd, 2013, 297 p. ou Lynn H. Nicholas, *Cruel world: the children of Europe in the Nazi web*, New York, A.A. Knopf, 2005, 632 p. Pour les enfants victimes de l'Holocauste, voir Patricia Heberer, *Children during the Holocaust*, Plymouth, AltaMira Press, 2011, 513 p. et Deborah Dwork, *Children With A Star: Jewish Youth in Nazi Europe*, London, Yale University Press, 1991, 306 p. Pour les enfants en Allemagne, Micheal H. Kater, *Hitler Youth*, London, Harvard University Press, 2004, 354 p. et Dan Bar-On, *Legacy of Silence: Encounters With Children of the Third Reich*, Cambridge, Harvard University Press, 1991, 338 p.

¹¹ Simone Gigliotti, *The Young Victims of the Nazi Regime: Migration, the Holocaust and Postwar Displacement*, Londres, Bloomsbury Academic, 2016, 368 p.; Françoise S. Ougan, *How Young Holocaust Survivors Rebuilt Their Lives, France United States and Israel*, Bloomington, Indiana University Press, 2018, 300 p.

¹² Heide Fehrenbach, *Race after Hitler: Black Occupation Children in Postwar Germany and America*, Princeton, Princeton University Press, 2005, 288 p.; Taylor, *op. cit.*; Zahra, *op. cit.*

¹³ Volker Ackermann, « Deutsche Flüchtlingskinder nach 1945 », Dittmar Dahmann, dir., *Kinder und Jugendliche in Krieg und Revolution: vom Dreißigjährigen Krieg bis zu den Kindersoldaten Afrikas*, Munich, Paderborn, 2000, p. 145.

¹⁴ L'historien R.M. Douglas consacre un chapitre aux enfants dans son ouvrage « Les expulsés ». L'expérience des expulsions vécues par les enfants y est le thème central et l'historien arrête son analyse une fois leur arrivée en Allemagne. Douglas, *op. cit.* p. 258-282.

tragiques, parfois traumatisants. Les jeunes expulsé·e·s représentent l'avenir et l'espoir de la création d'un État-nation homogène, tout en représentant un legs du passé nazi qui dépeint les Allemand·e·s comme les seules réelles victimes de la guerre. Par ailleurs, en instrumentalisant le sort des jeunes expulsé·e·s et en universalisant leur expérience à tous les Allemand·e·s, les malheurs des jeunes migrant·e·s ont de meilleures chances d'attirer la sympathie et l'aide internationale. Leur image en tant que victimes innocentes est donc instrumentalisée non seulement pour brosser un portrait des Allemands comme victimes innocentes de la guerre, mais aussi afin d'attirer l'aide internationale nécessaire à la relance économique¹⁵. Conséquemment, les enfants d'ascendance germanique d'Europe de l'Est sont favorisés dans les politiques de migrations et d'intégration en Bavière. On les considère comme plus facilement assimilables, aptes à s'intégrer et à devenir des éléments stables de la société, contrairement aux expulsé·e·s adultes qui ne pourraient jamais s'en remettre complètement et ont plus de chance de devenir des composants perturbateurs ou des fardeaux. Cette hiérarchie des âges reflète et perpétue la vision nationaliste des expulsions et migrations d'après-guerre, en mettant le bien-être de la nation avant celui de l'individu.

En Allemagne, durant l'après-guerre immédiat et la crise alimentaire de 1946 et 1947, l'état navrant des enfants et particulièrement des jeunes expulsé·e·s soulève donc de nombreuses craintes quant à leur futur et celui de la nation. Comment pourrait-on se remettre de la guerre si une génération entière est instable et dysfonctionnelle? Dans ce chapitre, nous observerons d'abord comment, selon les autorités allemandes civiles et l'Église catholique, l'intégration des jeunes expulsé·e·s passe par la normalisation de leur apparence physique. Les enfants réfugié·e·s sont au premier plan de campagnes de victimisation allemande au niveau national et à l'international qui ont pour but de recueillir des dons et des investissements étrangers. Ceci aura également pour effet de mettre en place la mémoire allemande de la guerre et l'après-guerre. Comme nous le verrons, la concurrence entre victimes est toujours une question de mémoire et dans ce cas-ci les enfants réfugié·e·s en sont au cœur¹⁶. Dans la deuxième partie, il sera question de la volonté de redresser

¹⁵ Il faut souligner que l'aide financière étrangère qui rend possible la relance économique et la reconstruction a lieu grâce au contexte de guerre froide, où le redressement de l'Allemagne de l'Ouest est nécessaire pour les pays occidentaux afin d'éviter qu'elle se tourne vers le communisme.

¹⁶ Volker Ackermann, «Schweigen der Flüchtlingskinder- Psychische Folgen von Krieg, Flucht und Vertreibung bei den Deutschland nach 1945 », *Geschichte und Gesellschaft*, 30, 3, 2004, p. 436.

émotionnellement et psychologiquement les enfants réfugié·e·s afin d'éviter qu'ils ne deviennent, une fois adulte, des éléments perturbateurs dans la société démocratique ouest-allemande.

4.1. Retour à la normale physique et victimisation des enfants réfugié·e·s: « Nous faisons ce que nous pouvons, mais ce n'est qu'une goutte sur une pierre chaude »

Dans l'après-guerre, les organisations de l'UNRRA et de l'OIR déterminent que toute personne qui a moins de 17 ans est un enfant. Cependant, cette définition légale ne peut s'appliquer à tous les cas, car, pendant et après la guerre, à des fins de survie, plusieurs enfants mentent à propos leurs âges, tandis que d'autres paraissent souvent plus jeunes en raison d'années de malnutrition et que certain·e·s ont atteint une maturité précoce à cause d'épreuves traversées¹⁷. Ainsi, la définition administrative de ce qu'est un enfant ne correspond pas forcément à la réalité et reflète souvent l'intention politique du moment en plus de dépendre de la nationalité, la religion, le genre, la classe sociale et l'âge.

À la fin des années 1940, délimiter les limites de l'enfance est particulièrement difficile dans le cas des jeunes expulsé·e·s des minorités allemandes d'Europe de l'Est. En plus d'accuser un retard de croissance en raison d'années de malnutrition, ces jeunes sont fréquemment incapables de se concentrer sur les bancs d'école en plus de souffrir d'hypotension, d'évanouissements à l'effort et de faiblesse physique¹⁸. Bien que fréquemment plus petits que les enfants de leur âge, les enfants réfugié·e·s agissent émotionnellement et psychologiquement de façon beaucoup plus mature. Grandissant souvent dans des familles sans père ou orphelin·e·s, ils ont fréquemment perdu des êtres proches, parfois été témoin du viol de leur mère ou d'autres violences¹⁹. L'expulsion est non seulement un déracinement soudain et traumatisant, mais elle forme aussi la cause de plusieurs de leurs malheurs, entre autres, la pauvreté, la négligence, l'itinérance et le retard scolaire. Pour ces enfants, les situations « anormales » sont devenues la norme, ce qui va à l'encontre de la volonté des politicien·ne·s et de la majorité des Allemand·e·s souhaitant un retour le plus rapide possible

¹⁷ Zahra, *op. cit.*, p. 8.

¹⁸ Ackermann, *loc. cit.*, 2000, p. 150.

¹⁹ Ackermann, *loc. cit.*, 2004, p. 439.

à la « normale ». La présence de frêles enfants traumatisés sur les bancs d'école est un vestige du nazisme qui empêche la nation ouest-allemande de tourner la page²⁰.

Les États-Unis, les pays de l'Europe de l'Ouest et l'élite chrétienne ont tendance à définir les méfaits du totalitarisme spécifiquement par rapport à sa destruction de la famille « complète ». Les Nations unies affirment que les nazis ont mené une « guerre contre les enfants » en raison de leur dévastation de la sécurité familiale, de l'éducation des enfants et de leur bien-être. Ainsi, dans l'après-guerre, il faut désormais renforcer l'institution de la famille au nom de la fin du fascisme tout en contrecarrant la menace contre la sphère privée menée par le communisme²¹. En somme, dans le but de construire une solide démocratie, rejetant les valeurs fascistes et capable de maintenir une paix européenne à long terme, le Gouvernement militaire américain incite les autorités allemandes et l'Église catholique à venir en aide aux enfants et leur offrir un environnement stable qui favorise leur intégration rapide dans la société²². Les autorités allemandes y voient également une façon d'instaurer une mémoire dans laquelle les Allemands sont les réelles victimes du conflit. En effet, pendant la décennie subséquente à la guerre, le sort tragique des jeunes Allemands et Allemandes, notamment réfugiés, joue un rôle important dans les discours de victimisation allemande, en plus d'influencer la définition de l'héritage du passé nazi. De son côté, l'Église catholique souhaite rétablir son image entachée par son inaction lors de la guerre en portant secours aux réfugiés et particulièrement aux plus vulnérables, les enfants²³. Pour la population expulsée en général, les enfants ont une valeur forte et symbolique, comme l'explique le député au *Landtag* de Bavière et expulsé de Silésie, Alfred Noske:

Nous n'oublierons jamais non plus tout ce qui a été notre *Heimat*. Je dois le dire ici clairement et sans ambiguïté. Nous n'oublierons jamais Stettin, Breslau et Karlsbad, et nous n'oublierons jamais tout ce qui était le territoire allemand et la terre allemande.

(...) Nous transmettrons ce savoir, cette nostalgie de la maison, cet attachement à notre patrie, à notre fils, à nos petits-enfants et, si nécessaire, à nos arrière-petits-enfants. Nous qui

²⁰ Edward Ross Dickinson, *The politics of German child welfare from the Empire to the Federal Republic*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, p. 249.

²¹ Zahra, *op. cit.*, p. 17.

²² Taylor, *op. cit.*, p. 11.

²³ Pour en savoir plus sur l'Église catholique durant la Seconde Guerre mondiale, voir Daniel Jonah Goldhagen, *Le devoir de morale : le rôle de l'Église catholique dans l'Holocauste et son devoir non rempli de repentance*, Paris, Seuil, 2003, 488 p.

le répétons sans cesse : nous ne sommes pas encore perdus, même si cela prend des générations²⁴.

Pour Noske, comme pour plusieurs réfugié·e·s, les enfants réfugié·e·s représentent non seulement l'espoir d'une Allemagne démocratique prospère, mais aussi la garantie que la mémoire des expulsions et de la *Heimat* ne sera jamais oubliée. Dans cette sous-partie, nous examinerons donc l'aide de première nécessité qui est offerte aux filles et garçons réfugié·e·s et leur importance dans la formation de la mémoire allemande durant les années immédiates d'après-guerre.

Les correspondances et les rapports de l'archidiocèse de 1945 à 1952 témoignent de la misère quotidienne des enfants réfugié·e·s et parfois des mesures mises en place pour leur venir en aide. Par exemple, le représentant des réfugié·e·s de la commune d'Ebrach du district de Bamberg écrit à l'archevêque de Bamberg que « la moitié des enfants ont encore une distance de trois kilomètres [à parcourir] entre leur village et la station d'alimentation de *Caritas*. Même par temps de pluie, ils viennent, bien qu'ils n'aient pas de vêtements de pluie et qu'ils soient sans chaussures »²⁵. Similairement, un rapport de la petite paroisse de Steinbach am Wald dénonce la malnutrition chronique chez les enfants réfugié·e·s en âge d'aller à l'école, un véritable fléau chez les écoliers et les écolières de six à dix ans. L'état de santé de 40% de ces enfants soulèvent de vives inquiétudes. Dans certaines paroisses en campagne, le nombre de réfugié·e·s dépasse celui des habitant.e.s d'origine. Par exemple, celle du village de Markt Bibart, où les jeunes expulsé·e·s représentent 75% des élèves de l'école locale²⁶. La direction de l'école primaire rurale du village Lehrberg, dans la région d'Ansbach, rapporte à l'archevêque de Bamberg:

La nécessité d'une alimentation supplémentaire existe pour 65-70% des enfants [réfugié·e·s]. Certains sont déjà malades. La plupart d'entre eux ont souffert d'une maladie du pus au cours des derniers mois, qui était apparemment contagieuse et qu'on appelait la

²⁴ « Wir werden auch all das, was uns Heimat gewesen ist, nie vergessen. Aus das muss ich hier deutlich und klar aussprechen. Wir werden nicht vergessen Stettin und Breslau und Karlsbad und wir das alles heißen mag, was deutsches Gebiet und deutsches Land gewesen ist.

Jahrhunderte, ehe Amerika überhaupt erst entdeckt wurde. Wir werden dieses Wissen, dieses Heimverlangen, dieses Gebundensein an unsere Heimat, an Sohn, an Enkel und notfalls an Urenkel weitergeben. », cité dans Monika Glettler, dir., *Landtagsreden zur bayerischen Vertriebenenpolitik 1946-1950*, Munich, Rieß-Druck und Verlag, 1993, p. 36.

²⁵ « Die Hälfte der Kinder hat noch einen Weg von 3 Kilometer von ihrem Dorf zur Caritas-speisung. Auch bei Regenwetter kommen sie, obwohl sie keine Regenkleidung besitzen und ohne Schuhe sind. » Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

²⁶ Markt Bibart Nr. 149, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 24 novembre 1946.

maladie du réfugié. Les enfants sont malheureux, leur santé est menacée par l'insuffisance pondérale, en classe ils se fatiguent très facilement malgré leur bonne volonté²⁷.

Ces témoignages et rapports qui révèlent la misère des enfants réfugié·e·s attirent la sympathie des charités ecclésiastiques allemandes. Alors que la ville et le district de Bamberg tentent de loger les familles réfugiées, l'Église catholique et sa charité, le *Caritas*, répondent plutôt aux besoins de base quotidiens des jeunes migrants et migrantes en créant des cantines dans les camps de réfugié·e·s spécialement pour les enfants, en distribuant des vêtements et des souliers dans les écoles, en mettant en place des cliniques pour enfants et en organisant des collectes de mobiliers pour les familles réfugiées avec des enfants²⁸.

Dans les premiers 16 mois de l'après-guerre, le *Caritas* de l'archidiocèse de Bamberg dépense 1 500 000 Reichsmarks pour le soin des réfugié·e·s et distribue 76 400 vêtements²⁹. De plus, de mai 1945 à décembre 1946, les collectes de *Caritas* permettent l'acheminement de 62 700 kilos de nourriture, principalement de dons venus d'Allemagne et des États-Unis³⁰. Puisque cette aide alimentaire n'est pas suffisante pour nourrir et vêtir convenablement les populations réfugiées, elle est essentiellement distribuée aux groupes estimés comme plus importants ou plus à risque, dont les enfants.

L'Église et le *Caritas* jouent donc un rôle considérable dans l'aide aux expulsé·e·s dans l'archidiocèse de Bamberg. Sitôt les premières expulsions, l'organisme entame des actions pour les aider, comme en témoigne le rapport du premier commissaire pour les réfugié·e·s du district et de la ville de Bamberg, Herr Lens, qui louange l'aide de l'Église :

Le seul travail productif et positif dans le domaine de la prise en charge des réfugiés dans la ville de Bamberg est sans aucun doute celui effectué par les organisations d'aide sociale de l'Église, *Caritas* et l'*Innere Mission*. Cependant, leurs moyens restent faibles face à

²⁷ « Die Notwendigkeit einer Zusatznahrung besteht für 65-70% der Kinder. Diese Kinder sind z.T. schon erkrankt. Zum größeren Teil litten sie in den vergangenen Monaten unter einer Eiterseuche, die offenbar ansteckend war und Flüchtlingskrankheit genannt wurde. Die Kinder sind elend, durch Untergewicht gesundheitlich gefährdet, im Unterricht ermüden sie trotz guten Willens sehr leicht. » Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

²⁸ Il a été intéressant de constater qu'il ne semble pas y avoir une différence de traitement évidente quant à l'aide matérielle selon la religion (catholique ou protestante) des enfants dans l'archidiocèse de Bamberg. En effet, les cantines et les distributions de vêtements organisées par l'*Innere Mission* et le *Caritas* étaient ouvertes à tous les enfants réfugié·e·s. 60 Coburg, St-Augustin Nr. 40, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 1947.

²⁹ Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 14 octobre 1946.

³⁰ Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

l'indescriptible misère. Néanmoins, je pense que seuls eux, grâce à leur indépendance vis-à-vis des autorités locales, sont en mesure de gérer les besoins croissants auxquels doit répondre la Commission des réfugiés³¹.

La santé des jeunes catholiques inquiète assez les prêtres des paroisses pour qu'ils écrivent à répétition des lettres à l'archevêque de Bamberg, en plus d'évoquer ce sujet dans leurs sermons. Dans un rapport du bureau pastoral des réfugié·e·s (*Flüchtlingsseelsorgeamtes*) du village de Burgbernheim, à une cinquantaine de kilomètres de Nuremberg, un prêtre rapporte :

La mortalité infantile et la tuberculose sont particulièrement élevées : rien qu'au mois de février 1947, 18 décès de nourrissons et, le même mois, en l'espace d'une semaine, 13 enterrements, dont 5 de nourrissons et 2 de femmes atteintes de tuberculose. Il y a un danger aigu d'une nouvelle augmentation de la mortalité infantile et juvénile, car il n'y a pas de lait ni de vitamines disponibles et les réfugiés catholiques ne sont soutenus en aucune façon par la population locale³².

Pour contrer les maladies comme la tuberculose qui ravage les camps de réfugié·e·s, des repas quotidiens sont offerts aux enfants expulsé·e·s. Des cantines sont aussi créées à l'extérieur des camps. Par exemple, grâce aux dons du Vatican, le *Caritas* nourrit quotidiennement 200 enfants et 80 personnes âgées par jour dans sa cantine de l'Untere Königstraße à Bamberg³³. En plus de ces cafétérias, 2 400 écoliers et écolières de 6 à 14 ans ont droit à un repas par jour dans l'une des trois écoles primaires de la ville de Bamberg. Ces repas, commandités principalement par les États-Unis, sont des sources importantes de lait, gras et sucre, essentiels au regain de santé physique des jeunes expulsé·e·s³⁴.

Le secrétaire d'État des réfugié·e·s, Wolfgang Jaenincke, souligne le rôle inestimable de l'association *Caritas* dans le rapport « Vier Jahre Vertriebenenbetreuung in Bayern ». Entre 1946

³¹ « Die einzig produktive und positive Arbeit in der Flüchtlingsbetreuung wird in der Stadt Bamberg zweifellos von den kirchlichen Wohlfahrtsverbänden, der Caritas und der Inneren Mission, geleistet. Ihre Mittel bleiben angesichts des unbeschreiblichen Elends allerdings gering. Trotzdem sind meines Erachtens nach ausschließlich sie durch ihre Unabhängigkeit von den örtlichen Behörden in der Lage bei verstärkter Aktivität jener Not zu steuern, die zu beheben das Flüchtlingskommissariat berufen ist. », K5 19015, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 16 novembre 1945.

³² « Besonders hohe Säuglingssterblichkeit und Tuberkulose. Im Monat Februar 1947 allein 18 Sterbefälle von Säuglingen und im gleichen Monat innerhalb einer Woche 13 Beerdigungen, davon 5 Säuglinge und 2 Tbc. -Frauen. Akute Gefahr zum weiteren Anwachsen der Kinder- und Säuglingssterblichkeit, da Milch und Vitamine nicht zu Verfügung stehen und die katholischen Flüchtlinge von der Ortsbevölkerung in keiner Weise unterstützt werden », Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

³³ Stefan Kestler et Ulrich Götz Penzel, *Bamberg: Zufluchtsort für Vertriebene, Flüchtlinge und Heimatlose*, Bamberg, Babenberg-Verl, 1999, p. 15.

³⁴ *Ibid.*, p. 16.

et 1949, l'association *Caritas* a, à elle seule, fourni 2 900 tonnes de nourriture, vêtements, médicaments et autres biens de première nécessité pour venir en aide aux Allemand·e·s dans le besoin. Les expulsé·e·s, qui représentent environ 20% de la population, ont reçu plus de la moitié des dons en nourriture et 60% des biens matériels comme des vêtements et des souliers³⁵.

En plus des actions prises concrètement dans les communautés, le *Caritas* permet de faire entendre la misère des réfugié·e·s à l'international, en diffusant entre autres des images et des témoignages de la détresse des enfants catholiques expulsé·e·s³⁶. Selon le premier ministre bavarois Dr. Hans Ehard, dans la mesure où 8 000 réfugié·e·s arrivent en moyenne quotidiennement dans les gares de Bavière, l'aide internationale est non seulement essentielle pour le maintien de leur bien-être, mais pour celui de toute la population bavaroise³⁷. Toutefois, jusqu'au commencement de la guerre froide et la réforme monétaire de 1948³⁸, les Alliés exigent que la qualité de vie des Allemand·e·s n'excède pas celle des populations des pays récemment libérées. Conséquemment, le Gouvernement militaire américain limite l'importation de nourriture en Allemagne, mais aussi l'achat de nourriture autochtone par le personnel de l'armée pour ne pas aggraver la crise alimentaire³⁹. Une telle pratique est perçue comme une forme de justice. Ainsi, alors que l'Allemagne est reléguée au bas de la liste d'aide internationale, l'Église catholique sert de relais pour demander de l'aide étrangère indispensable. Jaenicke remercie l'aide du *Caritas* et de ses donateurs dans l'un de ces rapports :

Si j'insiste sur cette aide, c'est aussi parce que les Églises, la Croix-Rouge et les autres organisations d'aide ont été les seuls messagers de ce grand besoin en Allemagne vers le reste du monde pendant toutes les années qui ont suivi l'effondrement, lorsque l'Allemagne

³⁵ C 18 + 70, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950.

³⁶ Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

³⁷ Glettler, *loc. cit.*, p. 30.

³⁸ En juin 1948, le Gouvernement militaire américain lance une réforme monétaire en raison de la faible valeur du Reichsmark. La nouvelle monnaie, le Deutschemark, vaut 10 fois plus que la précédente. Cette réforme, essentielle selon les autorités américaines pour relancer l'économie ouest-allemande, frappe durement les réfugié·e·s. Connor, *op. cit.*, p. 44-46.

³⁹ Dans ce cas, il y a une exception et c'est la bière. En effet, les Allemand·e·s se voient interdire le droit de produire de la bière, car toute l'orge doit être utilisée pour produire du pain. Or, dès le début de l'occupation, les forces américaines autorisent certaines brasseries à continuer leur production qui est dédiée aux troupes militaires. Par exemple, dans la ville de Berlin, à partir du 1^{er} août 1945, c'est la brasserie Hans Sixtus Schultheiss qui recevra cette tâche. En tout, il y aura 13 brasseries et quatre fermes de malt réservées par les forces de l'armée américaine dans la ville de Berlin. Voir « Beer For Berlin », *Weekly Information Bulletin*, 8, 15 septembre 1945, p. 16. « No Barley For Beer », *Weekly Information Bulletin*, 12, 13 octobre 1945, p. 16. « Bread- But No Beer », *Weekly Information Bulletin*, 37, 15 avril 1946, p. 10 et Lee Kruger, *Logistic Matters and the U.S. Army in Occupied Germany, 1945-1949*, New York, Palgrave Macmillan, 2016, p. 18.

était politiquement hermétiquement fermée à l'étranger, qu'elle n'avait aucun contact avec les organismes gouvernementaux étrangers et qu'une grande partie du monde ne connaissait l'Allemagne qu'en raison du ressentiment causé par la guerre.

Si aujourd'hui, à l'étranger, on ne répond pas immédiatement à toutes les mentions de la misère des réfugiés allemands en énumérant les atrocités des camps de concentration et les atrocités de la guerre, si l'Allemagne d'aujourd'hui n'est plus traitée par les pays étrangers comme un prisonnier à expier, c'est avant tout une conséquence de l'insistance incessante des autorités religieuses et caritatives. Au nom du Christ et pour le bien de l'humanité, ils ont frappé à maintes reprises aux portes de gouvernements et de parlements étrangers, jusqu'à ce qu'ils soient enfin entendus, que leurs rapports soient pris en compte et qu'ils commencent à se rendre compte que la misère des réfugiés allemands expulsés est un problème européen qui doit devenir un problème mondial si une solution ne peut être trouvée dans l'espace européen⁴⁰.

Ainsi, grâce aux contacts à l'international de l'Église catholique, les dons ne se limitent pas aux collectes en Allemagne, déjà appauvrie par la guerre. Parmi les donateurs et donatrices internationaux qui ont offert 2900 tonnes de nourriture, vêtements et matériel médical entre 1946 et 1949, les États-Unis et le Vatican se démarquent, en fournissant respectivement les deux tiers et le cinquième de ces dons⁴¹. Des dons généreux sont aussi recueillis de Suisse, d'Irlande et de Suède⁴². La charité de l'Église catholique, le *Caritas*, joue de ce fait un rôle essentiel dans la collecte et la distribution de l'aide de première nécessité aux réfugié·e·s les plus démunis. Puisque les ressources ne sont pas suffisantes pour porter secours à tous les expulsé·e·s, l'organisation religieuse favorise l'aide aux jeunes migrant·e·s et à leurs familles avec l'envoi de colis C.A.R.E (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere) par exemple⁴³. Le soutien se constitue

⁴⁰ « Wenn ich diese Hilfe besonders hervorhebe, geschieht es auch deswegen, weil die Kirchen, das Rote Kreuz und die anderen Hilfsorganisationen als einzige Sendboten von dieser große Not in Deutschland der übrigen Welt berichteten in all den Jahren nach dem Zusammenbruch, als Deutschland politisch vom Ausland hermetisch abgeschlossen keinen Kontakt zu ausländischen Regierungsstellen hatte und ein großer Teil der Welt Deutschland gegenüber nur kriegsbedingte Ressentiments kannte.

Wenn heute im Ausland nicht mehr jede Erwähnung des deutschen Flüchtlingselend durch Aufzählung von KZ-Greueln und Grausamkeiten des Krieges sofort beantwortet wird, wenn also Deutschland heute vom Ausland nicht mehr wie ein zu bestragender Gefangener, der büßen soll, behandelt wird, ist dies in erster Linie eine Folge der unaufhörlichen Rüge kirchlicher und caritativer Stellen. Im Namen Christi und um der Menschlichkeit willen haben sie immer und immer wieder an die Türen der ausländischen Regierungen und Parlamente geklopft, bis man sie endlich anhörte, ihre Berichte zur Kenntnis nahm und anfang, zu erkennen dass das Flüchtlingselend der deutschen Heimatvertriebenen ein europäisches Problem ist, das zu einem Weltproblem werden muss, wenn eine Lösung im europäischen Raum nicht gelingt. », C 18 + 70, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950.

⁴¹ C 18 + 70, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950.

⁴² Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

⁴³ Collingham, *op. cit.*, p. 458.

principalement de nourriture, de meubles et de vêtements, en plus de procurer une éducation au moyen de garderies, d'écoles, d'orphelinats, de pensionnats et de camps pour adolescent·e·s.

À l'intérieur même de la société d'accueil, afin d'obtenir la sympathie, l'aide et la reconnaissance du malheur des réfugié·e·s, on utilise également l'image de victimes des enfants expulsé·e·s. Les nombreuses publications dans les médias⁴⁴, les discours des politicien·ne·s⁴⁵, les sermons dans les églises⁴⁶ et les études académiques contemporaines en sociologie, psychologie et psychothérapie⁴⁷ révèlent cette tentative calculée de faire appel aux émotions des Allemand·e·s. Les témoignages hauts en couleurs et riches en détails décrivent les situations extrêmes qu'ont dû traverser les enfants d'ascendance germanique expulsé·e·s des pays d'Europe de l'Est et appellent les Allemand·e·s locaux à la générosité et la tolérance.

Le sort des enfants expulsé·e·s d'après-guerre est donc utilisé afin que les Allemand·e·s locaux et les pays occidentaux contribuent à aider les réfugié·e·s et l'Allemagne en général, mais il comporte aussi un message social et politique. Avec le début de la guerre froide, les publications qui dénoncent le sort des enfants réfugié·e·s soulignent l'injustice dont sont victimes les Allemand·e·s et les dommages permanents infligés aux jeunes par les expulsions en portant souvent le blâme sur les pays communistes⁴⁸. Qui plus est, le refus des organismes internationaux récemment fondés (OIR, UNRRA, UNICEF) de venir en aide à la jeunesse allemande dans les premières années après la guerre et la division de l'Allemagne encouragent plusieurs Allemand·e·s dans les années 1950 à se considérer individuellement et collectivement comme principale victime de la Deuxième Guerre mondiale⁴⁹. En effet, la vengeance, notamment en Pologne et en Tchécoslovaquie, et l'ignorance volontaire de la situation par les Alliés et des organismes d'aide humanitaire internationaux résultent selon eux autant du sort tragique des enfants réfugié·e·s que de celui de la nation allemande.

⁴⁴ Dickinson, *op. cit.*, p. 272-273.

⁴⁵ Par exemple, le discours au parlement bavarois du secrétaire d'État des réfugié·e·s Wolfgang Jaenicke, le 26 février 1948. Glettler, *op. cit.*, p. 52-62.

⁴⁶ Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, décembre 1946.

⁴⁷ Ackermann, *loc. cit.*, 2004.

⁴⁸ Ackermann, *loc. cit.*, 2000, p. 151.

⁴⁹ Taylor, *op. cit.*, p. 225.

Dès 1948, des organisations laïques exclusivement dédiées aux groupes ethniques expulsés sont composées dans les trois zones occidentales, comme les jeunes Allemand·e·s des Sudètes (*Sudetendeutsche Jugend*) et de Silésie (*Schlesische Jugend*)⁵⁰. Les objectifs de ces fédérations sont explicites: la préservation de la mémoire de leur *Heimat*, des expulsions et du patrimoine national, ainsi que la transmission de la culture et des coutumes allemandes des Sudètes et de Silésie. Elles ont également un aspect politique puisqu'elles réclament l'autodétermination des groupes ethniques d'Europe et donc, la redéfinition des frontières à l'Est en leur faveur⁵¹. Au travers de toutes sortes d'activités, on cherche à éduquer les jeunes expulsé·e·s, souvent laissés à eux-mêmes, dans un cadre communautaire et à leur en apprendre davantage sur la patrie de leurs parents. Au demeurant, ces organisations sont proposées dans l'espoir d'encadrer les enfants qui ont grandi sous le Troisième Reich, puis ont connu les expulsions, tout en les éloignant du modèle de la jeunesse hitlérienne et afin de maintenir la mémoire des expulsions d'après-guerre.

Néanmoins, il faut garder à l'esprit que la victimisation collective en Allemagne de l'Ouest ne va pas au-delà de la volonté de normalisation et d'intégration des enfants réfugié·e·s. D'un côté, il y a les graves conséquences des expulsions sur la santé physique et mentale des enfants qui contribuent à la sympathie internationale et locale, à la collecte de dons et à la victimisation allemande. De l'autre, ce statut spécial des enfants réfugié·e·s ne peut perdurer et doit être surmonté le plus rapidement possible, si l'on souhaite réellement éviter leur aliénation, et favoriser leur intégration et leur normalisation⁵². En d'autres mots, une accentuation trop forte des différences entre les jeunes réfugié·e·s et les jeunes locaux causerait un renforcement des préjugés envers les expulsé·e·s et pourrait nuire à leur assimilation. L'équilibre de ces deux éléments, parfois contradictoire, est typique de la période d'après-guerre en Allemagne.

Tout compte fait, dans l'après-guerre en Bavière, le retour à la normale de la nation allemande est lié au bien-être des habitant·e·s les plus jeunes et vulnérables. L'apparence des enfants réfugié·e·s, marquée par des années de privation, rappelle la guerre et ses conséquences. Les enfants expulsé·e·s d'Europe de l'Est occupent donc une place centrale dans les politiques

⁵⁰ Georg Jäschke, *Wegbereiter der deutsch-polnisch-teschechischen Versöhnung? Die katholischen Vertriebenenjugend 1946-1990 in der Bundesrepublik Deutschland*, Münster, Aschendorff Verlag, 2018, p. 78.

⁵¹ Matthias Lempart, « Gerhard Moschner, Jugendseelsorger und Organisator der Verbandsstrukturen der vertriebenen katholischen Schlesier », Rainer Bendel, dir., *Vertriebene Katholiken - Impulse für Umbrüche in Kirche und Gesellschaft?* Münster, LIT, 2005, p. 146.

⁵² Ackermann, *loc. cit.*, 2000, p. 151.

bavaroises et ecclésiastiques d'aide aux réfugié·e·s. En plus d'aider à la collecte de dons nationaux et internationaux, ils représentent également l'espoir d'une intégration réussie des minorités allemandes d'Europe de l'Est et incarnent l'avenir d'un État-nation démocratique et prospère. Parallèlement, les jeunes expulsé·e·s permettent à plusieurs Allemands et Allemandes de l'Ouest de se dépeindre comme des victimes du régime nazi.

4.2. Le bien-être psychologique des jeunes réfugié·e·s

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, en réaction aux énormes pertes humaines, le bien-être des enfants forme une partie fondamentale de la reconstruction allemande. Les enfants réfugié·e·s ont une valeur particulière puisqu'ils offrent la possibilité de raffermir démographiquement un État et, contrairement aux réfugié·e·s adultes, ils sont facilement assimilables. Partout en Europe, on détermine que le bien-être psychologique d'un enfant passe par son intégration à sa famille et sa communauté nationale⁵³. De ce fait, alors que les efforts humanitaires de l'entre-deux-guerres se concentrent principalement sur la satisfaction des besoins matériels de la jeunesse, après la Seconde Guerre mondiale, les actions européennes dirigent leurs efforts vers la santé mentale des enfants qui, selon eux, passe nécessairement par le rétablissement de l'institution de la famille traditionnelle et leur rapatriement à leur nation, particulièrement à partir de 1948 dans le cas des jeunes expulsé·e·s allemands⁵⁴.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, sous les ordres du Gouvernement militaire américain, les autorités bavaroises tentent d'intégrer les masses de réfugié·e·s et former de loyaux citoyen·ne·s démocratiques et capitalistes. On cherche tout autant à garantir la loyauté politique, idéologique, sociale et religieuse des petits réfugié·e·s allemands, qui ne peut être acquise si ceux-ci ne retrouvent pas un équilibre psychologique⁵⁵. Un fort lien est établi entre l'intégration de la population juvénile des réfugié·e·s, le rejet des valeurs nazies, le retour des valeurs chrétiennes familiales et la reconstruction d'une Allemagne démocratique. Les autorités bavaroises craignent donc les impacts à long terme d'une enfance marquée par les traumatismes des bombardements, les expulsions, le temps prolongé dans les camps de réfugié·e·s, les situations familiales instables et les pénuries constantes. Durant toutes ces années, la capacité des enfants

⁵³ Taylor, *op. cit.*, p. 17.

⁵⁴ Ackermann, *loc. cit.*, 2000, p. 146.

⁵⁵ Zahra, *op. cit.*, p. 16.

expulsé·e·s à endurer des expériences difficiles aurait été surchargée. Selon les spécialistes en sociologiques et psychanalyse de l'époque, toute personne ayant passé au travers de telles horreurs sans aide extérieure, ne peut être en mesure de faire face aux exigences professionnelles ultérieures, et les risques de dérive émotionnelle ou sociale sont élevés⁵⁶. L'aide aux jeunes réfugié·e·s est donc perçue comme essentielle pour éviter ce scénario.

La séparation des enfants de leur famille et de leur nation est l'un des problèmes qui est le plus souvent mentionnés dans les documents des autorités bavaroises étatiques, municipales et du district⁵⁷. S'il y a un consensus par rapport au problème et son ampleur, la façon d'y remédier divise. De ce fait, de nombreux débats prennent place, dont celui à propos de l'institution de la famille⁵⁸. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les élites politiques et plusieurs publications accusent les mères allemandes qui ne se conforment pas au modèle de famille nucléaire de favoriser la croissance de la délinquance chez les jeunes, car ceux-ci n'ont pas l'autorité traditionnelle paternelle⁵⁹. Ces mères monoparentales, veuves, divorcées ou pour d'autres raisons, sont perçues non seulement comme un rappel désagréable, parfois gênant, de la guerre, mais aussi comme une embûche à la restauration du modèle familial traditionnel et chrétien. La situation familiale difficile des enfants réfugié·e·s dont les pères sont décédés ou en captivité est particulièrement évoquée dans les rapports sur la situation des réfugié·e·s de l'État de Bavière⁶⁰. Dans l'ensemble, en Allemagne de l'Ouest, la tendance émergente pour redresser psychologiquement les jeunes expulsé·e·s est leur retour dans un cadre familial jugé « normal » au moyen des réunions de famille, ainsi que par leur intégration à la grande « famille » allemande. Le député Alfred Noske du parti nationaliste *Wirtschaftliche Aufbau-Vereinigung* (WAV) exprime son inquiétude lors d'un discours devant le *Landtag* de Bavière:

⁵⁶ Ackermann, *loc. cit.*, 2000, p. 146.

⁵⁷ K5 19014, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 5 janvier 1946; K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 14 juin 1947; C 52 + 1108, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 27 janvier 1950; C 18 + 10, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 1951; C 18 + 7, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950; Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947; Hüttenheim Nr. 43, Erzbistums Bamberg, Bamberg, 1^{er} septembre 1945.

⁵⁸ Pour plus de détails sur les débats à l'échelle européenne sur le retour des enfants à leur nation d'origine, voir Tara Zahra, « "A human treasure": Europe's displaced children between nationalism and internationalism », *Past & Present*, 2011, 210, p. 332-350.

⁵⁹ Elizabeth Heineman, *What Difference Does a Husband Make? Women and Marital Status in Nazi and Postwar Germany*, Berkely and Los Angeles, University of California Press, 1999, p. 125.

⁶⁰ C 51 + 2361, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 7 mai 1948; C 18 + 10, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 1951; K5 19015, Bamberg Staatsarchiv, Bamberg, 10 décembre 1945.

Lorsque je parle du problème psychologique, je dois tout d'abord aborder les points suivants: l'une des tâches les plus importantes consistera à réunir les familles déchirées. Vous pouvez imaginer l'énorme fardeau que représente, après deux ans et plus de séparation, après la perte de tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue, le fait d'être confronté à un mur presque insurmontable de réglementations bureaucratiques qui empêche les couples mariés de se réunir et les enfants de revenir chez leurs parents⁶¹.

Le 19 février 1948, devant le parlement de Bavière, la députée Zita Zehner du CSU déplore le nombre élevé de jeunes adultes réfugié·e·s bénéficiant de l'aide sociale, beaucoup plus important par rapport à la population native. Selon elle, cela est dû au fait que les jeunes réfugié·e·s sont pour la plupart sans autorité parentale et qu'ils vivent dans des logements surpeuplés, regroupant enfants, adultes et personnes âgées dans la même pièce. Le problème le plus pressant selon elle, en revanche, est l'éducation uniforme de l'ensemble des jeunes réfugié·e·s afin de les amener vers le droit chemin⁶². Zehner propose alors de doubler le budget de trois millions de Reichsmarks déjà alloué pour la formation d'adolescent·e·s réfugié·e·s et sans-abris, car « si l'on donne à nos jeunes la possibilité d'apprendre un métier, le danger est largement écarté »⁶³.

Ainsi, en plus de vouloir sauver les enfants réfugié·e·s, on veut en faire de futurs citoyen·ne·s productifs, ainsi que promoteurs du système en place. Pour cela, les jeunes réfugiés doivent non seulement retrouver une santé physique, mais aussi mentale grâce à un environnement familial stable et « normal », avec un père travailleur, une mère au foyer et une intégration nationale réussie.

Dans la ville de Bamberg, parmi les 15 000 réfugié·e·s qui s'y sont établis de 1945 à 1950, les programmes de réunions de familles permettent l'emménagement de 3 000 réfugié·e·s⁶⁴. Cette décision est régie par la loi spéciale 59 sur l'accueil et l'intégration des réfugié·e·s allemands adoptée par le *Landtag* de Bavière le 19 février 1947⁶⁵. Selon son article 1, paragraphe 4, les

⁶¹ « Wenn ich vom seelischen Problem spreche, muss ich vor allen noch folgendes einschalten: Eine der wichtigsten Aufgaben wird es sein, die auseinandergerissenen Familien zusammenzuführen. Sie können sich vorstellen, welche ungeheure Belastung es mit sich bringt, nach zwei und mehr Jahren der Trennung, nach dem Verlust alles dessen, was einem Menschen das Leben überhaupt lebenswert macht, nun noch vor der Tatsache zu stehen, dass ein fast unübersteigbarer Wall von bürokratischen Vorschriften Eheleute verhindert, zueinander, und Kinder, zu den Eltern zu kommen. » Glettler, *op. cit.*, p. 33.

⁶² Glettler, *op. cit.*, p. 51.

⁶³ « Wenn nämlich unsere Jugendlichen Berufen zugeführt werden können, dann ist die Gefahr schon weitgehend abgebogen. » Glettler, *op. cit.*, p. 52.

⁶⁴ C 18 + 10, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 1951.

⁶⁵ K5 19018, Staatsarchiv Bamberg, Bamberg, 14 juin 1947.

conjoint, enfants et parents qui ont besoin d'assistance peuvent être admis en Bavière et s'installer chez le soutien de famille. Ainsi, la loi soutient les réunions parents-enfants et ne concerne que les familles selon le modèle « nucléaire » et non la fratrie ou les cousins. Un refus d'immigration remis à une femme qui voulait faire venir sa sœur en Bavière en témoigne : on lui refuse le permis, car sa demande ne correspond pas aux critères de réunion de famille⁶⁶.

L'organisme charitable *Caritas* se soucie également d'améliorer la stabilisation du milieu familial et la santé mentale des enfants réfugié·e·s en leur fournissant non seulement des meubles et de l'argent, mais également en mettant en place des programmes de réunions de famille, en leur procurant une éducation et en participant à la création d'organisations sociales et culturelles⁶⁷. Le président et le directeur de l'organisme *Caritas* de Bamberg expliquent dans un rapport sur la situation des réfugié·e·s de minorités allemandes dans l'archidiocèse de Bamberg l'importance d'aider la famille « détruite par la guerre et les événements de l'après-guerre à retrouver des bases saines »⁶⁸.

Le *Caritas* met donc en place un service de recherche (*Kirchlicher Suchdienst*) dans l'ensemble des paroisses de l'archidiocèse de Bamberg dès septembre 1945 et demande le recensement de tous les évacué·e·s, réfugié·e·s et soldat·e·s sur son territoire. En distribuant des cartes d'enregistrement dans les gares et dans les camps, l'organisation recense les réfugié·e·s en mouvement, ainsi que les habitant·e·s dans les camps⁶⁹. L'organisme collabore étroitement avec la Croix-Rouge afin d'étendre ses recherches sur les autres zones d'occupation d'Allemagne et même à l'international.

L'organisme se charge aussi de l'éducation des enfants et parfois de leur logement, deux aspects primordiaux pour la formation de bon·ne·s catholiques et citoyen·ne·s démocratiques. En effet, dès les premiers mois des expulsions, l'administration des réfugié·e·s de la ville de Bamberg (*Flüchtlingsverwaltung*) délègue à l'association *Caritas* du diocèse de Bamberg, à l'*Innere Mission* et à la Croix-Rouge bavaroise, le regroupement et la prise en charge des jeunes hommes âgés de 14 à 18 ans qui habitent les camps de réfugié·e·s du centre urbain. Les organismes veillent à leur

⁶⁶ C 52 + 1108, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 27 janvier 1950.

⁶⁷ C 18 + 7, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, mars 1950.

⁶⁸ « *Der durch den Krieg und die Nachkriegsereignisse zerstörten Familie wieder zu gesundem Lebensboden zu verhelfen.* », Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

⁶⁹ Hüttenheim Nr. 43, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 1^{er} septembre 1945.

alimentation, leur éducation et leur hébergement. Le camp « Scheiners Weinstuben » est le premier fondé, suivi de « Leiterlein-Diele », « Bräustübl » et « Blaue Glocke » dans les mois suivants. Le camp de Theresienhain, construit dans le plus grand parc de la ville, peut accueillir quant à lui de 80 à 100 adolescents réfugiés⁷⁰. En 1949, 180 jeunes hommes sont en permanence pris en charge dans ces camps⁷¹.

L'organisme *Caritas* veille tout autant sur les enfants plus jeunes et des deux genres. Dès octobre 1946, 935 jeunes filles et garçons sont logés par 18 foyers de la charité catholique, dispersés sur le territoire du diocèse de Bamberg. Sept foyers de nourrissons et de maternité pour les réfugié·e·s sont créés par la charité dans le diocèse⁷², dont un dans la ville de Bamberg. Dans ce dernier, les sœurs s'occupent de plus d'une centaine de bébés et bambins de moins de trois ans, orphelin·e·s, abandonnés ou dont les parents sont incapables de les nourrir. Dans tout le diocèse, 25 écoles et pensionnats pour les enfants réfugié·e·s catholiques sont supervisés par le *Caritas*, avec une capacité de 1 532 lits⁷³.

De plus, le *Caritas* se charge de la création d'écoles et de crèches⁷⁴. Au total, environ 10 000 jeunes enfants réfugié·e·s sont pris en charge quotidiennement et gratuitement dans 150 garderies par près de 300 sœurs⁷⁵. À titre d'exemple, en 1946, les sœurs de l'organisation *Caritas* du petit village de Markt Bibart s'occupent de 50 à 60 enfants de 3 à 6 ans quotidiennement. L'association offre hebdomadairement trois repas gratuits à plus de 150 enfants⁷⁶.

Enfin, la charité tente de redresser la morale, l'éthique et la culture des enfants réfugié·e·s catholiques en les intégrant à la vie communautaire paroissiale. L'office de la jeunesse de l'archidiocèse de Bamberg (*Jugendamt der Erzdiözese Bamberg*) y est particulièrement impliqué : ces leaders organisent des activités et forment des clubs qui encadrent les enfants et les adolescent·e·s afin d'éviter que ces derniers ne se tournent vers la délinquance⁷⁷. L'organisation Jeunesse catholique fédérale (*Bund Katholische Jugend*) est particulièrement impliquée à cet effet.

⁷⁰ Kestler et Penzel, *op. cit.*, p. 48.

⁷¹ *Ibid.*, p. 49.

⁷² Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ C 18 + 10, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 1951.

⁷⁵ Markt Bibart Nr. 149, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, octobre 1946.

⁷⁶ Markt Bibart Nr. 149, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 20 novembre 1946.

⁷⁷ Schlüsselau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 23 février 1947.

On tente d'y intégrer des jeunes réfugié·e·s grâce à un enseignement religieux avancé, de nouveaux liens sociaux, des jeux et la pratique de sports. De nouveaux groupes religieux sont aussi formés afin de créer et renforcer les liens entre les jeunes expulsé·e·s qui ont traversé les mêmes expériences, par exemple, la jeunesse catholique d'Allemagne de l'Est (*Katholische Ostdeutsche Jugend*⁷⁸). Plusieurs branches s'ensuivent en fonction des origines des expulsé·e·s, du genre ou du type d'activité proposée. Les diverses organisations ecclésiastiques et séculaires créent un environnement sécuritaire et stable que certain·e·s n'ont jamais eu la chance de connaître.

Encouragées par des initiatives individuelles et soutenues par les autorités ecclésiastiques et laïques allemandes, des fédérations non catholiques pour la jeunesse sont aussi mises en place. En février 1947, au moyen d'une lettre envoyée aux paroisses du territoire, l'office de la protection de la jeunesse de l'archidiocèse de Bamberg encourage les prêtres des paroisses rurales de Bavière à participer à la nouvelle organisation créée par l'association des fermiers de Bavière (*Bayerische Bauernverband*), l'association bavaroise de la jeunesse rurale (*Bayerischer Landjugendverband*). On demande aux prêtres « de ne pas être absents, puisqu'ils sont chargés de la formation de la conscience, de la morale et des mœurs »⁷⁹, ainsi que de prendre part à la nomination des représentant·e·s de l'association. On y souligne également l'importance de l'encadrement, l'éducation et du rassemblement des Allemand·e·s catholiques natifs avec les jeunes migrant·e·s, très présents en campagne et vivant souvent dans des conditions précaires.

En somme, s'il est d'abord question pour les autorités allemandes séculaires et ecclésiastiques de vêtir les enfants réfugié·e·s et leur faire reprendre une certaine forme physique, leur bien-être psychologique est tout aussi important et, pour cela, ils doivent nécessairement être avec leur famille et assimilés à la communauté nationale allemande⁸⁰. En effet, la remise en place d'un cadre familial jugé « normal » au sein de leur « nation biologique » est essentielle. Des programmes de réunion de famille sont donc facilités par la loi, en plus de la mise en place du service de recherche de l'Église, le *Kirchlicher Suchdienst*.

⁷⁸ Il est alors question des territoires perdus de l'Est et non de la République démocratique allemande. Voir Ursula Goldberg, « Die Hedwigs-Werke der Diözese Osnabrück und der Erzdiözese Hamburg », Rainer Bendel, dir., *Vertriebene Katholiken - Impulse für Umbrüche in Kirche und Gesellschaft?* Münster, LIT, 2005, p. 257.

⁷⁹ « *Der Geistliche darf zwar nicht fehlen, ihm ist die Gewissensbildung, die Formung der Sitte und der Sittlichkeit anvertraut!* », Schlüsselau Nr. 37 Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, 23 février 1946.

⁸⁰ Taylor, *op. cit.*, p. 17.

Par ailleurs, afin de prévenir la délinquance des enfants réfugié·e·s, d'éviter qu'ils ne deviennent des fardeaux à long terme et d'en faire des éléments productifs de la société ouest-allemande, leur intégration et stabilisation passent nécessairement par l'éducation. L'Église y contribue grandement en agrandissant non seulement ses écoles, mais aussi en créant des pensionnats pour orphelins et orphelines et enfants réfugié·e·s ou sans-abris laissés à eux-mêmes. Les enfants sont aussi encadrés par des activités parascolaires grâce à des organisations et fédérations qui œuvrent à l'éducation éthique, morale, culturelle et patriotique, en plus de leur fournir un soutien régulier et stable et de les intégrer à la communauté locale.

En pratique, les organismes humanitaires ne viennent pas en aide aux individus de la même manière. Ils ciblent tantôt les enfants, tantôt les adultes, selon leur religion, leur nationalité ou leur ethnie. En d'autres mots, les droits de la personne sont à cette époque clairement déterminés par des critères prédéfinis⁸¹. Les organismes internationaux ne se soucient d'abord pas des enfants des minorités allemandes d'Europe de l'Est, car l'entièreté de la nation allemande, responsable de la guerre, se trouve au bas de ses priorités. Ce sont donc les autorités allemandes étatiques, locales et religieuses qui tentent, tant bien que de mal, de porter secours aux jeunes expulsé·e·s.

Ce chapitre contribue à mettre lumière sur un aspect jusqu'alors peu présent dans les travaux historiques sur les réfugié·e·s des minorités allemandes d'Europe de l'Est : les diverses expériences de prise en charge des réfugié·e·s selon leur âge. Étant donné que quelque un million et demi d'enfants réfugié·e·s s'installent en Allemagne de l'Ouest, dont plus du tiers dans le *Land* de Bavière⁸², il n'est pas étonnant que la normalisation de la société ouest-allemande passe par leur stabilisation et leur intégration. La stabilisation des jeunes expulsés est donc un enjeu tout autant humanitaire que politique et social puisqu'ils symbolisent l'avenir de la nation et le succès ou non de la démocratie et du capitalisme en Allemagne de l'Ouest. Par ailleurs, à long terme, les expériences difficiles des enfants réfugié·e·s permettent un contrôle du passé nazi pour les

⁸¹ Zahra, *op. cit.*, p. 18.

⁸² C 8 + 1085, Bamberg Stadtarchiv, Bamberg, 31 octobre 1946.

Allemand·e·s, par l'universalisation de l'expérience des enfants et la représentation des Allemand·e·s comme les victimes innocentes de la guerre.

En plus de participer à la remise en forme physique des jeunes réfugié·e·s en leur offrant de quoi se vêtir et des repas gratuits et riches en vitamines et gras⁸³, les autorités allemandes provinciales, régionales et municipales et la charité de l'Église catholique tentent de rétablir leur santé psychologique en limitant les dégâts causés par une enfance sous les bombardements, les déportations souvent violentes et traumatisantes et les mois, voire les années de précarité dans les camps de réfugiés. Ainsi, l'État bavarois et l'Église catholique subventionnent la création des garderies, des écoles primaires, des écoles professionnelles, des pensionnats, ils facilitent les réunions de famille avec un service de recherche et des permis d'immigration, en plus d'encourager la fondation d'organisations sociales, culturelles et religieuses afin d'éduquer les enfants et des clubs sociaux religieux. Au final, la santé physique s'améliore pour la plupart des enfants réfugié·e·s à partir de la réforme monétaire de 1948. Quant à la stabilisation émotionnelle et psychologique, elle requiert plus de temps et consiste à remettre en place le cadre familial, national et communautaire jugé adéquat⁸⁴. Les démarches d'aide aux enfants sont faites dans le but d'instaurer et maintenir une stabilité politique et sociale à long terme en Bavière, mais aussi en République fédérale allemande.

⁸³ Schlüssellau Nr. 37, Archiv des Erzbistums Bamberg, Bamberg, mai 1947.

⁸⁴ Ackermann, *loc. cit.*, 2004, p. 461.

Conclusion

En juin 1958, la démolition des dernières habitations temporaires pour réfugié·e·s à Bamberg fait sensation. Situé dans le quartier de Wunderburg, près du centre de la ville, le camp est alors sur un terrain privé et son propriétaire en exige la démolition. La ville ne s'y oppose pas. Or, une habitante de ces petites baraques en bois ne partage pas cet avis et, malgré une ordonnance du tribunal, refuse de quitter le terrain. Elle campe alors quatre jours et quatre nuits à ciel ouvert, parmi ses meubles, dans la petite cour arrière, refusant de quitter les lieux malgré la démolition de la baraque qu'elle occupait et les moqueries des enfants du voisinage. Son entêtement lui vaut un article dans le journal local de Bamberg, le *Volksblatt*, le 23 juin 1958¹.

La démolition du dernier camp de réfugié·e·s de la ville de Bamberg met fin à un épisode particulièrement difficile de l'histoire de la ville et du district. L'arrivée temporaire ou permanente de centaines de milliers d'expulsé·e·s occupe une place centrale dans la reconstruction physique et identitaire de la petite ville franconienne, tout comme dans l'ensemble de l'Allemagne de l'Ouest, mais le temps est apparemment venu de tourner la page.

Tandis que les Allemand·e·s tentent de se remettre d'un effondrement total politique et économique, les autorités bavaroises et l'Église catholique regardent vers l'avenir en restaurant la place de l'Église et de la famille, et en établissant une mémoire de la guerre où les Allemand·e·s sont victimes. Ce mémoire de maîtrise, profondément ancré dans le champ d'études de l'histoire sociale, illustre comment les autorités du *Land* de Bavière, du district, de la ville et du diocèse de Bamberg jugent que certains groupes de réfugié·e·s allemands méritent prioritairement de l'aide financière, matérielle, médicale et psychologique. Ce travail souligne donc l'importance de l'étude approfondie des diverses expériences basées sur l'âge et le genre dans la compréhension de la complexité de processus comme les transferts de population et la prise en charge des millions de réfugié·e·s par une société. Nous avons mis en évidence comment plusieurs facteurs hors du contrôle des réfugié·e·s créent diverses expériences de prise en charge.

¹ Stefan Kestler et Ulrich Götz Penzel, *Bamberg: Zufluchtsort für Vertriebene, Flüchtlinge und Heimatlose*, Bamberg, Babenberg-Verl, 1999, p.57.

La distinction des expériences vécues par les expulsé·e·s ne semble pas avoir rencontré un vaste écho chez les historien·ne·s de l'après-guerre en Allemagne de l'Ouest, même si, comme nous l'avons vu, il était très peu probable que les nouveaux et nouvelles arrivant·e·s aient tous reçu la même aide et vécu le même processus d'intégration. Dans le contexte d'après-guerre immédiat où les ressources sont limitées et il y a plusieurs tensions sociales, ce mémoire met en lumière les raisonnements derrière la gestion des expulsé·e·s et du traitement différentiel qui leur est réservé selon leur âge, leur profession, leur genre ou leur état matrimonial. En évitant une uniformisation des expériences des réfugié·e·s allemands, cette recherche a non seulement contribué à l'identification des victimes privilégiées et négligées de l'historiographie et de la mémoire ouest-allemande, mais aussi à les mettre en relation les uns aux autres, en plus de nuancer les expériences à l'intérieur de ces groupes mêmes.

Le nombre d'études historiques relativement faibles sur les expulsions d'après-guerre effectuées en dehors de l'Allemagne met en relief toute la complexité et l'importance de l'étude de cet événement. D'un côté, les millions de mort·e·s causés par les expulsions risquent de provoquer l'oubli des réelles causes des expulsions, soit l'invasion et l'occupation de l'Allemagne nazie des pays de l'Europe de l'Est. D'un autre, les crimes de l'Allemagne nazie sont utilisés pour justifier le traitement brutal de populations ethniquement allemandes. Il était donc nécessaire dès le début du travail de clarifier l'emploi des termes « nettoyage ethnique », « réfugié·e·s » et « expulsé·e·s », tout en évoquant la situation humanitaire dramatique dans laquelle se trouvaient les migrant·e·s et le peu de moyens dont disposait les organisations allemandes chargées de leur porter secours et les prendre en charge.

L'analyse des mesures mises en place pour venir en aide aux réfugié·e·s et de leur distribution sur le territoire bavarois a révélé une priorisation des hommes travailleurs expulsés. Les parlementaires au *Landtag* de Bavière font de la relance économique et la reconstruction leurs principales priorités et exigent la venue des travailleurs réfugiés en ville en plus de financer leur éducation et la création d'entreprises. Ainsi, dès l'arrivée des réfugié·e·s à la gare de la ville de Bamberg, on effectue une sélection, dirigeant d'une part, les femmes, les enfants et les personnes âgées vers les villages en campagne et d'autre part, les hommes en âge de travailler vers les camps urbains. En ville, le manque de main d'œuvre garantit aux travailleurs réfugiés un emploi et un revenu stable, en plus d'un logement gratuit et l'accès à des cantines. Par ailleurs, alors que la

plupart des études qui portent sur l'arrivée des réfugié·e·s analysent l'intégration économique et politique globale, peu différencient les variations entre les opportunités en campagne et en ville. Les variations des possibilités d'emploi et de représentations politiques sont pourtant flagrantes et directement liées avec le milieu de vie. Bien que démographiquement minoritaires au sein de la population totale réfugiée, les habitant·e·s des camps urbains ont la possibilité de se mobiliser rapidement et de se faire entendre par la plus haute sphère de la société au moyen de grèves, d'imposantes manifestations ou de pétitions. De surcroît, les leaders des camps en ville prennent la parole au nom de tous les expulsé·e·s de Bavière². La destruction des villes causée par les bombardements et la pénurie de logements qui en résulte forment donc les conditions parfaites pour la priorisation des travailleurs des camps urbains au sein des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s.

Dans la région d'Haute et de Moyenne-Franconie, les femmes représentent près de la moitié des réfugié·e·s, alors que les hommes forment le quart des migrant·e·s allemands. Cependant, l'historiographie des expulsions et de l'après-guerre ne fait que très peu mention ou passe carrément par-dessus cet aspect central aux expulsions et à l'intégration des réfugié·e·s. L'universalisation de l'expérience des réfugié·e·s dans la mémoire collective et dans l'historiographie allemande y est certainement pour quelque chose³. L'écart démographique des genres, surnommé péjorativement *Frauenüberschuss*, est pourtant essentiel à la compréhension de la période d'après-guerre en Allemagne. En Bavière, cet écart, utilisé maintes fois par les médias et plusieurs politicien·ne·s, ainsi que les changements du rôle social des genres durant la guerre, résultent en une forte volonté de « restaurer » l'institution de la famille et le rôle de l'Église catholique et, de ce fait, du retour au modèle traditionnel chrétien. De nombreux discours, lois et mesures mises en place incitent les femmes allemandes à se conformer à ce modèle. Par contre, alors que les mesures d'aide sociale favorisent les familles réfugiées complètes, cet idéal est hors de portée des femmes réfugiées qui ne peuvent se permettre de rester au foyer ou de se marier. Les stratégies de survie des femmes réfugiées incluent souvent le célibat et le travail. L'analyse de genre nous permet donc de réaliser son importance et sa portée dans la vie des femmes réfugiées, quotidiennement et à long terme.

² Franz J. Bauer, *Flüchtlings und Flüchtlingspolitik in Bayern 1945-1950*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1982, p. 195.

³ Elizabeth Heineman, « The Hour of the Woman: Memories of Germany's 'Crisis Years' and West German National Identity », *The American Historical Review*, 101, 2, 1996, p. 354-395.

La compétition entre les victimes pour de l'aide est directement reliée à la concurrence des mémoires. Les victimes priorisées par les autorités bavaroises et ecclésiastiques jouent un rôle important dans les discours allemands de victimisation et de résilience. Cette projection d'une image d'innocence est un élément central de l'après-guerre et de la formation de la mémoire du conflit et de ses conséquences. Les enfants réfugié·e·s y occupent une place centrale. Or, si les Allemand·e·s de l'Ouest développent un discours de victime et que leurs représentant·e·s dénoncent internationalement le sort tragique des jeunes réfugié·e·s dans le but d'amasser des dons, on cherche également à effacer les traces du conflit et à diminuer l'impact des expulsions à long terme. L'intégration de la jeunesse réfugiée à la nation allemande est jugée tout aussi importante que le retour à une vie familiale soi-disant normale : un père qui travaille, une mère au foyer et un logement décent. Des ressources considérables sont donc mises en place par l'Église et l'État pour faire regagner une bonne forme physique, au moyen de cantines, distribution de vêtements et d'attribution de logements chauffés aux familles avec des enfants. Les autorités bavaroises estiment aussi que la remise en place du cadre national, communautaire et familial est essentielle au bien-être psychologique des enfants réfugié·e·s si l'on souhaite en faire des défenseurs de la démocratie et du capitalisme. On tente alors d'inclure la jeunesse expulsée dans le système d'éducation en créant des écoles, des garderies, des pensionnats à l'intérieur ou en périphérie des camps et des organisations parascolaires religieuses.

Cette étude illustre non seulement que l'arrivée en Bavière des réfugié·e·s allemands ne peut se résumer à un récit général, mais elle met également en lumière la diversité des expériences vécues au sein-même de la population réfugiée. Les trois groupes identifiés : les hommes travailleurs, les enfants et les femmes, se démarquent soit par leur absence ou par leur présence dans les mesures d'aide sociale et financière mises en place par le gouvernement du *Land* de Bavière, l'archidiocèse de Bamberg et ses paroisses, la ville et le district de Bamberg et ses divers bureaux (*Flüchtlingsamt*, *Wohnungsamt*, *Soforthilfeamt*). Ce mémoire n'est pourtant pas le point final de la discussion des expériences des réfugié·e·s des minorités allemandes. Au contraire, l'enrichissement de l'historiographie de cet événement est particulièrement pertinent alors qu'aujourd'hui même, l'Europe traverse une crise migratoire. L'arrivée des expulsé·e·s des minorités allemandes d'Europe de l'Est en est un précédent clair et son étude peut nous sensibiliser aux réalités des réfugié·e·s d'aujourd'hui et de demain.

Bibliographie

Sources primaires

Stadtarchiv Bamberg

C 2 HR + 90.3, *Aktion für Flüchtlinge*, 1946- 1948.

C 2 + HR 90.2, *Flüchtlingshilfsaktion*, 1945- 1957.

C 8 + 1085, *Flüchtlinge und Vertriebene in Bayern*, 1946- 1960.

C 18 + 7, *Notaufnahme, Zuzug, Zugewanderte*, 1947-1953.

C 18 + 8, *Interessengemeinschaft der durch Besatzungsmaßnahmen Geschädigten*, 1948-1957.

C 18 + 10, *Obdachlosenfürsorge*, 1949-1954.

C 18 + 19, *Wohnraumverhältnisse, Wohnraumbewirtschaftung und -zählung*, 1946- 1951.

C 18 + 70, *Vier Jahre Vertriebenenbetreuung in Bayern*, 1950.

C 51+2153, *Flüchtlinge und Kriegsgefangene*, 1945- 1950.

C 51 + 2361, *Fürsorge*, 1947- 1951.

C 52 + 1108, *Eingliederung von Flüchtlingen*, 1949.

C 53 + 233, *Evakuierte und Flüchtlinge*, 1940- 1948.

Staatsarchiv Bamberg

K5 19014, *Flüchtlingswesen und Lastenausgleich*.

K5 19015, *Flüchtlingswesen und Lastenausgleich*.

K5 19018, *Flüchtlingswesen und Lastenausgleich*.

Archiv des Erzbistums Bamberg

Pfarrarchiv Hüttenheim Nr. 43.

Pfarrarchiv Schlüsselau Nr. 37.

Pfarrarchiv Martk Bibart Nr. 149.

Pfarrarchiv 60 Coburg, St. Augustin Nr. 40.

Rep. 41, Gößweinsteiner Nr. 35.

Weekly Information Bulletin (Bulletin diffusé par le *US Forces European Theater*)

« Beer For Berlin », *Weekly Information Bulletin*, 8, 15 septembre 1945.

« No Barley For Beer », *Weekly Information Bulletin*, 12, 13 octobre 1945.

« Bread- But No Beer », *Weekly Information Bulletin*, 37, 15 avril 1946.

Autre:

Foreign relations of the United States: Diplomatic Papers: The Conference of Berlin (the Potsdam Conference), 1945, Washington, U.S. Government Printing Office, Vol. II, 1945.

Monographies

Ahonen, Pertti, *After the expulsion: West Germany and Eastern Europe, 1945- 1990*. New York: Oxford University Press, 2003, 314 pages,

Albart, Rudolf. *Die Jahrhundertmitte: Vom Hakenkreuz zum Sternenbanner*. Bamberg: St. Otto Verlag, 1979, 208 pages.

Autze, Rajan. *Treibgut des Krieges. Flüchtlinge und Vertriebene in Berlin 1945*. Munich: Quadriga, 2001, 151 pages.

Bar-On, Dan. *Legacy of Silence: Encounters With Children of the Third Reich*. Cambridge: Harvard University Press, 1991, 338 pages.

Bauer, Franz J. *Fluchtlinge und Flüchtlingspolitik in Bayern, 1945-1950*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1982, 438 pages.

Bendel, Rainer, dir., *Vertriebene finden Heimat in der Kirche: Integrationsprozesse im geteilten Deutschland nach 1945*. Cologne: Böhlau Verlag, 2008, 677 pages.

Brandes, Detlef et Václav Kural, dir., *Der Weg in die Katastrophe: Deutsch-tschechoslowakische Beziehungen 1938–1947*, Essen: Klartext, 1994, 256 pages.

Bryant, Chad. *Prague in Black: Nazi Rule and Czech Nationalism*. Cambridge: Havard University Press, 2007, 384 pages.

Carter, Erica. *How German Is She?: Postwar West German Reconstruction and the Consuming Woman*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 1997, 288 pages.

Cohen, Gerard D. *In War's Wake: Europe's Displaced Persons in the Postwar Order*. Oxford: Oxford University Press, 2012, 248 pages.

Collingham, Elizabeth. *The taste of war: WWII and the battle for food*. New-York: Penguin Press, 2012, 672 pages.

Connor, Ian. *Refugees and Expellees in Postwar Germany*. Manchester: Manchester University Press, 2007, 284 pages.

Demshuk, Andrew. *The Lost German East: Forced Migration and the Politics of Memory, 1945-1970*. Cambridge: Cambridge University Press, 2012, 326 pages.

Dickinson, Edward Ross. *The Politics of German Child Welfare from the Empire to the Federal Republic*. London: Harvard University Press, 1996, 365 pages.

Diefendorf, Jeffry M. *In the Wake of War: The Reconstruction of German Cities After World War II*. Oxford: Oxford University Press, 1993, 424 pages.

Douglas, R.M. *Les expulsés*. Paris: Flammarion, 2012, 411 pages.

Dwork, Deborah. *Children With A Star: Jewish Youth in Nazi Europe*. London: Yale University Press, 1991, 306 pages.

Embacher, Helga, dir., *Children and war: past and present*. Solihull: Helion, 2013, 297 pages.

Fehrenbach, Heide. *Race after Hitler: Black Occupation Children in Postwar Germany and America*. Princeton: Princeton University Press, 2005, 288 pages.

Frank, Matthew. *Expelling The Germans: British Opinion and Post-1945 Population Transfer In Context*. Oxford: Oxford University Press, 2008, 319 pages.

Frevert, Ute. *Women in German History: From Bourgeois Emancipation to Sexual Liberation*. New York: St. Martin's Press, 1988, 346 pages.

Gigliotti, Simone. *The Young Victims of the Nazi Regime: Migration, the Holocaust and Postwar Displacement*. Londres: Bloomsbury Academic, 2016, 368 pages.

Glettler, Monika, dir., *Landtagsreden zur bayerischen Vertriebenenpolitik 1946-1950*, Munich, Rieß-Druck und Verlag, 1993, 679 pages.

Goldhagen, Daniel Jonah. *Le devoir de morale : le rôle de l'Église catholique dans l'Holocauste et son devoir non rempli de repentance*. Paris: Seuil, 2003, 488 pages.

Grossmann, Atina. *Jews, Germans, and Allies: Close Encounters in Occupied Germany*. Princeton: Princeton University Press, 2007, 416 pages.

Grünbacher, Armin. *West German Industrialists and the Making of the Economic Miracle: A History of Mentality and Recovery*. London: Bloomsbury Academic, 2017, 224 pages.

Guth, Klaus. *Lebenswelten im Wandel: Beiträge zur Europäischen Ethnologie, Volkskunde und Historischen Landeskunde*. Munich: EOS Verlag U. Druck, 2009, 478 pages.

Heberer, Patricia. *Children during the Holocaust*. Plymouth: AltaMira Press, 2011, 513 p.

Heineman, Elizabeth. *What Difference Does a Husband Make? Women and Marital Status in Nazi and Postwar Germany*. Berkeley: University of California Press, 1999, 392 pages.

Herzog, Dagmar. *Sex after Fascism: Memory and Morality in Twentieth-Century Germany*. Princeton: Princeton University Press, 2007, 368 pages.

Hoffmann, Dirk. *Die Integration von Flüchtlingen und Vertriebenen nach 1945. Interdisziplinäre Ergebnisse und Forschungsperspektiven*. Munich: Oldenbourg, 1998, 473 pages.

Jäschke, Georg. *Wegbereiter der deutsch-polnisch-teschechischen Versöhnung? Die katholischen Vertriebenenjugend 1946-1990 in der Bundesrepublik Deutschland*. Münster: Aschendorff Verlag, 2018, 393 pages.

Jarausch, Konrad H. *After Hitler: Recivilizing Germans, 1945–1995*, trad. de l'allemand par Brandon Hunziker. Oxford: Oxford University Press, 2006, 411 pages.

Jarausch, Konrad H. et Michael Geyer. *Shattered Past: Reconstruction of German Histories*. Oxford: Princeton University Press, 2003, 400 pages.

Kater Micheal H. *Hitler Youth*. London: Havard University Press, 2004, 354 pages.

Kestler, Stefan et Ulrich Götz Penzel. *Bamberg, Zufluchtsort für Vertriebene, Flüchtlinge und Heimatlose*. Bamberg: Babenberg, 1999, 72 pages.

Kolinsky, Eva. *Women in West Germany: Life, Work and Politics*. Oxford: Berg, 1989, 303 pages.

Kossert, Andreas. *Kalte Heimat: Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*. Berlin: Siedler Verlag, 2008, 432 p.

Kramer, Alan. *West German Economy, 1945-1955*. London: Bloomsbury Academic, 1991, 308 pages.

Kruger, Lee. *Logistic Matters and the U.S. Army in Occupied Germany, 1945-1949*. New York: Palgrave Macmillan, 2016, 290 pages.

Lemberg, Hans et Włodzimierz Borodziej, dir., *'Unsere Heimat ist uns ein fremdes Land geworden...': Die Deutschen östlich von Oder und Neisse, 1945–1950. Dokumente aus polnischen Archiven*. 4 vol., Marburg: Verlag Herder-Institut, 2000- 2005.

Meyer, Sibylle et Eva Schulze. *Wie wir das alles geschafft haben: Alleinstehende Frauen berichten über ihr Leben nach 1945*. Munich: C.H. Beck, 1991, 238 pages.

McKittrick, Frederick L.. *From Craftsmen to Capitalists : German Artisans from the Third Reich to the Federal Republic, 1939–1953*. New York: Berghahn Books, 2016, 308 pages.

Moeller, Robert G. *War Stories: The Search for a Usable Past in Federal Republic of Germany*. Berkeley: University of California Press, 2001, 342 pages.

Moeller, Robert G. *Protecting Motherhood: Women and the Family in the Politics of Postwar West Germany*. Berkeley: University of California Press, 1993, 346 pages.

Naimark, Norman M. *Fires of Hatred: Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*. Cambridge: Harvard University Press, 2001, 248 pages.

Nicholas, Lynn H. *Cruel world: the children of Europe in the Nazi web*. New York: A.A. Knopf, 2005, 632 pages.

Ougan Françoise S. *How Young Holocaust Survivors Rebuilt Their Lives, France, United States and Israel*. Bloomington: Indiana University Press, 2018, 300 pages.

Schelsky, Helmut. *Wandlungen in der deutschen Familie der Gegenwart*. Dortmund: Ardey, 1953, 417 pages.

Spicka, Mark E. *Selling the Economic Miracle: Economic Reconstruction and Politics in West Germany, 1949–1957*. New York: Berghahn Books, 2007, 304 pages.

Taylor, Lynne. *In the Children's Best Interests: Unaccompanied Children in American-Occupied Germany, 1945-1952*, Toronto: University of Toronto Press, 2017, 467 pages.

Weger, Tobias. *"Volkstumskampf ohne Ende?" sudetendeutsche Organisationen 1945-1955*. Essen: Peter Lang, 2008, 636 pages.

Wyman, Mark. *DPs: Europe's Displaced Persons, 1945-1951*. London: Associated University Presses, 1989, 272 pages.

Zahra, Tara. *The Lost Children: Reconstructing Europe's Families after WWII*. Cambridge: Harvard University Press, 2015, 308 pages.

Zifonun, Darius. *Gedenken und Identität, Der deutsche Erinnerungsdiskurs*. Frankfurt, Campus, 2004, 262 pages.

Chapitre d'ouvrage collectif

Ackermann, Volker. « Deutsche Flüchtlingskinder nach 1945 » dans *Kinder und Jugendliche in Krieg und Revolution: vom Dreißigjährigen Krieg bis zu den Kindersoldaten Afrikas*, Dahlmann, Dittmar, dir., 145-167. Munich: Paderborn, 2000.

Ambrosius, Gerold. « Flüchtlinge und Vertriebene in der West deutschen Wirtschaftsgeschichte-Methodische Überlegungen und forschungsrelevante Probleme » dans *Flüchtlinge und Vertriebene in der westdeutschen Nachkriegsgeschichte. Bilanzierung der Forschung und Perspektive für die künftige Forschung*, Schulze, Rainer, Doris von der Brel-Lewin et Helga Grebing, dir., 216-228. Hildesheim: August Lax, 1987.

Bazin, Anne. « La question des Sudètes : un poids dans les relations Germano-Tchèques aujourd'hui » dans *L'Allemagne, l'Europe centrale et l'Europe orientale*, Le Gloannec, Anne-Marie dir., 18-139. Lausanne: L'Âge d'Homme, 1997.

Beer, Matthias. « Flüchtlinge- Neubürger- Heimatvertriebene. Flüchtlingspolitik und Flüchtlingsintegration in Deutschland nach 1945 begriffsgeschichtlich betrachtet » dans *Migration und Integration. Aufnahme und Eingliederung im historischen Wandel*, Beer, Matthias, Martin Kintzinger et Marita Krauss, dir., 145-167. Stuttgart: Franz Steiner, 1997.

Boehling, Rebecca. « Gender Roles in Ruins: German Women and Local Politics under American Occupation, 1945- 1955 » dans *Gender and the long postwar: The United States and the Two Germanies*, Hagemann, Karen et Sonya Michel, dir., 51-72. Washington: Woodrow Wilson Center Press, 2014.

Bramwell, Anna C. « The Re-Settlement of Ethnic Germans, 1939-41 » dans *Refugees in the Age of Total War*, Bramwell, Anna C. et Micheal Marrus, dir., 112-132. London: Unwin Hyman, 1988.

Brunstetter Scott. « Escaping History: The Expulsion of the Sudeten Germans as a Leitmotif in German-Czech Relations » dans *Ethnic cleansing in twentieth-century Europe*, Várdy, Steven Béla, T. Hunt Tooley et Agnes Huszár Várdy, dir., 164-171. New York: Columbia University Press, 2003.

Carlin, Wendy. « Economic Reconstruction in Western Germany, 1945-55: The Displacement of "Vegetative Control" » dans *Reconstruction in Post-War Germany: British Occupation Policy and the Western Zones 1945–1955*, Ian D. Turner, dir., 37-65. Oxford: Berg Publishers, 1992,

Fehrenbach, Heide. « War Orphans ad Postfascist Families: Kinship and Belonging after 1945 » dans *Histories of the Aftermath, The Legacies of the Second World War in Europe*, Biess, Frank et Robert G. Moeller, dir., 175-195. New York: Berghahn Books, 2010.

Goldberg, Ursula. « Die Hedwigs-Werke der Diözese Osnabrück und der Erzdiözese Hamburg », dans *Vertriebene Katholiken - Impulse für Umbrüche in Kirche und Gesellschaft?*, Bendel, Rainer, dir., 257-259. Münster: LIT, 2005.

Grossmann, Atina. « The “Big Rape”: Sex and Sexual Violence, War, and Occupation in German Post-World War II Memory and Imagination » dans *Gender and the Long Postwar*, Hagemann, Karen et Sonya Michel, dir., 31-50. Washington: Woodrow Wilson Center Press, 2014.

Handl, Johann. « War der schnelle integration der Vertriebene ein Mythos? » dans *Bayerns Vierter Stamm: Die Integration Der Flüchtlinge Und Heimatvertriebenen Nach 1945*, Endres, Rudolf, dir., 183-214. Cologne: Bohlau Verlag, 1998.

Kramer, Mark. « Introduction » dans *Redrawing Nations: Ethnic Cleansing in East-Central Europe 1944- 1948*, Ther, Philipp et Ana Siljak, dir., 1-42. Lanham: Rowman & Littlefield, 2001.

Kuhn, Annette. « Die vergessene Frauenarbeit in der deutschen Nachkriegsgeschichte » dans *"Das Schicksal Deutschlands liegt in der Hand seiner Frauen": Frauen in der deutschen Nachkriegsgeschichte*, Freier, Elisabeth et Annette Kuhn, dir., 13-24. Düsseldorf, Schwann, 1984.

Lempart, Matthias. « Gerhard Moschner, Jugendseelsorger und Organisator der Verbandsstrukturen der vertriebenen katholischen Schlesier » dans *Vertriebene Katholiken - Impulse für Umbrüche in Kirche und Gesellschaft?*, Bendel, Rainer dir., 143-148. Münster: LIT, 2005.

Rosenman, M. « The Uncontrolled Economy: Ruhr Coal Production, 1945-48 » dans *Reconstruction in Post-War Germany: British Occupation Policy and the Western Zones 1945–1955*, Turner, Ian D. dir., 95- 125. Oxford: Berg Publishers, 1992,

Schulze-Wessel, Martin. « The Commemoration of Forced Migrations in Germany » dans *Migration, Memory and Diversity: Germany from 1945 to the Present*, Cornelia, Wilhelm, dir., 15-31. Oxford: Berghahn Books, 2017.

Schulze, Rainer. « The German Refugees and Expellees from the East and the Creation of a Western German Identity after World War II » dans *Redrawing Nations: Ethnic Cleansing in East-Central Europe, 1944- 1948*, Ther, Philipp et Ana Siljak, dir., 197-219. Lanham: Rowman & Littlefield, 2001.

Várdy, Steven Béla. « A Century of Forced Migration: The Origins and Consequences of "Ethnic Cleansing" » dans *Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, Várdy, Steven Béla, T. Hunt Tooley, Agnes Huszár Vardy, dir., 43-72. New York: Columbia University Press, 2003.

Article de revue

Ackermann, Volker. « Schweigen der Flüchtlingskinder- Psychische Folgen von Krieg, Flucht und Vertreibung bei den Deutschland nach 1945 ». *Geschichte und Gesellschaft* 30, 3, (2004): 434-464.

Ahonen, Pertti. « Taming the Expellee Threat in Post-1945 Europe: Lessons from the Two Germanies and Finland ». *Contemporary European History* 14, 1, (2005): 1-21.

Bergen, Doris. « The Nazi Concept of “Volksdeutsche” and the Exacerbation of Anti-Semitism in Eastern Europe, 1939- 45 ». *Journal of Contemporary History* 29, 4 (1994): 569-582.

Connor, Ian. « The Bavarian Government and the Refugee Problem 1945-50 », *European History Quarterly* 16, (1986): 131-153.

Connor, Ian. « The Churches and the Refugee Problem in Bavaria 1945-49 », *Journal of Contemporary History* 20, 3 (1985): 399-421.

Enssle, Manfred. « The Harsh Discipline of Food Scarcity in Post War Stuttgart », *German Studies Review* 10, 3 (1987): 481-502.

Grossman, Atina. « Grams, Calories, and Food: Languages of Victimization, Entitlement, and Human Rights in Occupied Germany, 1945–1949 ». *Central European History* 44, 1 (2011): 118-148.

Hayden, Robert M. « Schindler's Fate: Genocide, Ethnic Cleansing, and Population Transfers ». *Slavic Reviews* 55, 4 (1996): 727-748.

Heineman, Elizabeth. « The Hour of the Woman: Memories of Germany's ‘Crisis Years’ and West German National Identity ». *The American Historical Review* 101, 2 (1996): 354-395.

Lüttinger, Paul. « Der Mythos der schnellen Integration. Eine empirische Untersuchung zur Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland bis 1971 ». *Zeitschrift für Soziologie* 15, 1 (1986): 20-36.

Melendy, Brenda. « Expellees on Strike: Competing Victimization Discourses and the Dachau Refugee Camp Protest Movement, 1948–1949 ». *German Studies Review* 28, 1 (2005): 107–125.

Steinhart, Eric. « Policing the Boundaries of “Germandom” in the East: SS Ethnic German Policy and Odessa's “Volksdeutsche”, 1941–1944 ». *Central European History* 43, 1 (2010): 85-116.

Stokes, Lauren. « The Permanent Refugee Crisis in the Federal Republic of Germany, 1949- ». *Central European History* 52, 1 (2019): 19-44.

Weinreb, Alice. « “For the Hungry Have No Past nor Do They Belong to a Political Party”: Debates over German Hunger after World War II ». *Central European History* 45, 1 (2012): 50-78.

Zahra, Tara. « "A human treasure": Europe's displaced children between nationalism and internationalism ». *Past & Present* 210 (2011): 332-350.

Thèse de doctorat

Holmgren, Derek. « “Gateway to Freedom”: The Friedland Refugee Transit Camp as Regulating Humanitarianism, 1945-1960 », Thèse de doctorat, University of North Carolina, 2015.